

AFRIQUE

Rhodésie

Les nationalistes posent de nombreuses conditions à la réunion d'une conférence constitutionnelle

Nairobi. — L'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU), qui dirige la guérilla contre le régime de M. Ian Smith en Rhodésie, est « convaincue que le seul chemin de la liberté est la poursuite de la lutte armée » et que, plutôt que de s'arrêter « à mi-chemin », mieux vaudrait « mener la révolution jusqu'à son terme ». Ces du moins si les représentants de documents diffusés par le ZANU en Afrique de l'Est ont avant un comité central élargi du Conseil national africain (ANC), réuni dimanche Salisbury, présentée avec une certaine fermeté ses conditions pour participer à une conférence constitutionnelle.

Dans un mémoire destiné au comité de libération de l'Organisation de l'Unité africaine (O.U.A.), réuni depuis le 3 janvier par M. Chibeto et ses amis, qui dirigent actuellement la guérilla du ZANU, estimant qu'il faut « maintenir la lutte armée comme un élément dans le débat constitutionnel » et qu'ils pensent que M. Ian Smith cherche à obtenir « un cesse-le-feu à bas prix », et que si les nationalistes africains « cessent le feu pour si peu, ils pourront avoir du mal à relancer la guerre si la négociation échoue ». Ils ont également insisté sur le fait que le ZANU, au sein de l'ANC, des quatre mouvements africains de Rhodésie (les trois autres étant le ZANU, le ZAPU (Union africaine du peuple du Zimbabwe) et le FROLIZI (Front de libération du Zimbabwe) ne s'est faite le 7 décembre dernier que sur l'insistance des présidents Nyerere, Kaunda et Kibwe. Un projet de « front commun » présenté par le ZANU aurait été jugé « insuffisant » par les trois chefs d'état de la Tanzanie, de la Zambie et du Botswana. Mais il aurait été entendu à Lusaka, toujours selon le mémoire du ZANU, que l'unité réelle est le signe de l'ANC permettrait à chacun des mouvements de conserver un certain degré de son identité propre — en

De notre correspondant

particulier du moment qu'ils poursuivent la lutte armée. La fermeté affichée dimanche, au cours de la première réunion du nouveau comité central de l'ANC (au sein duquel siègent désormais d'anciens prisonniers politiques du ZANU, du ZAPU et du FROLIZI), est sans doute une réponse au détachement du régime de M. Ian Smith, qui vient de décider de suspendre les libérations de détenus politiques africains « parce que la fermeté n'a pas pris fin », et dont la radio a réaffirmé samedi qu'il n'était pas question de remettre le pouvoir à la majorité africaine. Mais elle semble également liée à la ligne adoptée par le ZANU, dont l'avantage demeure encore de mener pratiquement seul la résistance armée contre le régime minoritaire de Salisbury.

Ne pas démobiliser

Comme la direction du ZANU, l'ANC exige, comme condition préalable à la tenue d'une conférence constitutionnelle, la libération de tous les détenus politiques, une amnistie générale, la levée de l'état d'urgence, le rétablissement de toutes les libertés politiques, ainsi que la levée de l'interdiction qui frappe le ZANU et le ZAPU. Dans son mémoire à l'intention de l'O.U.A., le ZANU réclame en outre le retrait de la police sud-africaine qui prête main-forte à l'armée de M. Smith.

Les signes de divergence entre les mouvements africains de Rhodésie ne sont pas nouveaux. Formés voilà trois ans à peine et reconnue comme interlocuteur valable par M. Smith, l'ANC de Mgr Muzorewa est jugé « unorthodoxe » et « réactionnaire » dans le mémoire du ZANU, qui lui dénie le « leadership légitime de la révolution ». D'un autre côté,

les représentants des mouvements insérés au sein du nouveau comité central de l'ANC sont exclusivement des personnalités qui viennent de sortir de prison. C'est notamment le cas de M. Joshua Nkomo, le populaire président du ZAPU, et du révérend Sibhola, président du ZANU, dont le prestige semble demeurer à peu près intact.

Enfin et surtout, le ZANU semble considérer que la négociation est trop peu engagée pour risquer de démobiliser une guérilla mieux organisée et plus efficace, surtout depuis l'an dernier, et qui pourra compter, en cas de rupture des pourparlers actuels, sur l'appui déterminé du FROLIZI lorsque le Mozambique frontalier accèdera à l'indépendance en juin prochain.

De l'imbroglio actuel, il semble ressortir que l'intégration des mouvements nationalistes africains au sein de l'ANC est loin d'être réalisée et que l'application du cesse-le-feu sur le terrain pourrait prendre encore du temps. Le chef de la guérilla, M. M. Callaghan, a déclaré qu'il ne peut accepter que le temps joue en leur faveur et qu'un éventuel échec de la négociation engagée à Lusaka ne pourrait que se retourner contre M. Ian Smith et la minorité européenne qui gouverne en Rhodésie.

L'une des décisions prises, dimanche par l'ANC — celle de ne se rendre qu'à une conférence constitutionnelle convoquée par le Royaume-Uni et présidée par M. Callaghan — devrait d'ailleurs jouer dans le sens souhaité par les dirigeants du ZANU. En effet, M. Smith peut difficilement rejeter cette exigence sans prendre la responsabilité de bloquer lui-même la négociation. Mais s'il accepte qu'une telle conférence se tienne, il devra accepter de reconnaître la présidence du secrétaire au Foreign Office, il aura alors été contraint de faire une concession supplémentaire.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Maroc

AU CONGRÈS DE L'UNION SOCIALISTE DES FORCES POPULAIRES M^e Bouabid estime qu'une amnistie générale doit prélever à l'organisation d'élection

De notre envoyé spécial

Casablanca. — Le congrès de l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.) s'est tenu le dimanche 12 janvier à Casablanca après trois jours de débats. Les participants ont élu une nouvelle commission administrative de trente-cinq membres (11) appelée à diriger le parti, et un bureau politique de sept personnes (2). M. Abderrahim Bouabid s'est vu confier à l'unanimité les fonctions de premier secrétaire. Evoquant à nouveau, dans son discours de clôture, la déclaration de Hassan II du 17 septembre 1974 annonçant que « des élections seront organisées avant le mois d'octobre 1975 » et qu'elles auront un caractère « authentique », M. Bouabid a déclaré : « Pour que cette authenticité soit réelle il faut que certains membres de conditions soient remplis, qu'un climat nouveau s'instaure ». Au premier rang de ces conditions le premier secrétaire a inscrit « l'assainissement de la vie politique par la promulgation d'un texte législatif d'amnistie générale mettant ainsi fin à toutes les poursuites engagées contre les militants de tous les partis politiques de retrouver leur foyer ; cette amnistie constitue une garantie pour le retour à l'état de droit et la poursuite de la vie démocratique ».

De notre envoyé spécial

Une longue ovation a salué ces propos. Plusieurs centaines de personnes se réclamant du parti se trouvant présentes ont été nommées pour avoir été impliquées dans le complot du 3 mars 1973 (3). Dans un éditorial, publié le mois dernier à l'occasion du congrès, M. Bouabid avait déclaré : « La détermination universelle des droits de l'homme, le quotidien de l'Union socialiste — Al Mouharrir — évoquant ainsi leur sort : « C'est pourquoi nous nous sommes engagés à faire une concession supplémentaire. D'autres attendent depuis dix

remplir pour que des élections se déroulent dans un climat serein. Les congressistes demandent en outre l'abrogation de tous les textes législatifs et réglementaires restreignant les libertés publiques individuelles et la levée de la mesure qui a dissous l'Union nationale des étudiants du Maroc (UNEM). Le parti réclame aussi la refonte des listes électorales qui n'ont pas, dit-il, été réellement révisées depuis douze ans. Enfin, il souhaite que l'âge électoral soit ramené à dix-huit ans.

Après le congrès de l'Union socialiste des forces populaires, la balle se trouve dans le camp du souverain. Les principales organisations de l'opposition viennent en effet de leur retour au Maroc. Seules sont encore attendus pour le mois de février, celles des communistes, regroupés au sein du Front du peuple pour le Maroc (F.P.M.) et de M. Ali Yata. Les mois de septembre, le parti de l'istihlal, maintenant dirigé par M. Boucetta, avait fixé sa position : il est prêt à aller devant les électeurs si les garanties de liberté et de sincérité du scrutin sont assurées. Cette position est voisine de celle de l'Union nationale des forces populaires (U.N.F.P.), de M. Abdallah Ibrahim, s'oppose à des élections générales dans le contexte actuel. Elle demande que soit constitué au préalable un gouvernement bénéficiant de la « confiance populaire » et qui appliquerait, pendant au moins deux ans, des réformes radicales. Si l'U.N.F.P. et l'U.S.F.P. divergent sur la tactique, leurs analyses de la situation politique et économique du Maroc présentent bien des points communs : il s'agit d'une condamnation qui a pris, au congrès de l'Union socialiste, l'allure d'un réquisitoire.

DANIEL JUNQUA.

(1) Sur ces 35 membres, 8 appartiennent à la commission administrative élue en 1972 lors du congrès de l'U.N.F.P. 13 font partie des personnes nommées en 1974 pour compléter la commission lorsque l'U.N.F.P. a cessé ses deux mandats ; enfin 14 sont nouveaux.

(2) MM. Abderrahim Bouabid, Omar Benjeloun, Mohammed Mansour, Mohammed Riyad, Abdellatif Benjeloun, Mohammed Lestel et Abed Jbrat.

(3) Le complot du 3 mars 1973, qui visait à renverser le régime, a été formé de l'ancien ministre M. Bouabid, qui avait des liens avec l'U.N.F.P.

ASIE

Indochine

Le gouvernement américain presse le nouveau Congrès d'augmenter l'aide à Saigon et à Phnom-Penh

De notre correspondant

Washington. — La chute de Phouc-Binh a ravivé dans les esprits de millions d'Américains le cauchemar du Vietnam dont ils pensent avoir été débarrassés. Il y a presque deux ans, par le cesse-le-feu du 27 janvier 1973, les informations du Vietnam retrouvant la première page des journaux, qu'il s'agisse du démenti de M. Kissinger, précisant n'avoir jamais exprimé au Pentagone son regret que les unités navales américaines n'aient pas fait mouvement en direction des côtes vietnamiennes, ou encore des vols de reconnaissance américains sur le Vietnam du Nord.

Sur ce dernier point, les autorités estiment que l'article 2 du protocole de cesse-le-feu peut être interprété différemment et interdit en effet les vols d'avions de combat, mais, pour les Américains, cette interdiction ne concerne pas les vols de reconnaissance par des appareils de reconnaissance « non armés ». De même, disent-ils encore, les vols de reconnaissance ne peuvent être considérés comme des « activités de combat » interdites en vertu d'une loi de 1973, qui en exclut le financement.

L'opinion américaine, dont le Congrès se fait l'écho, voudrait oublier le Vietnam. Mais le gouvernement entend lui rafraîchir la mémoire et met en train de faire passer au Congrès des propositions de loi destinées à augmenter l'aide au Vietnam. Mais le gouvernement entend lui rafraîchir la mémoire et met en train de faire passer au Congrès des propositions de loi destinées à augmenter l'aide au Vietnam.

1) Pour le Vietnam : 300 millions de dollars d'aide militaire s'ajoutant aux 700 millions de dollars déjà assurés pour l'année fiscale 1975. Il se proposerait de demander au Congrès un nouvel effort, se décomposant ainsi :

2) Pour le Cambodge : attribution de 75 millions de dollars de crédits d'urgence sur lesquels le président a un pouvoir discrétionnaire et demande d'un crédit supplémentaire de 100 millions de dollars pour le reste de l'année fiscale prenant fin le 30 juin.

A s'en tenir aux réactions du dernier Congrès, qui avait réduit de moitié les demandes d'aide militaire pour le Vietnam, les chances du gouvernement d'obtenir la coopération du nouveau Congrès paraissent limitées. Mais la chute de Phouc-Binh doit, dans l'esprit des milieux officiels, produire un choc psychologique sur les parlementaires et les amener à accomplir l'effort supplémentaire nécessaire.

Dans l'immédiat, la Maison Blanche et le Pentagone entendent placer le Congrès devant ses responsabilités, en développant l'argument suivant : pour le moment, Hanoi mène une action militaire limitée ayant essentiellement pour objectif politique de forcer Saigon à accepter un souverainement de coalition, qui précéderait à un pouvoir communiste sans partage ; mais l'absence de réaction du Congrès ou son refus d'un effort supplémentaire pour le Vietnam ne pourrait que déterminer les Nord-Vietnamiens à développer leur offensive et à obtenir les succès militaires et psychologiques de nature à rallier les indécis, bref à provoquer un effondrement général du Sud.

HENRI PIERRE.

Les révolutionnaires khmers ont investi la base stratégique de Nék-Luong

De notre correspondant

Les révolutionnaires khmers poursuivent la « bataille du Mékong » et ont investi dimanche la base stratégique de Phnom-Penh par le grand fleuve. La base stratégique de Nék-Luong, à quelque 60 km en aval de la capitale, est investie. Sa chute aurait des conséquences importantes pour le régime Lon Nol, qui dépendrait alors pour son approvisionnement d'un pont aérien américain entre Phnom-Penh et Bangkok, ou Phnom-Penh et Saigon. Déjà, la Bird Air, compagnie privée américaine, sous contrat avec l'U.S. Army, multiplie ses vols entre la capitale khmère et la capitale thaïlandaise.

La situation à Nék-Luong est qualifiée à Phnom-Penh de « plus critique que jamais ». Environ deux mille soldats khmers tiennent la position ; des renforts ont été envoyés dimanche au prix de lourdes pertes. La garnison est approvisionnée par hélicoptères.

Chine

M. STRAUSS DÉNONÇE « LES COMMENTAIRES INAMICAUX » DES SOVIÉTIQUES SUR SON VOYAGE

Pékin (A.F.P.). — M. Franz Josef Strauss, président de l'Union chrétienne-sociale, la branche bavaroise de l'Union chrétienne-démocrate, est arrivé dimanche après-midi 12 janvier à Pékin pour une visite de dix semaines en Chine à l'invitation de l'Institut du peuple chinois pour les affaires étrangères.

Prenant la parole au cours d'un banquet qui lui était offert dans la soirée, M. Strauss a notamment déclaré : « Le politique d'amitié et de coopération économique entre la Chine et l'Allemagne est toute naturelle et ne concerne que nos deux pays. Je m'en tiens à cette opinion, malgré les commentaires inamicaux de la part de l'Union soviétique depuis l'annonce de mon voyage en Chine. »

[A Moscou, l'agence Tass écrivait dimanche que M. Strauss était parti d'Allemagne le soutien des Chinois à des projets destinés à créer la « ligne internationale ». Strauss, expliquant l'absence soviétique, est l'ennemi n° 1 de la coopération en Europe (...). Les marxistes mentent non seulement par leur langage mais aussi par leur attitude dans les relations de la Oétiens internationale.]

LE VOYAGE DE M. ABELIN

La coopération se développe entre la France et le Zaïre

De notre envoyé spécial

Kinshasa. — M. Pierre Abelin, ministre de la coopération, a quitté dimanche 12 janvier Kinshasa, à l'issue d'une visite officielle de trois jours au Zaïre, au cours de laquelle il a rencontré le général Mobutu Sese Seko, chef de l'Etat zaïrois. Après deux escales à Francfort (Gabon) et à Abidjan, qui lui permirent de s'entretenir brièvement avec le président Bongo et d'être reçu à déjeuner par M. Houphouët-Boigny, M. Abelin a assisté, dimanche soir, à un dîner offert à Nouakchott par le président Mokhtar Ould Daddah. Il devait quitter la Mauritanie mardi matin pour le Sénégal, où il sera l'hôte du président Fatick jusqu'à jeudi. Les entretiens du ministre ont porté notamment sur la préparation de la conférence des chefs d'Etat africains francophones qui se tiendra au Havre en septembre, et que doit présider M. Giscard d'Estaing. De son côté, M. Stéphane Hessel, ministre plénipotentiaire, devait rencontrer, au lundi, le général Lamizana, chef de l'Etat voltaïque, avant de se rendre au Tchad et en République Centrafricaine. A Dakar, enfin, M. Abelin doit s'entretenir avec le président de la République populaire du Congo, le commandant Nguonbi, actuellement en visite officielle au Sénégal.

De notre envoyé spécial

Kinshasa. — M. Pierre Abelin a rapporté de son voyage au Zaïre le sentiment que la coopération franco-zaïroise est appelée à se développer de façon appréciable. Le ministre a communiqué communiqué publié dimanche matin à Kinshasa reflète assez mal le caractère chaleureux de l'accueil réservé par les autorités zaïroises au ministre français M. Bula Bandoungi Nyanti, nouveau commissaire d'Etat aux affaires étrangères et à la coopération internationale, a déclaré vendredi soir : « Nous avons été heureux de constater qu'environ nous il n'y a pas de désaccord et que, au contraire, notre conception de la coopération est la même. »

Le ministre a salué l'effort de coopération non pas fondée sur des projets éparpillés mais sur une programmation à long terme et d'urgence. Il a souligné que le Zaïre avait décidé de son côté de programmer de façon nouvelle le développement économique en tenant plus compte des besoins de la nation que des profits individuels, dans le cadre de la radicalisation de la coopération zaïroise décidée le 30 décembre dernier.

Comme il fut rappelé de part et d'autre le Zaïre est, avec ses 22 millions d'habitants, le second pays francophone du monde et il est doté de richesses naturelles considérables, encore largement inexploitées. De son côté, la France, comme l'a mentionné

à plusieurs reprises M. Abelin, est « le troisième exportateur du monde », elle est disposée à faire bénéficier le Zaïre de ses connaissances technologiques et de son expérience dans le domaine de la France a déjà conclu depuis deux ans pour quelques centaines de millions de dollars de contrats civils et militaires avec le Zaïre. Les principaux projets, pour lesquels une décision ferme n'a pas encore été prise, concernent notamment l'installation d'un Institut Pasteur et surtout une participation accrue à la construction du vaste complexe hydro-électrique Zaïre (le Congo). Si l'accord est conclu, ce projet fera du Zaïre l'un des premiers producteurs de houille blanche du monde.

Dans sa réponse au communiqué d'Etat, M. Abelin, qui a fait l'éloge de la « jeunesse » caractéristique et de l'expérience du président Mobutu, en qui il voit « un homme de très grande dimension », a déclaré que « pour le Zaïre comme pour l'Europe, l'année 1975 sera une grande année : celle de la coopération, de l'action et de l'amitié ». Il a rappelé que le président Mobutu avait rendu en France à l'invitation de la Sorbonne et de l'UNESCO, au début du mois de mai, tandis que le président Giscard d'Estaing visitera, le Zaïre au début du mois d'août.

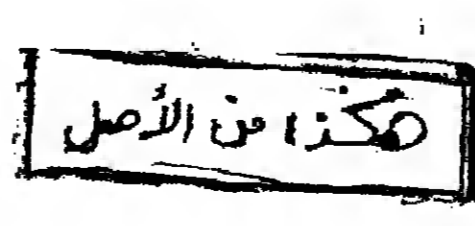
OLIVIER POSTEL-VINAY.

Com

Vous y trouvez des informations consommateur, saurez comment économiser, évitez les risques que vous courez, millions de ch...

Voici 3 rais...

En outre, l...



POLITIQUE

Le P.S.U. appelle la gauche à l'unité autour d'un plan d'action concret

La direction politique nationale du P.S.U. s'est réunie samedi 11 et dimanche 12 janvier, pour la première fois depuis le congrès d'Amiens, au cours duquel elle avait été élue le 10 décembre 1974. Au cours de ces deux journées de réflexion, quatorze rapports ont été présentés et discutés.

La « déclaration pour l'unité »

« Le gouvernement Giscard applique aujourd'hui un plan d'austérité qui a déjà fait perdre un million de chômeurs sans arrêter la hausse des prix et la détérioration du pouvoir d'achat des travailleurs. Face à cette politique, les grands partis de gauche doivent le spectacle de l'indécision et de la division.

« Mais se borner, comme le P.C.F., à réclamer l'application intégrale du programme commun ne constitue pas un moyen de faire face à la situation.

« La vraie réponse, la seule réponse, est celle que les travailleurs, déçus par la politique actuelle, exigent. C'est un accord politique et d'action pour passer à l'offensive contre la politique de Giscard.

« Pour y contribuer, le P.S.U. propose un accord politique et d'action contre le plan d'austérité. Un tel accord pourrait se réaliser autour des objectifs suivants : défense de l'emploi, des conditions de travail et du pouvoir d'achat ; contrôle des prix à la production et à la consommation ; campagne d'action sur les transports en commun et sur les loyers et charges locatives ; contrôle populaire sur la santé et la sécurité sociale ; défense de l'outil de travail et de la rémunération des salariés agricoles et des travailleurs paysans. — B. B.

« A Grenoble, les conseillers municipaux membres du P.S.U. et du G.A.M. ont rejoint le parti socialiste. Trente-quatre conseillers municipaux sur trente-sept sont donc désormais membres du P.S.U. Les trois autres sont radicaux de gauche. — (Corresp.)

« Le club « Femme 2000 », centre de formation et d'information, organise le mardi soir à partir du 19 janvier, un cycle de cinq séances d'initiation aux données fondamentales d'économie. Inscriptions l'après-midi, à 17h-18h.

« Le club « Femme 2000 », centre de formation et d'information, organise le mardi soir à partir du 19 janvier, un cycle de cinq séances d'initiation aux données fondamentales d'économie. Inscriptions l'après-midi, à 17h-18h.

La réunion de la D.P.N. a permis au P.S.U. de faire le point sur ses effectifs : moins d'un million de ses membres, affirme la nouvelle direction, ont rejoint le P.S. à la suite de M.M. Rocard et Chaptal, et un courant d'adhésions nouveau serait compensé leur départ. Compte tenu de l'adhésion collective de l'Alliance démocratique révolutionnaire et de la politique d'ouverture que les socialistes unifiés ont adoptée, le P.S.U. attend même à franchir en 1975 le cap des dix mille militants. Une prochaine réunion de la D.P.N. en février, doit d'ailleurs être exclusivement consacrée aux questions internes et permettre d'établir un recensement précis.

L'essentiel des travaux de samedi et dimanche a porté sur la rédaction d'une « déclaration pour l'unité » qui invite les formations de l'union de la gauche à « un accord politique et d'action contre l'austérité » et à un « rassemblement unitaire ». Le P.S.U. engage ainsi l'ensemble des partis de gauche et des syndicats à élaborer avec les messes populaires un plan d'action portant sur un certain nombre de points très précis.

Conforme aux décisions prises à Amiens — où le recours à des « pratiques unitaires » avec l'union de la gauche avait été souligné — cette proposition relève sans doute aussi de l'intention du P.S.U. de mettre à profit les divisions entre socialistes et communistes pour affirmer à la fois son originalité et son utilité pour l'ensemble de la gauche. Ce petit parti, si longtemps accusé de fractionnisme et d'ultraisme, n'est sans doute pas mécontent aujourd'hui de sembler donner à ses grands voisins, à son échelle et avec ses moyens, une double leçon de réalisme et d'unité.

Pour favoriser la naissance d'une nouvelle « dynamique unitaire » en faveur de la campagne qu'il propose, les socialistes unifiés ne font pas explicitement référence à l'autogestion dans leur déclaration. M. Michel Mousel, membre du secrétariat national, a cependant précisé qu'il ne s'agit pas de « relâcher l'erreur de l'unité fragile autour d'un moment politique », comme pour l'élection présidentielle, en mettant certains

« Pour favoriser la naissance d'une nouvelle « dynamique unitaire » en faveur de la campagne qu'il propose, les socialistes unifiés ne font pas explicitement référence à l'autogestion dans leur déclaration. M. Michel Mousel, membre du secrétariat national, a cependant précisé qu'il ne s'agit pas de « relâcher l'erreur de l'unité fragile autour d'un moment politique », comme pour l'élection présidentielle, en mettant certains

« Pour favoriser la naissance d'une nouvelle « dynamique unitaire » en faveur de la campagne qu'il propose, les socialistes unifiés ne font pas explicitement référence à l'autogestion dans leur déclaration. M. Michel Mousel, membre du secrétariat national, a cependant précisé qu'il ne s'agit pas de « relâcher l'erreur de l'unité fragile autour d'un moment politique », comme pour l'élection présidentielle, en mettant certains

« Pour favoriser la naissance d'une nouvelle « dynamique unitaire » en faveur de la campagne qu'il propose, les socialistes unifiés ne font pas explicitement référence à l'autogestion dans leur déclaration. M. Michel Mousel, membre du secrétariat national, a cependant précisé qu'il ne s'agit pas de « relâcher l'erreur de l'unité fragile autour d'un moment politique », comme pour l'élection présidentielle, en mettant certains

« Pour favoriser la naissance d'une nouvelle « dynamique unitaire » en faveur de la campagne qu'il propose, les socialistes unifiés ne font pas explicitement référence à l'autogestion dans leur déclaration. M. Michel Mousel, membre du secrétariat national, a cependant précisé qu'il ne s'agit pas de « relâcher l'erreur de l'unité fragile autour d'un moment politique », comme pour l'élection présidentielle, en mettant certains

« Pour favoriser la naissance d'une nouvelle « dynamique unitaire » en faveur de la campagne qu'il propose, les socialistes unifiés ne font pas explicitement référence à l'autogestion dans leur déclaration. M. Michel Mousel, membre du secrétariat national, a cependant précisé qu'il ne s'agit pas de « relâcher l'erreur de l'unité fragile autour d'un moment politique », comme pour l'élection présidentielle, en mettant certains

« Pour favoriser la naissance d'une nouvelle « dynamique unitaire » en faveur de la campagne qu'il propose, les socialistes unifiés ne font pas explicitement référence à l'autogestion dans leur déclaration. M. Michel Mousel, membre du secrétariat national, a cependant précisé qu'il ne s'agit pas de « relâcher l'erreur de l'unité fragile autour d'un moment politique », comme pour l'élection présidentielle, en mettant certains

« Pour favoriser la naissance d'une nouvelle « dynamique unitaire » en faveur de la campagne qu'il propose, les socialistes unifiés ne font pas explicitement référence à l'autogestion dans leur déclaration. M. Michel Mousel, membre du secrétariat national, a cependant précisé qu'il ne s'agit pas de « relâcher l'erreur de l'unité fragile autour d'un moment politique », comme pour l'élection présidentielle, en mettant certains

« Pour favoriser la naissance d'une nouvelle « dynamique unitaire » en faveur de la campagne qu'il propose, les socialistes unifiés ne font pas explicitement référence à l'autogestion dans leur déclaration. M. Michel Mousel, membre du secrétariat national, a cependant précisé qu'il ne s'agit pas de « relâcher l'erreur de l'unité fragile autour d'un moment politique », comme pour l'élection présidentielle, en mettant certains

« Pour favoriser la naissance d'une nouvelle « dynamique unitaire » en faveur de la campagne qu'il propose, les socialistes unifiés ne font pas explicitement référence à l'autogestion dans leur déclaration. M. Michel Mousel, membre du secrétariat national, a cependant précisé qu'il ne s'agit pas de « relâcher l'erreur de l'unité fragile autour d'un moment politique », comme pour l'élection présidentielle, en mettant certains

« Pour favoriser la naissance d'une nouvelle « dynamique unitaire » en faveur de la campagne qu'il propose, les socialistes unifiés ne font pas explicitement référence à l'autogestion dans leur déclaration. M. Michel Mousel, membre du secrétariat national, a cependant précisé qu'il ne s'agit pas de « relâcher l'erreur de l'unité fragile autour d'un moment politique », comme pour l'élection présidentielle, en mettant certains

« Pour favoriser la naissance d'une nouvelle « dynamique unitaire » en faveur de la campagne qu'il propose, les socialistes unifiés ne font pas explicitement référence à l'autogestion dans leur déclaration. M. Michel Mousel, membre du secrétariat national, a cependant précisé qu'il ne s'agit pas de « relâcher l'erreur de l'unité fragile autour d'un moment politique », comme pour l'élection présidentielle, en mettant certains

« Pour favoriser la naissance d'une nouvelle « dynamique unitaire » en faveur de la campagne qu'il propose, les socialistes unifiés ne font pas explicitement référence à l'autogestion dans leur déclaration. M. Michel Mousel, membre du secrétariat national, a cependant précisé qu'il ne s'agit pas de « relâcher l'erreur de l'unité fragile autour d'un moment politique », comme pour l'élection présidentielle, en mettant certains

« Pour favoriser la naissance d'une nouvelle « dynamique unitaire » en faveur de la campagne qu'il propose, les socialistes unifiés ne font pas explicitement référence à l'autogestion dans leur déclaration. M. Michel Mousel, membre du secrétariat national, a cependant précisé qu'il ne s'agit pas de « relâcher l'erreur de l'unité fragile autour d'un moment politique », comme pour l'élection présidentielle, en mettant certains

« Pour favoriser la naissance d'une nouvelle « dynamique unitaire » en faveur de la campagne qu'il propose, les socialistes unifiés ne font pas explicitement référence à l'autogestion dans leur déclaration. M. Michel Mousel, membre du secrétariat national, a cependant précisé qu'il ne s'agit pas de « relâcher l'erreur de l'unité fragile autour d'un moment politique », comme pour l'élection présidentielle, en mettant certains

LA CONTROVERSE ENTRE LE P.C. ET LE P.S.

« L'Humanité » critique le député de la Nièvre

« L'Humanité » du 13 janvier relève, comme presque chaque jour désormais, les déclarations faites la veille par des dirigeants socialistes. M. Claude Estier est une nouvelle fois pris à partie, et le quotidien communiste lui reproche en particulier de

« s'être efforcé d'expliquer et d'exposer la participation des élus socialistes à des municipalités centristes, comme à Nantes par exemple. »

« L'Humanité » s'en prend également à M. François Mitterrand lui-même. Elle estime qu'en expliquant, dimanche 12 janvier à Nevers, que le P.S. pourrait refuser les positions excessives de certains de ses partenaires, le premier secrétaire du parti socialiste est « fort loin de contribuer à lever toute équivoque ».

M. Marchais : les sociaux-démocrates n'ont instauré le socialisme dans aucun pays

M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste, a prononcé vendredi 10 janvier devant l'école centrale du P.C.F. une conférence dont l'hebdomadaire du parti, France nouvelle, a commenté la publication. M. Marchais a expliqué que le socialisme n'est pas « une utopie générale sans portée pratique », et que pour l'instaurer il convenait « d'adopter la propriété capitaliste et d'établir la propriété collective des grands moyens de production et d'échange ». Il faut aussi, a-t-il noté, « instaurer le pouvoir politique de la classe ouvrière et des autres couches laborieuses ».

« Les pays socialistes ont fait la preuve que supprimer l'exploitation capitaliste ne devient possible d'accomplir des progrès énormes et continus sur le chemin du mieux-être, de la justice, de la liberté. Ils démontrent aujourd'hui l'impitoyable du socialisme à résoudre sans crise les problèmes du monde moderne. »

M. Jean Daniel : le P.C. renonce à l'hypothèse de « l'incident de parcours »

Consacrant son éditorial du Nouvel Observateur du lundi 13 janvier à la controverse entre le P.C.F. et le P.S., M. Jean Daniel, directeur de la rédaction de l'hebdomadaire, écrit notamment : « Que devient dans tout cela l'union de la gauche ? Et l'électorat communiste ? Et les luttes politiques ? Et la conquête du pouvoir ? La réponse est que, présentement, les communistes n'ont pas fait la même analyse de la crise mondiale que la plupart des experts socialistes. D'abord, ils ont renoncé très vite à l'hypothèse de « l'incident de parcours ». Or, sans un tel incident, on ne peut que préparer les élections de 1976, qui,

Les socialistes de Nantes se préparent à une rupture avec la municipalité de M. André Morice

De notre correspondant

Nantes. — Venu dans l'agglomération nantaise dans le cadre d'une série de réunions préparatoires au congrès national du parti socialiste, M. Claude Estier, membre du secrétariat national de cette formation, s'attendait à être interrogé sur la participation des élus socialistes à la municipalité de Nantes, participation qui constitue le « dernier cas à régler » après les décisions qui ont mis fin aux situations analogues de Nica, Chateaubriant et Nancy (le Monde du 9 janvier).

Sans prendre position sur la manière dont le problème devait être résolu, M. Claude Estier a cependant souligné, au cours du week-end, l'urgence du document. « Nous faisons confiance aux militants pour régler au plus tôt ce problème », a-t-il souligné sans avoir rappelé que la participation de socialistes au conseil municipal avait déjà été mise en cause par la section de Nantes le 10 novembre.

M. André Morice, sénateur, maire de Nantes et président du Centre républicain, a pris prétexte du qualificatif d'« homme de droite » dont a usé à son égard M. Estier pour défendre la cohésion de son équipe municipale composée de modérés et de socialistes.

C'est la première fois que M. André Morice répond ainsi aux attaques qui sont portées contre sa coalition municipale depuis le début de la polémique entre le P.C. et le P.S. Il a choisi de se faire dans une circonstance assez symbolique : une cérémonie de vœux qu'il présidait entouré de ses proches, c'étaient adjoints représentant toutes les tendances de son équipe.

« Il y a un conseil municipal élu dans une situation qui est en fait une expirer dans deux ans, a-t-il expliqué. Nous voulons qu'on nous laisse tranquilles pour mener à bien le travail entreprise. »

Ce n'est pas sans raison que le maire a aussi nettement pris position. En effet, jusqu'à présent, les élus socialistes avaient pu tenter d'ignorer la première mise en cause de leur présence aux côtés de M. André Morice, le 8 novembre, par leur section. Ils tenaient encore les leviers de commande de la fédération départementale. Depuis, la situation a évolué. L'arrivée massive dans les sections de Nantes et des agglomérations suburbaines de militants P.S.U. au nombre desquels M. Aubain, maire de Bouguenais, a eu pour effet de modifier le rapport des forces.

On pourra mesurer, lors de la répartition le 26 janvier des mandats fédéraux, l'importance réelle de chacune des tendances, mais les éléments de la vieille S.F.I.O. parmi lesquels les chefs de file des élus socialistes à la municipalité, reconnaissent qu'ils ne pourront

REMOMIS AU SEIN DE LA GAUCHE AU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA CORRÈZE

De notre correspondant

La séance du samedi après-midi 11 janvier du conseil général de la Corrèze, que présidait M. Jacques Chirac, premier ministre, a été marquée par quelques remous au sein du groupe de l'union de la gauche dont onze membres (huit communistes et trois socialistes) étaient présents.

Le conseil général avait à procéder à l'élection, pour 1975, de la commission départementale composée de sept membres.

Le groupe de gauche qui, dans la précédente commission, détenait la majorité absolue, a été divisé en deux camps. M. François Rougerie (communiste), avait présenté une deuxième candidature, celle de M. Daurat (socialiste). Si M. Rougerie retrouva son siège sans problème, le candidat socialiste ne recueillit que neuf voix. Deux voix de la gauche, vraisemblablement communistes, s'étaient donc « égarées » et ignorèrent la discipline de vote, ne s'étant pas portés sur le candidat socialiste.

Après une suspension de séance, M. Rougerie a annoncé que, par solidarité avec M. Daurat, il avait décidé de démissionner de la commission départementale. On décida donc de voter. Bien qu'aucun candidat ne se fût manifesté, M. Rougerie, démissionnaire, fut réélu par... les dix-sept voix de la majorité, la gauche s'étant abstenue. M. Rougerie démissionna aussitôt une seconde fois. On vota donc une troisième fois. Un conseiller de la majorité fut alors élu.

« ERRATUM — Une inversion de lignes a rendu incompréhensible une phrase de la déclaration de M. Defferre à France-Tinter (le Monde du 12-13 janvier) qui devait lire : « Nous avons décidé de ne pas répondre aux attaques du P.C.F., que nous considérons comme injustifiées. »

DANS LES ALPES-MARITIMES M. Médecin déplore l'action passée des « préfets politiques »

De notre correspondant

Nice. — Broquant, vendredi 10 janvier au micro de FR 3 les difficultés éprouvées par le conseil général des Alpes-Maritimes, qui préside, pour établir le budget 1975 du département, M. Jacques Médecin, député réformateur, vice-président du Centre républicain et maire de Nice, a rendu hommage au préfet actuel, M. Pierre Lambertini, mais vivement

critiqué les prédécesseurs de celui-ci : « Si le budget est aujourd'hui exigent, a-t-il déclaré, c'est parce que depuis vingt ans nous avons eu des préfets politiques. Des préfets qui ne pensent qu'à faire de la propagande, qu'à préparer les élections et qui ne s'occupent pas de l'administration. Depuis vingt ans nous avons eu des préfets qui ont négligé leurs devoirs. »

« On a trompé le conseil général, a estimé M. Médecin, en lui faisant espérer que les annuités d'emprunts qu'ils roulaient seraient couvertes par des emprunts consentis par des investisseurs. On a égaré le vote de la fiscalité nouvelle et on a utilisé celle-ci comme une trésorerie départementale, mais les emprunts n'ont jamais été réalisés. »

De fait, sans une « autorisation de principe » d'emprunt de 80 millions de francs accordée en dernier lieu par le ministère de l'économie et des finances, le conseil général des Alpes-Maritimes aurait probablement dû renoncer à poursuivre les grandes opérations d'équipement en cours dans le département. Une augmentation de la fiscalité départementale de 19,75 % a été néanmoins nécessaire.

N.D.L.R. — Les Alpes-Maritimes n'ont eu en vingt ans que trois préfets : M. Pierre-Jean Moatti, de 1954 à 1967, M. René-Georges Thomas de 1967 à 1973, et M. Pierre Lambertini.

M. Mitterrand : les socialistes pourraient refuser les positions excessives de certains de leurs partenaires.

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, a pris la parole, dimanche 12 janvier, à Nevers, devant des délégués socialistes de la Nièvre. Il a notamment déclaré : « Dans certaines circonstances, le P.S. pourrait, à l'occasion d'une consultation électorale, se réserver de refuser les positions excessives de certains de ses partenaires. L'union de la gauche est à la base de toute volonté d'union du parti socialiste, et on ne peut trouver quelque part une quelconque référence disant que le P.S. pourrait faire alliance avec des groupes ou des individus n'approchant pas le programme commun. »

S'élevant ensuite contre « certaines allégations ridicules », M. François Mitterrand a poursuivi : « Malgré les sorties, l'agression psychologique du gouvernement contre le parti socialiste est permanente. N'est-il pas d'ailleurs en train de mêler aux élections locales des élections nationales ? Si la démocratie est indispensable à la vie du P.S., faut-il qu'on se laisse aller à des reprises utopiques, et surtout avec les menaces de division de plus en plus dangereuses. Faut-il que de critiquer la direction du parti, aide-la. »

M. Poperein : le ciment du parti socialiste est-il solide ?

M. Jean Poperein, député socialiste du Rhône, animateur de l'association Rhodan, recherche et informations socialistes (R.H.I.S.), note dans Synthèse flash, bulletin de ce courant du P.S. :

« Il faut être conscient que l'union de la gauche, et donc le P.S., ont traversé une phase difficile, étroite. Le temps ne s'écoule pas sans que le P.S. est-il prêt pour l'épreuve ? La volonté unitaire d'un grand nombre de militants est certaine, mais elle s'inspire plus d'un élan sentimental que d'une démarche rationnelle et d'un effort d'analyse scientifique des données de l'union de la gauche. Le succès crée un ciment qui ne tient pas toujours à l'heure des difficultés. En fait, tout le monde sent bien que la « volonté unitaire » de l'heure actuelle, de la cohésion du parti et de la poursuite de la politique unitaire, c'est la personnalité de Mitterrand. C'est beaucoup dans l'actualité. Cela suffira-t-il au plus fort de la tempête ? Sous la carapace d'unité du parti, il y a des courants qui se préparent pour l'heure des échéances. »

ANGLETTERRE 4 CAS : 4 FORMULES. adultes, spécial étudiants, cours à Paris élèves. British European Centre, 5, rue Richemont Paris 8e tel 260.18.34

Copies: Gestetner arrête les frais. Avec le nouveau graveur Gestetner 473, tout document, même illustré, est mis sur stencils automatiquement et sans délai. Si vous regardez, de mois en mois, vos factures de copies, vous vous demandez jusqu'où ira cette «inflation».

ANGLETTERRE 4 CAS : 4 FORMULES. adultes, spécial étudiants, cours à Paris élèves. British European Centre, 5, rue Richemont Paris 8e tel 260.18.34

Depuis 30 ans, le journal spécialisé "Les Annonces" est toujours le N° 1 pour l'achat et la vente de fonds de commerce

Demandez-lui vite POURQUOI? (à votre marchand de journaux) le n° 103 de la revue de l'éducation permanente, au sommaire: Un ordre de pierre, Les 10 % au banc d'essai, Les femmes et la formation, Le charbon en disgrâce, Télévision: à quoi sert-il, Politiers: à quoi sert-il, un festival du cinéma?

ÉDUCATION

LA «VAISE DES PROFESSEURS» AU C.E.S. DE SARTROUVILLE

Le conseil des parents d'élèves (Fédération Cema) du collège d'enseignement secondaire de Sartrouville (Villers), vient d'adresser une lettre à l'inspecteur d'académie de Versailles pour protester contre la vaise des professeurs dans les classes de type 3 (transition), qui a lieu pour le moins de la comédie.

LES NÉGOCIATIONS N'AYANT PAS ABOUTI

Les élèves-éducateurs spécialisés continuent leur action

Les élèves-éducateurs qui renouent dans leurs bureaux MM. Robert Prigent, ancien ministre, et Henry Théry, respectivement directeur et directeur adjoint de l'Union nationale interdépartementale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (U.N.I.O.P.S.), depuis le vendredi 10 janvier, ont été évacués sans incident par les forces de police, samedi 11 janvier, peu après 13 heures.

Une profession qui s'interroge

Nous ne sommes pas les réfugiés des temps modernes, proclament les élèves-éducateurs au cours de leur manifestation nationale, le vendredi 10 janvier. Cette profession a-t-elle donc, ce jour-là, attiré l'attention des passants et du ministre de la santé sur les difficultés financières que rencontrent les éducateurs en terminant depuis le début de l'année scolaire. Environ 1/3 d'entre eux ont dû, déjà, abandonner leurs études et retrouver la vie active. Beaucoup d'autres auront s'ils n'obtiennent pas rapidement satisfaction: certains exercent pour subvenir à leurs besoins élémentaires (nourriture, logement) les petits métiers les plus divers: Michel, à Nancy, anime des spectacles de clowns dans les centres sociaux, les présents ou les instituteurs mages-pédagogues; Donald vend, à Orléans, les bougies qu'il fabrique; Ghyslaine donne, à Orléans également, des cours de français; d'autres, plus simplement, font des ménages ou de la manutention. Leurs gains mensuels dépassent rarement 500 F; pour vivre décemment, ils s'endettent chaque jour un peu plus.

DANS UNE LETTRE AU SNES

Le ministre confirme la volonté gouvernementale de résorber l'auxiliaire du second degré

M. René Haby, ministre de l'éducation, vient de faire parvenir au Syndicat national des enseignants de second degré (SNES), affilié à la Fédération de l'éducation nationale) une lettre qui constitue les premiers engagements écrits du gouvernement concernant la résorption de l'auxiliaire dans les collèges et les lycées. Cette lettre fait suite aux discussions que le ministre a eues avec les représentants de ce syndicat, largement majoritaire dans l'enseignement secondaire. Après avoir indiqué que le «problème» du problème est l'attente des résultats d'une enquête détaillée le conduisant à envisager un certain délai pour la mise au point définitive, sur la base de la concertation, de plein droit de résorption de l'auxiliaire dans le second degré, M. René Haby rappelle qu'il s'agit maintenant de préciser les ordres de priorité, les modalités de mise en œuvre et les modalités de titularisation des maîtres auxiliaires.

MÉDECINE

UN APPEL DU LABORATOIRE DE SÉROPROPHYLAXIE

Le sang, la varicelle et les oreillons sont extrêmement graves chez les enfants atteints d'immunodéficience congénite (leucémie) traités par corticoïdes et immunodépresseurs, car ils sont privés de leurs moyens naturels de défense. Seul le sérum provenant de donateurs ayant été récemment atteints de l'une de ces maladies infectieuses permet d'en diminuer les risques, et peut être injecté, dès la contamination, à ces enfants particulièrement fragiles. Les quantités de sérum collectées sont très insuffisantes, le laboratoire de séroprophylaxie du Centre national de transfusion sanguine (11) lance un appel pressant aux personnes voulant être donateurs de l'une de ces affections, pour qu'elles acceptent de donner leur sang dans les trois à huit semaines qui suivent le début de la maladie.

UNESCO

Après une visite en Algérie, M. Buc, directeur général de l'UNESCO, s'est rendu à Tunis, où il a été reçu par le président Bourguiba, et a eu des entretiens avec le ministre des affaires culturelles, M. Mahmoud Messaoui. Ces entretiens ont porté notamment sur le renforcement de la coopération entre la Tunisie et l'UNESCO et l'accroissement de l'action de cette organisation en faveur du programme de sauvegarde et de mise en valeur de monuments de Carthage et de Medina de Tunis.

DIRECTEUR D'USINE

130.000 F +

Une société française du secteur chimique, faisant partie d'un important groupe industriel, recherche pour sa principale unité de production, située à une centaine de kilomètres à l'ouest de Paris, un Directeur d'usine. Dépendant du Directeur Général, il participera à la définition des objectifs de production et aura pleine délégation pour les réaliser. Pour cela, il réorganisera, supervisera et animera les services fabrications, méthodes, planning, contrôle, entretien, magasins, recherche, et sera responsable de la gestion du personnel et de la comptabilité de cette usine. Il participera en outre, dans le cadre d'un très important plan d'investissement à l'établissement de produits nouveaux. Ce poste convient à un candidat âgé d'au moins 32 ans, ingénieur diplômé d'une grande école, ayant acquis une solide expérience dans un poste de commandement en usine; si possible dans l'industrie chimique. Son dynamisme et son aptitude à travailler dans le cadre de budgets seront des atouts déterminants. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 130.000 francs, sera liée à l'expérience acquise et pourra être supérieure pour un candidat de très grande valeur. Intéressantes perspectives d'évolution. Écrire à Paris. Réf. A/2146RM

ADJOINT DIRECTION PERSONNEL

90.000 F

La filiale française d'un important groupe international, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'équipements industriels recherche, pour la banlieue ouest de Paris, un cadre de la fonction personnel. Sous l'autorité du Chef du Personnel, et en étroite liaison avec le Directeur Général, il sera responsable dans l'immédiat des problèmes de formation et d'information de la société. Il se familiarisera peu à peu avec l'ensemble de la fonction en participant à des études ponctuelles afin de se préparer à prendre en charge d'ici deux à trois ans la direction du personnel. Ce poste convient à un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure (Sciences Humaines, Sciences Po., Droit...) ayant acquis une solide expérience d'un ou plusieurs aspects de la fonction personnel (formation, gestion prévisionnelle, relations syndicales...) de préférence au sein d'une société industrielle. De bonnes connaissances de la langue anglaise seront appréciées. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 90.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. Écrire à Paris. Réf. A/2186AM

DIRECTEUR RÉGIONAL

75.000 F

Alimentation du bétail. — Une société française appartenant à un groupe international important, l'une des premières dans sa profession, recherche un Directeur Régional. Rend compte au Directeur Commercial et dans le cadre d'une politique des ventes et de budgets préalablement discutés avec celui-ci, il se verra confier la responsabilité d'une équipe de vente dans un secteur géographique déterminé, avec chefs de vente, le recrutement, la formation et l'animation de manière à réaliser les objectifs préalablement fixés. Il passera la plus grande partie de son temps sur le terrain. Ce poste convient à un candidat âgé de 30 ans minimum, soit de formation commerciale (ESC ou équivalent) ayant acquis une expérience dans le domaine agricole, soit de formation Agri, Agro ou équivalent ayant acquis une expérience commerciale. Dans tous les cas, il devra avoir eu pendant plusieurs années la responsabilité de la conduite d'une équipe. Il faut posséder des qualités d'adaptation et une personnalité affirmée. La connaissance de l'anglais constitue un atout supplémentaire. La rémunération de départ de l'ordre de 75.000 francs sera fonction des compétences acquises. Écrire à Croix. Réf. A/4204AM

JEUNE CADRE COMMERCIAL

50.000 F

Une PME bien placée dans un créneau précis du marché des biens d'équipement recherche un cadre commercial pour la métropole nord. Rend compte au Président Directeur Général, il portera ses efforts, dans un premier temps, vers l'exportation et une nouvelle ligne de produits à développer. Il prendra part, ensuite, aux activités commerciales traditionnelles de la société. Cette fonction implique la gestion et l'animation d'un réseau d'une dizaine de représentants multicatégoriels. Ce poste convient à un candidat, âgé de 25 ans minimum, débutant ou ayant acquis une première expérience de la vente et possédant un fort potentiel. La rémunération annuelle de départ, fonction des compétences acquises, sera de l'ordre de 50.000 francs. Intéressantes perspectives d'évolution de carrière en fonction des résultats obtenus. Écrire à Croix. Réf. A/4205AM

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à:

PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A. 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-35-79 19, Résidence Fleuret, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25 9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. 52-90-63

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Capenhague - Francfort - Londres - Madrid - Milan - New York - Stockholm - Zurich

مكتبة من الأصل

RELIGION

Au Liban

La succession du cardinal Méouchi suscite un vif intérêt

De notre correspondant

Beirut. — C'est mardi matin 14 janvier que se dérouleront les funérailles de Sa Béatitude Paul-Pierre Méouchi, patriarche de la communauté maronite, décédé samedi au siège de Bkerké, (le Monde du 12-13 janvier). Les personnalités politiques et les chefs religieux de toutes les familles spirituelles du Liban, les membres du corps diplomatique, le président de la République, le chef du gouvernement, les ministres, les députés et plusieurs milliers de fidèles se sont déjà réunis devant la dépouille du prélat, exposée dans la chapelle du siège patriarcal, revêtue des ornements sacerdotaux. Parmi les personnalités venues présenter leurs condoléances à Mgr Khoury et Mgr Sfeir, coadjuteurs patriarcaux, et à la famille du défunt, figuraient M. Saïb Salam, ancien président du conseil et M. Yasser Ararat, leader de

l'O.L.P., qui se trouvait à la tête d'une importante délégation. Neuf jours après les funérailles, le synode de la communauté, composé de quatorze personnalités (sur neuf au Liban et cinq à l'étranger), doit se réunir en conclusion pour élire le nouveau patriarche. Le doyen de la famille des Khazen, l'un des plus illustres de la communauté, sera nommé « paterfamilias » par les membres du synode, dans un délai de quinze jours. Passé ce temps et à défaut d'un accord au sein du synode, le pape s'exerce le droit d'intervenir pour désigner lui-même le nouveau patriarche. Parmi les candidats en lice, les noms les plus cités sont ceux de NN.SS. Michayel Doumet, Abdou Khalife et Antonio Khourieh et parfois celui de Mgr Hérés Khalife.

Chef spirituel d'une confession devenue minoritaire au Liban, alors qu'elle fut la raison d'être de ce pays, le patriarche maronite continue à remplir dans la vie publique libanaise un rôle d'arbitre ou de catalyseur. C'est en grande partie grâce à lui que les Libanais ont pu sauvegarder leur unité nationale. S'il faut s'en tenir à l'œuvre des trois derniers chefs de cette Eglise d'Orient, on rappelle que le patriarche Elias Houwayek avait été délégué par tous les groupes religieux du Liban, chrétiens et musulmans, auprès des alliés, lors du traité de Versailles, pour négocier le mandat français « conçu et réclamé afin de préparer le pays à l'indépendance », après cinq siècles de domination ottomane. Mgr Arida, qui lui succéda, avait soutenu le mouvement nationaliste de 1943, qui a émancipé le Liban de la tutelle étrangère. Enfin, le dernier des patriarches, Mgr Méouchi, n'avait pas hésité, en 1958, à prôner une politique pro-nassérienne contre un alignement par trop systématique de la présidence de la République sur les positions des pays du pacte de Bagdad, qui ont valu au Liban une guerre civile suivie de l'intervention des « marines » américaines. La clairvoyance du patriarche défunt, soutenu par une poignée de notables de sa communauté, devait empêcher la cassure du pays entre chrétiens et musulmans.

D'où l'intérêt que portent en ce moment les Libanais à la succession de Mgr Méouchi. EDOUARD SAAB.

LA MESSA A LA CHAPELLE ROYALE DE VERSAILLES NE SERA PAS SUPPRIMÉE

La messe a été normalement célébrée le dimanche 12 janvier en la chapelle royale du château de Versailles en présence de plus de mille fidèles. La décision de fermer définitivement la chapelle, prise il y a quelques semaines par la direction des musées de France avait été annulée in extremis, samedi 10 janvier, par une lettre de M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, à Mgr Simonneau, évêque de Versailles. M. Giscard d'Estaing, qui avait demandé à prendre connaissance du dossier, serait à l'origine de cette décision.

M. Michel Guy assouvit toutefois son autorisation de quelques remarques concernant les droits et les obligations du public envers une chapelle qui est, aussi un musée placé sous la responsabilité de l'Etat. « Il est indispensable que le pavement de marbre, très usé et irrégulier, soit reconstruit pendant les vacances », précise le secrétaire d'Etat, qui rappelle à l'évêque que les offices seront placés sous sa responsabilité, et qu'il lui faudra veiller à ce que ceux-ci se déroulent sans incident.

ANDRÉ MERCI

ANT PAS ABOUTI

Les continuent leur action

Il s'interroge

Les jeunes de la gauche... (Text is very faint and partially obscured by noise)

UNE LETTRE AU SENES

La volonté gouvernementale... (Text is very faint and partially obscured by noise)

ATTENDU POUR CETTE SEMAINE

Le choix de l'avion YF-16 par l'armée de l'air américaine pourrait mettre le gouvernement néerlandais dans l'embarras

De notre correspondant

Amsterdam. — Selon des milieux proches du ministère de la défense à La Haye, les gouvernements belge, néerlandais, norvégien et danois savent officiellement, mardi 14 janvier, du choix américain entre le YF-16 Cobra de Northrop, qui se bat en concurrence avec le Mirage F-1 M-55 pour remplacer les avions F-104. Une délégation de l'armée de l'air américaine est attendue, le 14 janvier, à Bruxelles et sera portée des enveloppes cachetées contenant l'annonce du choix qui, selon des rumeurs persistantes à Washington, est d'ores et déjà fait en faveur du YF-16 (le Monde du 8 octobre 1974).

A La Haye, dans les milieux de l'armée de l'air, on est assez surpris de ce choix et, peut-être même, un peu déçu dans la mesure où, selon certaines rumeurs, la société Northrop, constructeur du YF-17 Cobra, aurait tenu compte des besoins des armées de l'air européennes, mieux que General Dynamics. Selon un député socialiste néerlandais, M. de Vries, il semblerait que certains experts néerlandais auraient même « contribué de façon importante » au développement du Cobra et, si cela se confirme, le député craint que le choix néerlandais n'ait subi « une influence pernicieuse ».

En tout état de cause, aux Pays-Bas, le Cobra était largement favori. Dans les milieux de l'armée de l'air néerlandaise, « on attend de voir » avant d'exprimer quelque opinion que ce soit officiellement. Le même mutisme est observé au ministère de la défense où on attend avec curiosité, selon certains même avec nervosité, l'annonce américaine. Ce choix est déterminant pour la décision que vont prendre les quatre gouvernements européens. Il est, en effet, exclu que les quatre pays, s'ils veulent choisir ensemble un modèle américain, se prononcent en faveur d'un autre appareil que les Américains eux-mêmes. La Washington Post du dimanche 12 janvier a indiqué que M. Stemer-

MANIFESTATIONS A BRUXELLES CONTRE L'ACHAT D'AVIONS DE COMBAT

(De notre correspondant)

Bruxelles. — Plusieurs milliers de jeunes manifestants — quinze mille, selon les organisateurs, six mille, selon la police — ont parcouru les rues de Bruxelles, le dimanche 12 janvier, pour protester contre l'achat de nouveaux avions de combat (dépendance évaluée à 30 milliards de francs belges, soit 3 600 millions de francs français) en remplacement des Starfighter F-104 G de la force aérienne. Les manifestants criaient leur opposition à cette dépense et réclamaient une « affectation saine » de ces 30 milliards à pour la production de biens qui rentrent dans les besoins réels de la population.

La veille, le ministre de la défense nationale, M. Vanden Boeynants, avait déclaré que le choix du gouvernement entre les différents types d'avions proposés, et parmi lesquels le Mirage F-1 M-55, interviendrait dans quelques semaines, peut-être au début de février. — P. de V.

SCIENCES

LE VOL DE SOYOUZ-17

Les cosmonautes Goubariev et Gretchko ont pénétré dans la station orbitale Saliout-4

Les cosmonautes soviétiques Alexs Goubariev et Georgi Gretchko, qui avaient quitté le cosmodrome de Baïkonour vendredi 10 janvier, à 22 h. 43 (heure de Moscou), à bord de la cabine Soyouz-17, se sont écriés à la station orbitale le dimanche 12 janvier au début de la matinée, vers 5 heures. Les deux hommes ont presque immédiatement pénétré dans la station, ont vérifié les systèmes de bord, et s'y sont installés pour un séjour dont l'agence Tass n'a pas précisé la durée.

Les manœuvres d'approche et d'agarrage des deux engins se sont apparemment déroulées sans aucun problème, contrairement à ce qui s'était passé lors du vol de Soyouz-15 et de Saliout-3 à la fin du mois d'octobre dernier. Soyouz-17 a d'abord été placé sur une orbite elliptique entre 190 et 260 kilomètres d'altitude. Deux corrections de trajectoire l'ont ensuite amené, quelques heures plus tard, à graviter exactement dans le même plan que Saliout-4, qui est incliné à 51,8 degrés sur l'équateur. Soyouz-17 se trouvait alors sur une orbite entre 253 et 354 kilomètres d'altitude. Il ne restait plus à la cabine qu'à commencer sa poursuite de Saliout-4, qui gravitait sur une orbite circulaire à 350 kilomètres d'altitude. La première partie de la poursuite fut automatique. Lorsque les cosmonautes aperçurent la station à une centaine de mètres d'eux, ils prirent les commandes et accomplirent un amarrage manuel.

Dirigée, à 11 heures du matin (heure de Paris), les cosmonautes ont commencé leur première période de repos à bord de Saliout-4. Selon le major général Georgi Beregovov, dorenavant des cosmonautes soviétiques, le vol de Soyouz-17 est « un vol de travail » et ne comporte aucune tâche jousurnalière nouvelle du point de vue de l'ingénierie. L'agence Tass a précisé les objectifs de la mission de Saliout-4 : étude de l'espace interplanétaire, observations de la terre et des phénomènes météorologiques, recherches biologiques et médicales, essais des systèmes de bord et des équipements améliorés de la station.

Les deux cosmonautes ont aussi indiqué que les deux ou trois premiers jours de leur mission à bord de Saliout-4 seraient consacrés à un contrôle systématique des appareils de bord, et que le véritable travail ne commencera qu'après. Les cosmonautes ont emporté des livres et prévoient d'écouter de la musique, ce qui laisse à penser que leur séjour à bord de Saliout-4 durera assez longtemps. Jusque-là, les vols les plus longs à bord des stations Saliout ont été réalisés par l'équipage de Soyouz-11 en juillet 1971, qui séjourna vingt-quatre jours et dix-neuf heures à bord de Saliout-1 (avant de périr pendant le retour sur terre) et l'équipage de Soyouz-14 qui séjourna quinze jours à bord de Saliout-3 en juillet 1974. Saliout-3 explosa en vol avant qu'un équipage le rejoigne, en 1973.

UNESCO

En affaires, il y a ceux qui bavardent et ceux qui décident. Et des journaux pour chacun.

LES INFORMATIONS



FAITS DIVERS

A MONTAUBAN

Jean-Louis Portal a succombé à ses blessures

Jean-Louis Portal, grièvement blessé pendant la nuit du 10 au 11 janvier, lors de l'assaut donné par les gendarmes au domaine de la Fumade, près de Saint-Nauphary (Tarn-et-Garonne), a succombé à ses blessures pendant la nuit suivante. De leur côté, Mme Anna Portal et sa fille Marie-Agnès, qui avaient été arrêtées, ont été transférées au quartier psychiatrique du centre hospitalier de Montauban. Mlle Marie-Agnès Portal a été inculpée de complicité de violence avec effusion de sang envers des agents de la force publique. Quant à Mme Anna Portal, elle est inculpée d'obstruction, pour avoir quitté, en mars 1973, l'hôpital de Toulouse, où elle avait été transportée en simulant une crise d'appendicite : elle était alors détenue pour menaces de mort à la prison de Toulouse.

De son côté, M. Roger Boutallier, procureur

de la République, a exposé dans un communiqué les circonstances qui avaient provoqué l'intervention de la gendarmerie : « Jean-Louis Portal se conduisant en forcené, déclara-t-il, son interpellation devenait nécessaire, son attitude incontrôlable pouvait mettre en danger le voisinage et ses propres parents. C'est dans les conditions du flagrant délit que le chef d'escadron Giuganti s'est transporté sur les lieux et parlementait avec le fils Portal et Mme Portal pour tenter de les calmer et les inviter à se rendre. » Après avoir rappelé que Jean-Louis Portal avait tiré à bout portant sur un gendarme, avec un fusil de chasse à deux coups, le procureur de la République conclut : « Le premier coup atteignait à la face le gendarme, qui ne dut son salut qu'à un écart soudain. C'est en réponse à cette attaque que Jean-Louis Portal tira lui-même blessé. »

Une mort absurde

Un jeune homme est mort, à vingt-deux ans, tué par balles, dans un combat qui n'a eu que des conséquences mineures. On dit qu'il était dans un état d'excitation, dans lequel il avait agi de façon imprévisible. Il n'avait jamais connu autre chose que les murs de cette maison de maître toujours plus délabrée, que ces terres qu'il n'exploitait pas et qu'on voulait lui « voler depuis toujours » à la faveur d'un testament « oublié ». Dans la région de Nauphary, autour du « château de la Fumade » on dit qu'il y a eu de cette affaire qui traitait depuis trente ans, au travers d'interminables procès (Le Monde du 30 avril 1973). Elle s'était même, depuis que les nationaux ont été « notre internationale », avait délégué ses envoyés et paré d'un nouveau jargon Chabrol : depuis le 23 janvier 1973, les descendants du vieux baron ont été transférés de Portal refusant de quitter le domaine malgré les ordonnances successives des tribunaux de Montauban et de Toulouse confirmant la vente judiciaire de « la Fumade ».

Le comportement « déraisonnable » de Portal leur avait ôté bien des sympathies, en particulier depuis qu'ils gardaient dans leur salle à manger le cercueil contenant les restes de ce jeune baron mort depuis le 27 mars 1973.

Samedi, l'interminable comédie des plaideurs s'est terminée en

tragedie. A la longue on avait fini par ne plus croire aux mille menaces de Jean-Louis. « Je tirais sur tous ceux qui viendraient cultiver ma terre », avait-il dit tout sauter. Je me suiciderai. Nous ferons tout sauter. « On pensait qu'à la longue les choses se tasseraient. On laissait pourrir, par « mensonge ».

Jean-Louis a tiré. Sa mère et sa sœur ont été confisquées à un hôpital psychiatrique. Dimanche à la radio, un agriculteur des environs — qui d'ailleurs n'exprimait pas l'opinion de la majorité de ses compatriotes — dit que son indigne et cruel fils avait traité des victimes alors qu'on accordait tant d'indulgence aux criminels.

Il reste que le geste de Jean-

Louis était prévisible : l'assaut final aussi. Il reste que nul ne peut prétendre avoir été pris au dépourvu et qu'on ne peut dire qu'il était dans un état d'excitation.

Mais tout cela se trouve enfoncé à l'intérieur de deux logiques qui se font face : la logique de la loi et la logique de la violence. La loi a pour l'appellation du jugement, un jour ou l'autre. Pourrait-elle deux questions seulement. En dépit de leur opposition à toute intervention officielle, était-il vraiment impossible de défendre le Portal contre ses menaces, dont il était évident que la seconde question est sans doute capitale. Trop de malversations, de faillites, de notaires de faibles origines cette affaire d'héritage. Au bout de tant de procès, il demeure incertain que les Portal aient réellement signé la reconnaissance de dette qui provoque la vente judiciaire. Il est certain, en revanche, qu'un domaine de 100 hectares de bonne terre a été vendu pour une somme dérisoire. — J. R.

TROIS JEUNES ALPINISTES SE TUENT DANS LE MASSIF DU SANCY

(De notre correspondant.)

Clermont-Ferrand. — Trois jeunes alpinistes se sont tués, dans la matinée du dimanche 12 janvier, sur le massif du Sancy. Ils appartenaient à un groupe de six jeunes gens du Club alpin français de Clermont-Ferrand, qui, répartis en deux cordées, avaient, en prenant leur point de départ dans la vallée de Chaudfont, entrepris l'ascension nord du Pic de la Vierge, au nord-est du Sancy. Peu après 11 heures, alors que les deux cordées qui progressaient en utilisant un couloir sur une pente rocheuse de 45 degrés recouverte de glace, approchant du but, l'une d'elles dévissa. Les trois jeunes gens qui le composaient firent une chute de 150 mètres.

Alertés par les membres de l'autre cordée, les gendarmes de la brigade de Besse et du peloton de gendarmerie de montagne de la station de Super-Besse se portèrent au secours des victimes. Malheureusement, M. Philippe Lebourgeois, vingt-sept ans, demeurant 32, rue Corot à Clermont-Ferrand, et Christian Mougins, vingt-cinq ans, habitant Impasse Job à Aubière (Puy-de-Dôme) avaient été tués sur le coup. M. Serge Amizet, vingt-cinq ans, résidant 184, boulevard La Fayette à Clermont-Ferrand, grièvement blessé, était transporté par l'hélicoptère de la Protection civile au centre hospitalier régional et universitaire de Clermont-Ferrand, où il devait succomber à ses blessures ce lundi matin.

CATASTROPHES

● Séisme en Turquie. — Un tremblement de terre a secoué, le 12 janvier, la ville d'Oska, située dans l'est du pays, à une centaine de kilomètres au nord-est d'Erzurum. D'après les premiers renseignements, il y aurait au moins deux blessés graves et une cinquantaine de maisons détruites.

● Tornades sur le sud des Etats-Unis. — Une douzaine de morts, plusieurs centaines de blessés. C'est le 10 janvier qu'une série de tornades ont balayé les Etats du sud des Etats-Unis. La localité la plus touchée est une ville de 40 000 habitants, McComb (Mississippi), où trois cents maisons ont été détruites. — (A.F.P.)

hernie
SOUTENUE COMME AVEC LES MAINS
SUP. HERNIAIRE - BANDAGES SOUPLES
INSTITUT HERNIAIRE
PARIS-11 - 75008 - 10, rue de Valenciennes - Tél. 233 73 34
PARIS-10 - 75010 - 130, rue de Valenciennes - Tél. 609 70 17
Lyon - 69003 - 10, rue de la République - Tél. 27 20 21
N. 149 - 149, rue de Valenciennes - Lyon - Tél. 27 20 21

En Seine-et-Marne DES MALFAITTEURS ENLEVENT UNE BIJOUTIERE POUR PILLER SON MAGASIN A PARIS

Une bijoutière parisienne, Mme Marguerite Lausecker, soixante-quatre ans, a été enlevée dans la soirée du samedi 11 janvier, près de sa résidence à Mitry-Mory (Seine-et-Marne) par des malfaiteurs armés qui l'ont contrainte à revenir à sa boutique pour la piller. Après s'être emparés de bijoux d'une valeur de 800 000 F, les bandits ont abandonné leur otage.

Mme Lausecker est propriétaire, depuis la mort de son mari, d'un magasin d'horlogerie-bijouterie, 98, rue Cassini (18^e). Samedi soir, la commerçante s'était rendue par le train à sa résidence de banlieue, 84, route de Cléry, à Mitry-Mory. A la sortie de la gare, elle a été accostée par trois hommes qui circulaient dans une petite voiture.

Les malfaiteurs ont bandé les yeux de la commerçante, l'ont ligotée et bâillonnée, puis conduite dans une cave du voisinage. Ils ont pris dans son sac à main les clés de la boutique et, sous la menace d'un pistolet et d'un rasoir, lui ont demandé le numéro du coffre-fort. La bijoutière a donné un faux numéro. Deux des gangsters se sont alors rendus à la bijouterie, tandis que le troisième gardait Mme Lausecker dans la cave. Un peu plus tard, les malfaiteurs revinrent furieux d'avoir été trompés. Menaçant la commerçante de lui trancher la gorge à coups de rasoir, ils l'obligèrent à les accompagner puis à ouvrir le coffre-fort. La rafle des bijoux terminée, ils laissèrent Mme Lausecker ligotée dans la boutique, mais elle a pu assez rapidement se débarrasser de ses liens et alerter la police.

A Paris IMPORTANT CAMBRIOLAGE DANS UNE BIJOUTERIE

Des malfaiteurs se sont emparés d'un lot de bijoux estimés à 1 million de francs le dimanche 12 janvier, vers 6 heures du matin, dans la bijouterie Aldébert, 1, boulevard de la Madeleine, à Paris.

Les cambrioleurs, qui se seraient introduits dans le magasin par une toiture pour arracher le rideau de fer de l'établissement, ont ensuite brisé les vitrines avec une masse et se sont emparés de bijoux et de monnaie. Ils ont laissé dans la boutique une place et se sont enfuis rapidement. La bijouterie, qui avait déjà été cambriolée deux fois, était dotée d'un système antivol très perfectionné. Elle était reliée directement au commissariat mais, malgré cela, les policiers sont arrivés trop tard. Quant aux deux policiers qui surveillaient quotidiennement, à quelques pas de là, l'entrée de la compagnie aérienne El Al, la procureure de police dément qu'ils aient été présents le dimanche matin.

● Une personne a été tuée et deux autres blessées à Rome au cours de l'attaque, lundi matin 13 janvier, d'un transporteur de fonds d'une compagnie de voyages. Des coups de feu ont été échangés entre la police et les bandits. Les victimes sont des employés de la société attaquée. Par ailleurs, une bombe a explosé dans la nuit du 12 au 13 janvier devant le palais de justice de Milan. Un groupe d'extrême droite, la Légion européenne, revendiquait cet attentat. — (A.F.P.)

A FRÉJUS

Deux employés du parc animalier ont été tués par quatre lions

Deux employés du parc animalier de Fréjus (Var), M. Jean-Pierre Berne, trente-quatre ans, sous-directeur du parc, et Jean-Louis Rodriguez, son adjoint, dix-sept ans, ont été tués, dimanche 12 janvier, vers 10 heures du matin, par quatre lions, au moment où ils libéraient les jeunes de leur cage pour les conduire dans un enclos. M. Berne a été attaqué par deux fauves alors qu'il était seul et sans arme dans l'enclos. Venu aussitôt lui porter secours, M. Rodriguez a été attaqué à son tour. Les quatre lions, deux couples âgés de cinq ans, se sont ensuite acharnés sur le corps des deux victimes.

Alertés par les cris, des employés du Safari de l'Estérel, un zoo voisin, ont alors tenté de leur porter secours. Mais il était trop tard. M. Revillon, directeur de ce zoo, a tenté d'abattre les fauves avec un revolver dont le calibre n'était pas suffisant. Il s'y est parvenu qu'avec une carabine dont les balles sont utilisées pour la chasse aux grands fauves. Selon le propriétaire du parc zoologique de Fréjus, M. Masqueja, les deux hommes ont commis une erreur incompressible. Ils auraient dû être armés et ne rentrer dans l'enclos qu'à bord d'une voiture. Il semble que celle-ci était en panne.

La prolifération des zoos privés

Survenant après une longue série d'accidents mortels, le drame de Fréjus pose une fois de plus le problème de la prolifération des zoos privés. Leur nombre atteint aujourd'hui cent dix en France. A Fréjus, il y en a dans l'un à côté de l'autre. Un premier coup d'arrêt fut la création, en 1973, d'une association des parcs et jardins zoologiques privés qui décerna un label — une licence — aux parcs répondant à certaines normes.

Le processus de la création d'un parc privé est assez inquiétant. Un restaurateur ou un châtelain recueille quelques animaux, des chats ou des sangliers, par exemple, qu'il installe dans son parc. Se rendant compte du succès de l'opération auprès du public, il acquiert des espèces plus insolites : un nouveau zoo est né, inspiré uniquement par le mercantilisme. Et il est loin de présenter les conditions de sécurité et de salubrité désirables.

Dans bien des cas, les gens qui ont fondé un tel parc n'ont aucune connaissance élémentaire du monde animal. Aucune qualification n'est jusqu'à présent exigée. De plus, les visiteurs sont souvent inconscients : certains, dans les « safaris-parcs », descendent de voiture au milieu des fauves.

Il faut dire que les lions ont souvent l'air de somnoler et n'inspirent guère le crainte. Pourtant,

JUSTICE

TENTATIVES DE SUICIDE DANS PLUSIEURS PRISONS

En un mois, nous indiquons notre correspondance à Toulouse, quatre tentatives de suicide se sont produites à la maison d'arrêt de Toulouse. Dans la nuit du vendredi 10 au samedi 11 janvier, un prévenu âgé de vingt ans, M. Germain Laugier, était transporté d'urgence à l'hôpital de Brunet. Il s'était ligué les veines avec le couvercle d'une boîte de conserve, incarcéré depuis plus de onze mois pour vol qualifié et conduit sans permis, M. Laugier, dans un état de profond désespoir, avait déjà tenté de se suicider. Dimanche, un autre détenu tentait de mettre fin à ses jours dans des conditions semblables, et l'on apprenait qu'à Draguignan une autre tentative de suicide s'était déroulée dans la nuit de samedi à dimanche. Il s'agissait d'un détenu en prévention, M. Marcel Brune, inculpé de vol qualifié. Enfin, le 2 janvier, à Toulouse, un autre détenu, M. Jean-Claude Lacoq, avait absorbé une forte dose de barbituriques.

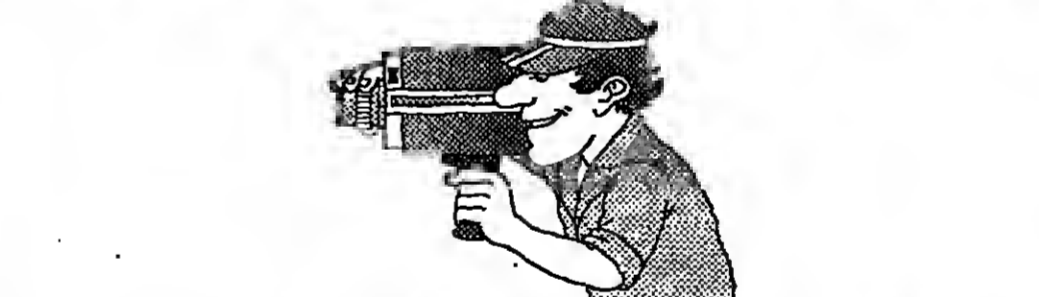
A la maison d'arrêt de Nantes, M. Jean Macé, vingt-six ans, incarcéré au mois de mai 1974 après une agression contre une caisse d'épargne, s'est sérieusement blessé d'un coup de poignard à l'abdomen et a dû être hospitalisé. Enfin, à la maison d'arrêt de Draguignan (Gironde) un détenu, dont l'identité n'a pas été révélée, a été transporté dans un état grave au centre de réanimation de Bordeaux après une tentative de suicide par pendaison, samedi 11 janvier.

● Arcadie, mouvement homosexuel, nous demande de préciser qu'il n'a pas signé l'appel en faveur de Pierre Goldman.

POLICE

● Les démarches administratives. Tous les commissariats de police de quartier à Paris sont désormais ouverts au public sans interruption de 9 heures à 19 heures du lundi au samedi inclus. Les dimanches et jours fériés, un commissariat de quartier sera ouvert dans chaque arrondissement, selon le même horaire.

Combien de projets ont péri, faute d'un budget bien géré?



Les vacances au Maroc, l'achat d'une caméra ou d'un nouveau téléviseur, quel projet avez-vous déjà annulé tout simplement par manque de fonds, au moment où vous auriez voulu le réaliser? C'est pour cela que nous arrivons plus que nous avons créé le Budgetmatic. Alors venez nous voir dès maintenant dans l'Agence du CIC la plus proche. Nous vous expliquerons tout. Et si vous ne pouvez pas le temps d'une visite, pour vivre sans souci tout le reste de l'année. A cette occasion, nous vous remettons notre "Pense-Budget".

Budgetmatic:
la fin des hauts et des bas dans votre budget
CIC. Crédit Industriel et Commercial

croisière de Pâques
vacances scolaires
organisée par **ferrytour**
à bord d'ILE DE BEAUTÉ paquebot de croisière battant pavillon français.
chaque cabine avec sanitaire. Salons, bars, night-club, piscine, cinéma, bouillottes, orchestre. Navire entièrement climatisé. Stabilisation anti-roulis.
Egypte. Liban. Israël. Grèce.
au départ de Marseille, du samedi 22 mars 19 heures au samedi 5 avril 17 heures.
Excursions possibles aux escales : ALEXANDRIE (3 jours) Le Caire, les Pyramides, Louxor, BEYROUTH (1 journée) Baalbek, Byblos, Tyr, Sidon HAÏFA (2 jours) dimanche de Pâques à Jérusalem, Bethléem, Nazareth, La Galilée RHODES (1 journée) Lindos, Palais des Chevaliers
Réduction enfants jusqu'à 17 ans 75 %

consultez votre agent de voyages ou écrivez-nous
COMPAGNIE GENERALE TRANSMEDITERRANEE
Ferrytour - 61 Bd des Dames 13222 Marseille Cedex 1

ferrytour
Service Tourisme de la Cie Cie Transméditerranéenne, vous propose toute l'année des séjours de vacances week-ends ou croisières en Méditerranée, et principalement en Corse, Sardaigne Tunisie

nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____
Ville _____

مكتبة من الأصيل

CARNET

Naissances

— M. et Mme Ayache, Michel et Jacqueline, sont heureux d'annoncer la naissance de
Dan-David,
à Aix-en-Provence, le 7 janvier 1975.

— Jean-Jacques, Caroline Mauriat et Edouard ont la joie de vous annoncer la naissance de
Julien,
le 29 décembre 1974,
21, rue de Sévres,
92100 Boulogne.

Décès

Yves GANDON
Nous apprenons le décès de M. Yves GANDON, survenu à Paris.
Né le 2 juin 1909 à Blot (Loir-et-Cher), Yves Gandon laisse une œuvre abondante (une trentaine de volumes) et d'inspiration très diverse : à côté d'un cycle romanesque en deux volumes : « Le Pré aux Dames » (chronique de la sensibilité féminine à travers les siècles), « La lettre nait dans le boue », etc. Mais c'est surtout comme critique social président de nombreuses associations de défense des écrivains que son action a été la plus sensible. « Le Démon du style », « De style classique », « Œuvres de laux », (nouvelles) témoignent d'un caractère qui s'est essentiellement consacré sur la présidence du Pen-Club (1959), celle de la Société des gens de lettres (1957-1959), du Syndicat des critiques littéraires (1960), de la Société des amateurs d'art et de collectionneurs (1960-1962), et enfin de l'Association internationale des critiques littéraires, qu'il avait fondée en 1957.
Il avait, d'autre part, reçu le Grand Prix de la critique en 1936, le Grand Prix du roman de l'Académie française, pour « Givre », en 1946, le Grand Prix littéraire de la Ville de Paris en 1953, et le Prix International de Littérature touristique en 1959.

— On nous prie d'annoncer que la messe à la mémoire de M. Félix AMIOT sera célébrée le mardi 14 janvier, à 18 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides.

— Valence, Lyon, Châtillon Saint-Jean.
Mlle Claude et Bernadette Bady, M. et Mme Eric Vautherin et leurs enfants.
M. et Mme Georges de Karmal et leurs enfants.
Les familles Bady, Vautherin, de Karmal, Clément, Clavairoli, Barsonnet.
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Pierre Bady,
née Clément,
pleinement endormie dans le paix de Saligny, le 10 janvier, à l'âge de soixante-dix ans.
Funérailles lundi 13 janvier, à 10 h. 15, en la cathédrale de Valence, 30, rue Henry-Chalamet, 26000 Valence.

SOLDES d'hiver
Démarques 30 à 50%
MARDI 14, MERCREDI 15
JEUDI 16 JANVIER
Halphen Fils
3, RUE DE LA POMPE (Mairie)
Tout l'habillement Messieurs, Jeunes gens
647-65-71

— M. et Mme Michel Maurice-Bokanowski.
Mme Jacques Blanchard.
Le docteur et Mme Thérèse Maurice-Bokanowski.
M. et Mme Patrick Maurice-Bokanowski.
M. et Mme Olivier Blanchard, M. et Mme François Blanchard, M. et Mme Yves Aïal.
M. Laurent Blanchard.
M. Olivier Maurice-Bokanowski.
Le docteur et Mme P. Morax.
Mlle Emilienne Voltrou.
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Maurice BOKANOWSKI,
veuve du ministre
mort dans l'exercice des devoirs de sa charge,
mère de Jean-François et d'Olivier, morte pour la France,
décédée le 8 janvier 1975, munie des sacrements de l'Église.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité en l'église Saint-Augustin, le 8 janvier 1975,
40, quai des Célestins,
75001 Paris.
11, rue des Éclaircies,
75002 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 24 décembre, de M. Louis MOYER, artiste peintre, veuve de M. Louis Moyer.
Ses obsèques religieuses ont été célébrées dans la plus stricte intimité, en Bretagne : l'inhumation a eu lieu en l'église Notre-Dame de Versailles.
— Le docteur et Mme Guy Houzel, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme Roger Houzel, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de
Mme Ghislain HOUZEL,
née Anita Haonjens,
le 3 janvier 1975, munie des sacrements de l'Église.
Les obsèques et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité à Bagneux (Seine-et-Oise), dans le cimetière de famille.
— Une messe sera dite à son intention le vendredi 7 janvier, à 19 h. 45, en la chapelle des Dominicains, 22, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

— Mme Louis HULLOT,
M. Bernard HULLOT,
Mlle Françoise HULLOT,
M. et Mme Robert HULLOT,
Mme Raymond Dussan, Jacques et Françoise,
M. et Mme Roger Dussan, Jacques et Françoise,
Les familles Jean, Renard, parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Louis HULLOT,
professeur de lettres au lycée Libourne, survenu en son domicile, 19, avenue de Verdun, à Libourne (Gironde), le 10 janvier 1975, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Libourne (Gironde).
Les obsèques ont eu lieu le vendredi 10 janvier 1975, en la chapelle de la famille, au cimetière Nord, à Bordeaux (Gironde).

— Mme Jean-Maurice Lant, M. Bernard Lant, M. et Mme Maurice Lant, Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès du docteur Jean-Maurice LANT, ancien chef de clinique à la faculté, chef de service de pédiatrie à l'hôpital d'Annemasse, survenu le 11 janvier 1975 à l'âge de quarante-huit ans.
Ses obsèques civiles auront lieu lundi 13 janvier à Annemasse.

— Mme Pierre Percie du Sert, son épouse, M. et Mme Paul Percie du Sert, M. et Mme Charles Percie du Sert, Mlle Simone Percie du Sert, Ses enfants, M. Maurice Percie du Sert, Mlle Anne-Cécile et Héloïse Percie du Sert, Mlle Françoise Chantal et Geneviève Percie du Sert, Ses petits-enfants, Les familles Percie du Sert, Le Chevalier de Preville, de Bray, Adard de Lohardière, Joly et Viton, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de
M. Pierre PERCIE DU SERT,
survenu le 10 janvier, à l'âge de soixante-deux ans.
La cérémonie religieuse sera célébrée par le R.P. Roche, S.J., dans l'intimité familiale, en la chapelle de l'hôpital de Saint-Germain-en-Laye, mardi 14 janvier.
L'inhumation aura lieu le même jour au Val-de-France.
Ni fleurs ni couronnes.

A L'HOTEL DROUOT
Mardi
EXPOSITIONS
de 11 h. à 18 h.
S. 1. - Membres et objets d'art des XVII^e et XVIII^e siècles.
S. 2. - Membres en bois et en ivoire.
S. 3. - Membres en bois et en ivoire.
S. 4. - Membres en bois et en ivoire.
S. 5. - Membres en bois et en ivoire.
S. 6. - Membres en bois et en ivoire.
S. 7. - Membres en bois et en ivoire.
S. 8. - Membres en bois et en ivoire.
S. 9. - Membres en bois et en ivoire.
S. 10. - Membres en bois et en ivoire.

SOLDES
chez
dominique
Tous vêtements
babies, enfants,
juniors, hommes,
femmes
à partir du
Lundi 13 Janvier
de 14 h. à 19 h.
jours suivants de 9 h. 30 à 19 h.
AMBUL : 1, BOULEVARD EMILE-KUBIER
CARRÉE DE LA RUEITE, PARIS 18^e
670-13-75

— Mme Fernand Boudet, M. et Mme Françoise Boudet et leurs enfants, M. et Mme Jacques Blanche et leurs enfants, Les familles Joseph Pfeiffer, Casel, Dousset et Bruna, ont la douleur de faire part du décès de
M. Fernand BODET,
conseil en publicité honoraire, vice-président honoraire de l'O.J.D., président d'honneur de l'I.S.F.P., capitaine de réserve d'infanterie aux deux guerres de 1914-1918 et 1939-1940, médaille d'Argonne (1918), de Verdun (1918), de Dunkerque (1940), chevalier de la Légion d'honneur (1918), survenu le 4 janvier en son domicile 8, rue Cortambert, à Paris-16^e.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le mercredi 8 janvier, suivies de l'inhumation à Bry-sur-Marne, dans le caveau de famille.
Une messe à sa mémoire sera dite ultérieurement à Paris.

— Mgr l'archevêque d'Aix-en-Provence, Père provincial des Dominicains, Les membres d'Economie et humanisme, ont eu l'esprit d'Albert Schweitzer ? (dîner-débat des 20 h. 45, A. Square Rapp, M. A. Gentier-Walter) et la victoire sur la mort : une réalité (Société de l'Homme et la Connaissance) : 20 h. 30, rue Bergère, M. Albert Magasin et Le système et le septième sens (L'Homme et la Connaissance) : 20 h. 30, Maison Argentine, 82, avenue Henri-Martin, M. le professeur Fernand Schwarz ; Le mystère des cathédrales : A la découverte de la pensée de Palcanelli (Nouvelles Arcaïques).

Remerciements
— M. Léon MODAL, ses enfants et toute la famille, dans l'impossibilité de répondre à toutes les marques de sympathie que vous leur avez témoignées lors du décès de
Mme Léon MODAL,
née Esty Esther Frances,
vous prient de trouver ici l'expression de leurs très sincères remerciements.

Soutenances de thèses
— Mercredi 16 janvier, à 14 h. 30, université René-Descartes, salle Louis-Liard (Borbonne), M. Stanislas Korzybski : « Une méthode de recherche » et « Peuplement urbain » ; M. René-Descartes, foyer des professeurs (12, rue de l'École-de-Médecine), M. Donatien Laurent : « La Villemarquise, collectionneur de chants populaires — Etude des sources du premier Barzaz-Breizh (1823-1840) ».

Not abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de « Carnet de Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

DÉMOGRAPHIE

POUR 45 % LA POPULATION AFRICAINE EST AGÉE DE MOINS DE QUINZE ANS
Nations unies, New-York (Reuter). — Les Noirs d'Afrique du Sud, qui représentent 70 % de la population de ce pays, perçoivent 30 % seulement du revenu national, indique un rapport publié lundi 6 janvier par la commission des Nations unies pour le développement social. Dans un chapitre intitulé : « Conditions en Afrique du Sud », le document affirme que les Noirs peuvent posséder des terres sur 15 % du territoire national. La population blanche, qui représente un cinquième de la population totale, perçoit 75 % des revenus et occupe 87 % de la superficie du pays.

Le rapport indique d'autre part que, pour 45 %, la population du continent africain est âgée de moins de quinze ans et que, pour 52 % seulement, elle a plus de soixante-cinq ans. Avec cinquante-huit millions d'habitants, le Nigeria est le pays le plus peuplé d'Afrique en 1972, suivi de l'Égypte (34 millions), de l'Éthiopie (25,9 millions), de l'Afrique du Sud (23 millions) et du Zaïre (22,9 millions).

Soldes de Soldes
LA SOLDERIE
© BIS
votre boutique de soldes de prêt-à-porter de luxe vous invite à partir
DU LUNDI 13 JANVIER
A 6 JOURNÉES
EXCEPTIONNELLES
65, rue du Bac - 548-56-44

LETTRES

LE PRIX DE JÉRUSALEM EST ATTRIBUÉ A SIMONE DE BEAUVOIR

Il sera remis au cours de la VII^e Foire internationale du livre

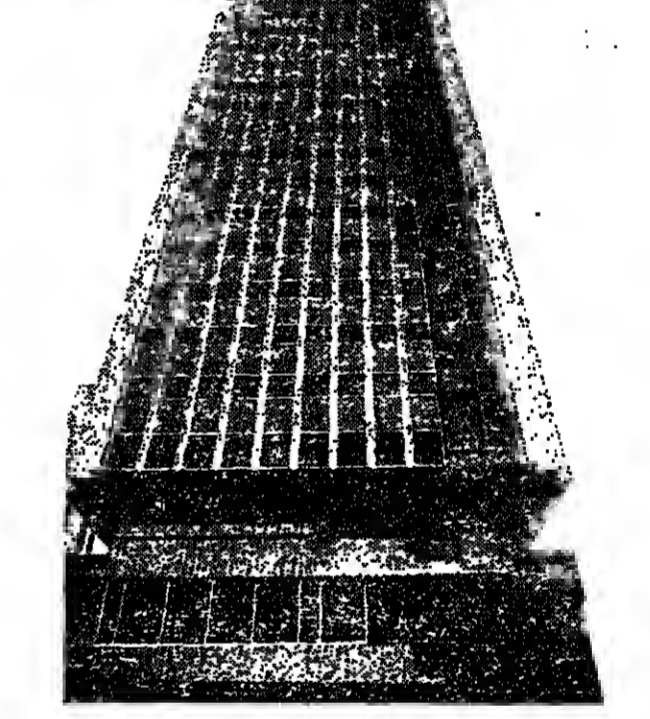
(De notre correspondant.)
Jerusalem. — Le prix de Jérusalem, institué par le conseil municipal de la capitale israélienne pour rendre hommage à ceux qui ont consacré leur œuvre à la liberté de l'homme dans la cité, a été attribué cette année à Mme Simone de Beauvoir. Le prix sera décerné le 28 avril prochain à l'événement français au cours de la cérémonie d'ouverture de la septième Foire internationale du livre, qui se tient tous les deux ans à Jérusalem.
Les six lauréats précédents du prix de Jérusalem sont : Hermann Buumel, Max Frisch, André Schwarz-Bart, Ignace Silone, Jorge-Luis Borges et Eugène Ionesco. Un écart particulier sera donné à la cérémonie du 28 avril en raison des récentes décisions de la cérémonie d'ouverture de la septième Foire internationale du livre, qui se tient tous les deux ans à Jérusalem.
[Mme Simone de Beauvoir est l'une des signataires du manifeste des intellectuels français protestant contre la décision de l'UNESCO d'inscrire l'Israël des groupements régionaux de cette organisation. Elle avait, d'autre part, dénoncé, dans une libre opinion publiée par « le Monde », le 18 décembre 1973, le comportement des autorités israéliennes à l'égard des prisonniers arabes de la guerre d'octobre.]

Visites et conférences

MARDI 14 JANVIER
VISITES GUIDÉES ET PROMENADES — Casse nationale des monuments historiques, 15 heures, d'Avant Saint-Thomas d'Aquin, Mme Bouquet des Chaux : « Le souvenir des Jacobins », 15 h., façade de l'Hôtel de Ville, côté Seine, Mme Carcy : « Dans les salons de l'Hôtel de Ville », 15 h., partie, coupée de l'EPAD, Mme Denez : « La Défense », 15 h., rue du Regard, Mme Pajot : « Les hôtels de la rue du Regard », 15 h., rue Saint-Louis-en-l'Île ; « Les hôtels de l'Île Saint-Louis » (A travers Paris), 14 h. 30, rue du Cloître-Notre-Dame, M. P. Paven : « Une expédition inédite et dangereuse à Notre-Dame » (Connaissance de Paris), 15 h., 2, place du Palais-Bourbon ; « Le Palais-Bourbon » (Paris et son histoire).
CONFÉRENCES — 18 h. 30, Centre culturel européen, 9, rue de Malte ; « Albert Schweitzer ? » (dîner-débat des 20 h. 45, A. Square Rapp, M. A. Gentier-Walter) et la victoire sur la mort : une réalité (Société de l'Homme et la Connaissance) : 20 h. 30, rue Bergère, M. Albert Magasin et Le système et le septième sens (L'Homme et la Connaissance) : 20 h. 30, Maison Argentine, 82, avenue Henri-Martin, M. le professeur Fernand Schwarz ; Le mystère des cathédrales : A la découverte de la pensée de Palcanelli (Nouvelles Arcaïques).

SCHWEPPE'S, c'est encore meilleur quand on peut choisir. Un autre SCHWEPPE'S est là : Bitter Lemon

Heron Building
Montparnasse.
Dans le dernier-né
des quartiers d'affaires,
20000 m² de bureaux
à louer. (disponibles début 75)



A proximité du centre international des affaires du nouveau Montparnasse se dresse le Heron Building Montparnasse, majesté de verre et d'acier.
Le Heron Building Montparnasse vous propose ses 18 étages de bureaux conçus afin d'assurer une atmosphère de travail efficace. Le restaurant d'entreprise, au 1^{er} sous-sol, agréablement décoré (pouvant servir 1200 repas par jour), est complété par une cafétéria.
Dans un quartier particulièrement bien desservi par tous les moyens de transport, le Heron Building Montparnasse est une adresse digne de l'image de marque que vous voulez donner à votre entreprise.
Le Heron Building Montparnasse sera livré « prêt à travailler » début 75. C'est peut-être le dernier des grands ensembles de bureaux que l'on construit dans Paris.

Documentation et renseignements :
Richard Ellis
17 rue de la Baume, 75008 Paris
Tél. 225.27.80 - 359.36.27 Télex : 29370

Actuality
au 177 bd St Germain
ouvre son deuxième magasin
de mobilier contemporain
de grand standing
à Paris
ACTUALITY, 34, 1^{er} Saint Antoine, 75012 Paris
177, bd Saint Germain, 75007 Paris
Avignon, Nantes, Marseille

SIGNES DU ZODIAQUE
signes de chance
tirage mercredi 15 janvier
loterie nationale

FOOTBALL
L'Équipe se retrouve en télé
Une ville derrière s
Stabilité du public
GYMNASTIQUE
POUR LE PARTAGE DES RESPONSABILITÉS

كندا من الأصل

FAITS ET TENDANCES

Grâce au succès de sa première Foire internationale

DAKAR RÉAFFIRME SA VOCATION CONTINENTALE

Dakar. — Un mois après la clôture de la première Foire internationale de Dakar, alors que commencent à être

biement à leur appel et environ cinq cent mille visiteurs ont été enregistrés durant les deux semaines (de la fin novembre au 15 décembre) au cours desquelles s'est tenue cette manifestation.

De notre correspondant

Près de 30 % des exposants ont déclaré être venus dans la capitale sénégalaise non seulement pour essayer d'élargir leurs débouchés dans la région, mais aussi pour trouver de nouvelles sources d'approvisionnement.

Dans ce but, et parmi les nombreuses et intéressantes manifestations qui ont marqué le déroulement de la foire, il en avait organisé, avec l'aide de la Communauté économique européenne, un « forum des investisseurs » qui a connu un très grand succès.

Une dizaine de projets importants

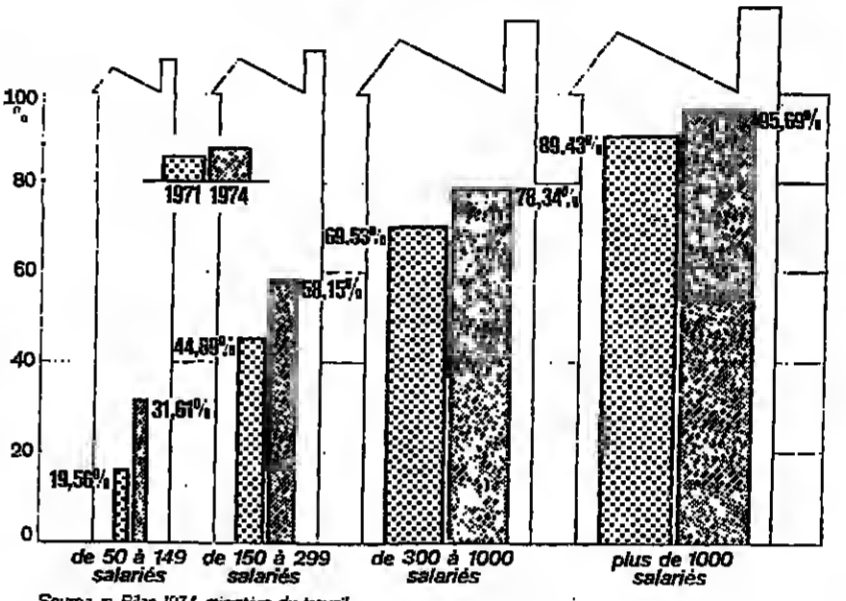
Puissance invitante, le Sénégal en a profité pour présenter avec une très grande précision ses principaux projets actuels, tous d'ores et déjà très au point, son projet de zone franche industrielle qui commença à voir le jour, tout d'abord, moi

Un chantier de réparations pour pétroliers géants (projet « Dakar-marine », plus de 35 milliards de francs C.F.A. d'investissements) ; Une raffinerie géante de pétrole et ses annexes, à 80 kilomètres au nord de Dakar (18 milliards C.F.A. d'investissements initiaux et près de 110 milliards en dernière phase) et, dans la même zone, une très grosse usine d'ammoniaque et d'urée ; La mise en exploitation de nouveaux gisements de phosphates (dès à présent une des plus importantes ressources du pays) et, à plus long terme, celle de gisements de fer ;

SECTIONS SYNDICALES : l'implantation s'est améliorée dans les entreprises de toutes tailles

Le nombre des sections syndicales s'accroît chaque année et leur implantation — encore très inégale selon la taille des entreprises — s'est améliorée depuis 1971, notamment dans les entreprises employant moins de trois cents salariés.

Répartition en pourcentage des entreprises concernées dans chaque catégorie de firmes selon leurs effectifs.



de 13 969 en 1973 (40 %). La progression est régulière depuis 1971 et même un peu plus forte comme le montre le graphique ci-dessous, dans les établissements de faible dimension : + 12 points de 1971 à 1974 dans les entreprises de 50 à 149 salariés, au lieu de + 6 dans celles qui emploient plus

LA BAISSÉ DES TAUX D'INTÉRÊT

Un peu plus tard, le ministre indiquait qu'« en 1975 nous aurions encore une politique de crédit assez rare pour continuer l'assainissement de l'économie. L'argent cher, en revanche, serait quelque chose qui serait oublié car les taux du marché monétaire baisseraient davantage ». L'indication — on aurait même pu dire l'avertissement — était clair, et fut entendu par les banques.

dépassé 50 % de la masse de leurs dépôts totaux, et le taux moyen du marché monétaire, sur lequel elles s'alimentent régulièrement, atteignait 12,9 % en 1974. Ajoutons que sur les dépôts à taux libre (au-dessus de 100 000 F) les banques s'étaient livrées à une surenchère, qualifiée parfois de « folle », au préjudice de leurs comptes d'exploitation ; n'étaient-elles pas obligées de garder en portefeuille des prêts à moyen et à long terme consentis imprudemment en 1972 à des taux relativement bas (moins de 10 %) et refinancés avec des ressources à court terme fort coûteuses ?

Des « effets pervers »

Si la cherté du loyer de l'argent joue effectivement un rôle dissuasif vis-à-vis d'investissements jugés excessifs, pousse au désinvestissement les initiatives, notamment dans l'immobilier, elle gonfle le coût des crédits « normaux » et celui du fonds de roulement « obligé ». A cette occasion, l'on peut dénoncer les « effets pervers » d'une politique de taux élevé.

Par-dessus le marché, les pouvoirs publics leur imposaient, à la fin de décembre, de mieux rémunérer leurs dépôts à terme (comptes sur livrets). Dans ces conditions, les banques refusaient de réduire leurs tarifs sans contrepartie. Mais il ne devenait plus guère possible de conjurer sans dommage les effets restrictifs d'un encadrement quantitatif avec une politique de taux élevés.

CONNAISSEZ-VOUS LE TEXAS ?

la First National Bank in Dallas



Dallas - Texas, a maintenant une succursale à Paris pour faciliter et accélérer vos échanges avec tout le Sud-Ouest Américain.

First National Bank in Dallas 10, rue de la Paix - 75002 Paris Téléphone : 742.70.72 Télex : 67980 Texas Dallas-Londres-Paris-Singapour-Nassau-Tokyo-Sao Paulo.

مكتبة من الأصل

L'ÉCONOMIE Nos lect

COGESTION l'épreuve nouvelle pour

L'AU

FORMATION HUMAINE

Comment fonctionne l'économie

L'inflation pourquoi comment

le Centurion

LIVRES

LES NOTES DE LECTURE

d'Alfred Sauvy

Denis Clair Lambert

LES ÉCONOMIES DU TIERS-MONDE

Le pluriel du titre, bien opportun, souligne, dès l'abord, la diversité d'un ensemble, à l'appellation dénuée et générique de jugements globaux, empreints de facilité. Le bouillonnement d'idées, au milieu d'un rassemblement de faits de grand labeur, nous veut peut-être (avec celui de F. Bourricq, d'ailleurs souvent cité) l'ouvrage le plus riche en informations, en lumières, parmi ceux qui ont paru, en langue française, sur le sujet, déjà presque trentenaire.

Le souci de laisser en liberté d'appréciation au lecteur se manifeste si clairement que celui-ci pourrait déjà s'estimer très enrichi, en se contentant des données reçues, par exemple les tableaux sur l'accroissement de l'emploi tertiaire (au caractère productif souvent contestable), sur les croissances économiques rapides, sur la répartition des revenus dans vingt pays, etc. Mais il y a bien plus. Le souci de ne rien imposer et de ne pas s'imposer est parfois poussé jusqu'au scrupule, ne nous en plaignons pas. Par exemple, la thèse séduisante et commode de Prebisch sur les termes de l'échange, qui donne à tant de gens bonne conscience à peu de frais, est simplement écartée par la cizelle de la date de départ, qui renverra les conclusions à volonté : les événements ont d'ailleurs démenti cet édifice léger.

Plus généralement, à propos de l'impérialisme, étudié avec soin, une comparaison des progrès réalisés par les divers pays, selon l'intensité des échanges avec le monde capitaliste, aurait plus de poids que la simple présentation des thèses aux conclusions préjugées.

Il faut, cependant, souligner une lacune troublante : la question de la population, si préoccupante qu'une conférence mondiale de la population a été réunie cette année à Bucarest, n'est que très légèrement traitée.

Il faut regretter que la démographie reste, en dépit d'efforts partiels méritants, la science sauvage, qui continue à frapper à la porte de l'université. La grande lumière que diffuse le père de l'auteur, Jacques Lambert, serait-elle esna lendemain ?

Paris 1974. Éditions A. Colin, collection U, 411 p., 69 F.

Celso Furtado

ANALYSE DU « MODÈLE » BRÉSILIEN

DANS l'armée des chercheurs d'or, qui, depuis trente ans, prospectent pour découvrir les cieux du développement, le professeur brésilien se détache par son cumul pieux de pratique et de théorie.

L'évolution du Brésil, décrite ici, part de loin. Cet « archipel » en train de devenir un grand pays est dirigé par une classe industrielle qu'il ne faut pas confondre, est-il précisé, avec une « bourgeoisie nationale ». Laissons cette subtilité, comme aussi le fabuleux Vargas, pour nous attacher surtout à ces dernières années, qualifiées, elles aussi, de « miracle », comme il y a réussite, même partielle, en économie avant besoin de la divinité.

Cette politique réfléchie, presque équilibrée, a délibérément sacrifié le salaire de l'ouvrier en vue

d'augmenter, de préférence, le nombre des emplois et d'assurer une certaine promotion. Une telle évolution a, est-il besoin de le dire, de nombreux précédents. Presque normale, énoncés, y compris l'entrée en scène des classes moyennes, elle a cependant été décriée par une assez remarquable technocratie, et présente tout au moins l'originalité de l'industrialisation planifiée, dite correction monétaire. Les vues présentées ici sur l'inflation sont de quelques années en avance sur celles des apprentis « occidentaux ».

Il faudrait un développement plus intense encore, est-il indiqué, pour que monte le pouvoir d'achat des salariés. Nous pensons fatalement à 1930, en France et en Angleterre, et cependant... Deux lacunes nous paraissent, toutefois, devoir être signalées :

— la place insuffisante donnée au secteur alimentaire, et souvent oublié (en 1938, chez Keynes, etc.), qui absorbe une partie importante de la consommation des ouvriers, sans avoir, malgré l'étendue des terres libres à-bas, la même élasticité que la production industrielle devant le demande ;

— aucune allusion à l'aspect démographique, et, notamment, à l'accroissement de la population en âge d'activité.

Après les diversions, omises et pénétrantes, sur l'Argentine et, surtout, sur le Mexique, l'ouvrage se termine par un curieux rapprochement entre le monde évolué écologiquement et les civilisations anciennes saturées.

Paris 1974. Éditions Anthropos, 175 p., 25 F.

LA POLITIQUE DÉMOGRAPHIQUE DES PAYS DÉVELOPPÉS

UN recueil d'un intérêt considérable, dû, une fois de plus, à l'activité du Population Council, aux États-Unis, et de M. Gustave Harcourt, à Paris. La crise économique a malheureusement exercé ici ses dommages, de sorte que, sur les vingt-quatre pays de l'édition anglaise, dix seulement ont trouvé leur place dans l'édition française : Suède, Belgique, Roumanie, Canada, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, États-Unis et Union soviétique, ce qui exclut notamment l'Allemagne fédérale et l'Argentine, les deux extrêmes en natalité. Saluons, en revanche, la rapidité de perdition de l'édition française, livrée, sans doute, par la rédaction initiale, en français, de divers rapports.

Ces dix textes ont été conçus de façon très différente ; les uns s'appuient sur une évolution historique de la population du pays, d'autres insistent sur la politique ou les résultats actuels ; tous, ou à peu près, signalent qu'il n'y a, dans leur pays, aucune politique volontaire conçue à des fins démographiques, mais un ensemble de lois, propres à des domaines divers, et parfois contradictoires dans leurs effets sur la population.

Les rédactions sont antérieures à la nouvelle base de natalité de ces deux dernières années dans la plupart des pays, mais aucune législation ne semble avoir été influencée de ce fait.

Les chapitres consacrés à la Belgique (Louis Tohé-Toré) et au Canada (J. Henrpin et H. Gauthier) font mention de la dualité culturelle et celui de l'Italie (M. Livi Bacci) de la dualité Nord-Sud. Pour les États-Unis (Ch. F. Westoff) et la Grande-Bretagne (John Simons), nous retrouvons les débats et animés énoncés passionnés des dernières années.

Le texte qui répond le mieux à l'objet de l'ouvrage est celui de M. J. Bourgeois-Pichat, pour la France. Bien des Français, même très avertis, y trouveront une documentation précieuse et introuvable, sans de dures recherches.

Signalons enfin l'extrême prudence de M. Dimitri I. Velentz, qui, pour l'Union soviétique, lit plutôt un cours de doctrine qu'un exposé de fait.

1974. The Population Council New York. Édition française, 15, rue Mesnil, Paris, 392 p., 32 F.

Jean Weiler

LA BALANCE DES PAIEMENTS

LA balance qui inspira Jedis un poème à un banquier contemporain, académicien de surcroît, est décriée ici dans ses racines les plus complexes, en termes amples, dépourvus de lyrisme, au profit de la touche juste. Cette troisième édition d'un manuel, qui devient un classique, est mise à jour, en chiffres et en concepts. Signalons notamment l'optique des comptes de la nation (où les importations, ce passif redouté, sont évidemment comptées parmi les ressources, tandis que les exportations constituent une façon de les employer), la nomenclature du F.M.I. et la chapitres sur les transferts et l'aide internationale.

Souhaitons non seulement trouver, dans la prochaine édition, des vues plus étendues sur le système socialiste du C.A.E.M. et sur les théories de l'échange inégal, mais, dans l'immédiat, voir une large diffusion de ce recueil qui concerne l'ensemble le plus affligé dans le domaine, pourtant riche, de l'ignorance de l'opinion en matière économique.

P.U.F. collection « Que sais-je ? », 126 p., 5,50 F.

Pierre Pascalon

LA PLANIFICATION DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

PRÉFACE de grande portée, qu'on eût souhaité plus importante encore, où l'ancien commissaire trouve cependant le moyen de donner des vues pertinentes sur la politique des revenus, les commissions royales britanniques, le club de Oskar, etc., et aussi le soul de la minorité, sans aller cependant jusqu'à proposer les deux (ou trois) plans, économiquement cohérents.

Après le traditionnel coup de pied au libéralisme, libérateur de consciences, P. Pascalon ouvre sur la naissance de l'idée de planification en France (néa non sous la Résistance, comme il est dit, mais dix ans plus tôt) et fait un historique fort opportun, plan par plan, introuvable ailleurs, complétés par une bibliographie.

La programmation formalisée (plan rationnel) n'a été introduite qu'en 1967, pour le VI^e Plan, encore en cours, sous la forme du modèle Fifi, aux mille six cents équations (et non encore linéaire, contrairement à son nom), bien schématisé en deux diagrammes. Les rapproches portés contre lui ne sont, en fait qu'une critique, bien classifiée, contre le capitalisme, dans son mode de financement des investissements.

Après cette première partie sur l'élaboration du plan, vient le compte sur son exécution, qui aurait mérité, elle aussi, une critique plus sérieuse de l'appareil statistique.

Les exposés techniques, qui ne cherchent jamais refuge dans l'abstrait, sont complétés, ici ou là, par

des vues orientées au juste point, telles que les difficultés des syndicalistes, placés d'emblée dans un milieu de culture différente ou insuffisance d'information que au « secret des affaires ». Ce sujet aurait mérité davantage, bien davantage.

La lacune fondamentale de la méthode, comme de l'ouvrage, porte sur l'emploi (terme employé à propos des ressources, bien plus qu'à propos des hommes). Tableaux, diagrammes, modèles, ne font jamais appel qu'à la notion générale de « main-d'œuvre » ou de « marché du travail », stérilement globaliste. Diogène chercherait en vain un homme. Faut-il, devant cette omission du phénomène fondamental qui est la diversité des professions et des demandes, s'étonner de la persistance et de l'accroissement du chômage dans les pays occidentaux ?

Paris 1974. Éditions Mouton. Collection « Droit et sciences économiques », 180 p., 38 F.

Samir Amin et Kostas Vergopoulos

LA QUESTION PAYSANNE ET LE CAPITALISME

DEUX parties très inégales en dimension : la première, de l'économiste ar-égyptien, traite de la domination de l'agriculture par le capitalisme, sous le titre de Capitalisme et la route foncière, tandis que la seconde a révisé dans le titre curieux de Capitalisme difforme. Si difficile est le tâche, comparée à la condamnation du capitalisme industriel, que les contradictions ne font pas défaut, parfois entre deux pages peu éloignées, ce qui n'est pas à proprement parler un reproche, dans un tel domaine.

Le mérite essentiel du premier texte, qui enlève un peu trop de portes béniées, est l'exposé, trop bref, de la théorie de Chayanov, peu connue en France et qui, au moins, le mérite de la jeunesse. C'est malheureusement au moment même où le matière devient consistante et prometteuse, où il est question de l'avenir de l'Afrique, que le texte tourne court, en prêtant à un article d'un anonyme britannique de sombres intentions, propres à permettre l'anathème final, qui aurait tout au moins mérité d'être explicité.

Vous m'offrez un bouquet quand j'espérais des crèmes. « Une revanche nous est due par le maître. Des économistes des pays jeunes, n'evons-nous pas le droit d'attendre des vues prospectives et créatrices ? Plus poussées et plus saines sur l'observation (diverses séries de longue période, dont celles de A. Marc) est l'analyse de M. K. Vergopoulos. Nous retrouvons, bien sûr, Marx, critiqué dans les formes protocolaires, mais de plus proches disciplines, notamment les riches doctrines soviétiques des années 20 (Prokajanski, en particulier) et aussi de nombreux non marxistes, de L. Walras à S. Kuznets.

Cette analyse subtile présente cependant d'inevitable divergences, notamment à propos de la hausse de la terre agricole (peut-être l'érosion monétaire n'e-elle pas été sans influence ?) et de la fiscalité, traitée sommairement, sur un exemple unique et peut-être à contre-temps.

Si riche est le domaine agricole économique qu'un analyse ne soit disant volontiers qu'il y a « à boire et à manger ». Le menu, en effet, est varié à souhait. Mais comme conclut K. V. : « La terre, dans le système social capitaliste, se présente comme un élément de perversion. » Est-il absolument impossible de supprimer le mot « capitaliste » ?

Paris 1974. Éditions Anthropos-Idem, 235 p., 33 F.

Le déficit des finances publiques allemandes

(Suite de la page 15.) C'est, en tout cas, l'objectif visé par le programme conjoncturel de relance adopté le 12 décembre dernier par le gouvernement fédéral qui prévoit une prime de 7,5 % pour les investissements privés.

Pour 1975 le déficit des finances publiques tournera autour de 48 à 50 milliards de DM (sans les postes et les chemins de fer). Compte tenu des avoirs de l'État fédéral et des Länder auprès de la Bundesbank qui seront mobilisés, l'endettement net devrait se situer aux environs de 43 milliards. Personne ne connaît cependant l'évolution exacte de la situation économique cette année et tous les experts ne sont pas convaincus que la reprise promise par le chancelier Schmidt pour l'été prochain aura bien lieu.

L'année dernière, la conjoncture a été sensiblement différente de celle prévue au milieu de 1974 quand le budget a été préparé ; la même erreur a été commise cette année. Les recettes ont été tout d'abord largement surestimées. De surcroît, deux autres éléments rentent bien incertaine toute prévision du déficit réel des budgets publics.

Les négociations salariales dans la fonction publique ne commencent que cette semaine. Or toute augmentation linéaire de un pour cent représente une

dépense supplémentaire de 1,5 milliard (y compris les chemins de fer et les postes). Les syndicats de la fonction publique revendiquent des hausses de salaires de l'ordre de 10 % tandis que le gouvernement voudrait simplement « maintenir » le pouvoir d'achat.

Le deuxième élément d'incertitude tient aux investissements des communes et des Länder dont le montant n'est pas encore connu avec précision. Avec un endettement de près de 9 milliards de DM cette année, les communes ont décidé de limiter la croissance de leurs investissements à 3 % en monnaie courante, ce qui correspond à une réduction en valeur réelle. Le gouvernement considère cette évolution avec une certaine inquiétude car la relance conjoncturelle qu'il souhaite doit s'appuyer sur les investissements des collectivités locales.

Le « bond en avant » de l'endettement en 1975 s'explique en partie par la perte de recettes liée à la réforme fiscale (environ 19 milliards de DM). Sans tenir compte de cette réforme, il reste encore un endettement d'environ 29 milliards. Les experts du ministère des finances estiment que jusqu'à 25 milliards l'endettement public est économiquement « neutre ». Au-delà, il a un effet expansionniste. Il sera financé pour une part par l'augmentation de la masse monétaire de la Banque centrale (« la planche à billets »).

teriori. Les responsables du budget fédéral reconnaissent eux-mêmes que le déficit à une grande composante structurelle. Ils avouent aussi qu'il est très difficile d'agir sur les budgets. Bien que les politiques de l'État fédéral et des Länder soient coordonnées au sein du « conseil de planification financière », le fédéralisme ne facilite pas les décisions douloureuses.

Comme le budget de tous les États modernes, celui de la République fédérale présente une grande rigidité. Les dépenses en personnel, les transferts sociaux, sont difficilement compressibles. Au niveau de la masse des investissements publics, l'État fédéral n'a qu'une influence très réduite.

Si le financement du déficit pour cette année est pratiquement assuré, il n'en va pas de même à partir de 1976. Une des hypothèses avancées la plus souvent à Bonn concerne une hausse modérée de la T.V.A. Prudemment, M. Apel a promis qu'il n'y aurait pas d'augmentation des impôts... en 1975.

DANIEL VERNET.

BANCO PORTUGUÊS DO ATLÂNTICO
A dater du 14 janvier 1975 la
BANCO PORTUGUÊS DO ATLÂNTICO
une grande Banque Portugaise au service de
l'Économie Française vous accueille
au cœur de PARIS dans sa nouvelle Succursale
FRANCE 5/7, rue Auber, 75009 PARIS Tél. 073.24.65

Un risque de conflit

La Bundesbank a prévu cette année une croissance de 8 %, soit environ 8 milliards de DM, en fonction d'une hausse des prix de 6 % et d'une hausse réelle du P.N.B. de 2 %. Avant le programme conjoncturel, la demande des différents agents atteignait ces 8 milliards ; avec le programme elle dépasse ce chiffre de près de 2 milliards.

La majeure partie de l'endettement public sera financé sur le marché des capitaux. En 1974, les responsables des finances ont craint le pire. Cependant, la puissance publique n'a pas pris la place des autres agents sur le marché financier mais a compensé leur réserve. A partir du deuxième semestre, la tension s'est relâchée. La Bundesbank a assoupli sa politique de l'argent et rare et cher » et a baissé par deux fois le taux de l'escompte d'un demi-point.

En 1975, on considère que la demande des investisseurs privés sur le marché financier restera mesurée. Le secteur

du bâtiment, qui assure ainsi 70 % de son financement, devrait diminuer ses investissements de 10 milliards de DM. L'État vient de placer un emprunt de 600 milliards de DM portant un intérêt de 8,25 % pendant huit ans. Ces conditions étaient inhabituelles voilà seulement quelques mois.

La Bundesbank n'en écrit pas moins dans son dernier mensuel que le déficit budgétaire aura « des effets haussiers expansionnistes » et que le risque d'un « conflit avec les objectifs conjoncturels d'abaisser les taux d'intérêt pour encourager les investissements privés » n'est pas exclu. Pour M. Abel, ministre fédéral des finances, le déficit de cette année est un contraste en parfaite concordance avec la politique économique du gouvernement.

Il n'en demeure pas moins que les explications par les effets anti-cycliques de l'endettement public apparaissent souvent comme des justifications à pos-

LE MENSUEL DE L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE
ECONOMIA
de janvier EST PARU
Au sommaire de ce numéro
UNE INTERVIEW EXCLUSIVE : LES CONFIDENCES DU PATRON DE L'OPEP
Dossier transports aériens : la folle des grandeurs
Cuba et la crise du sucre : pourvu que ça dure !
Benjamin Speck : cet Américain qui a ôlé des millions d'enfants
A la veille des négociations Gatt : veut-on encore ouvrir les frontières ? ...et toutes les chroniques habituelles.
dans tous les kiosques 5 F.

مكتبة من الأصل

Division et radiodiffusion
LUNDI 13 JANVIER
MARDI 14
Le PAIN NOIR
Une grande fresque
romanesque publiée
en deux volumes aux
Éditions Robert Laffont

INFORMATIONS PRATIQUES ARTS ET SPECTACLES

DE DE L'ECONOMIE d'Alfred Sauvy

DE DE L'ECONOMIE d'Alfred Sauvy... (Vertical text on the left margin)

LES DO ATLANTICO

LES DO ATLANTICO

LES DO ATLANTICO

LES DO ATLANTICO

LES DO ATLANTICO

LES DO ATLANTICO

LES DO ATLANTICO

LES DO ATLANTICO

LES DO ATLANTICO

Télévision et radiodiffusion

LUNDI 13 JANVIER

- CHAINE I: TF 1
19 h. 45 Feuilletton: Chéri-Bibi.
20 h. 35 Théâtre: "L'Amant de madame Vidal"...

"Le Monde" publie tous les samedis...

- CHAINE III (couleur): FR 3
19 h. Pour les jeunes: L'île aux enfants.
19 h. 40 Tribune libre: le judaïsme.

LE PAIN NOIR

Une grande fresque romanesque publiée en deux volumes aux Editions Robert Laffont

MARDI 14 JANVIER

- CHAINE I: TF 1
12 h. 30 Variétés: Midi première.
18 h. 40 Pour les petits: Pierrot.
19 h. 50 Pour les jeunes: Banana Split.

- CHAINE III (couleur): FR 3
19 h. Pour les jeunes: L'île aux enfants.
19 h. 40 Tribune libre: Maurice Duverger.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1048

Grid for crossword puzzle with numbers 1-9 and letters I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI.

Solution du problème n° 1048
Horizontalement: I. Essaim; En - II. Locataire.

Journal officiel
Sont publiés au Journal officiel du 12 janvier 1975

Cinéma

"Terreur sur le Britannic", de Richard Lester

A l'heure où le film-catastrophe est en passe de devenir un genre cinématographique...

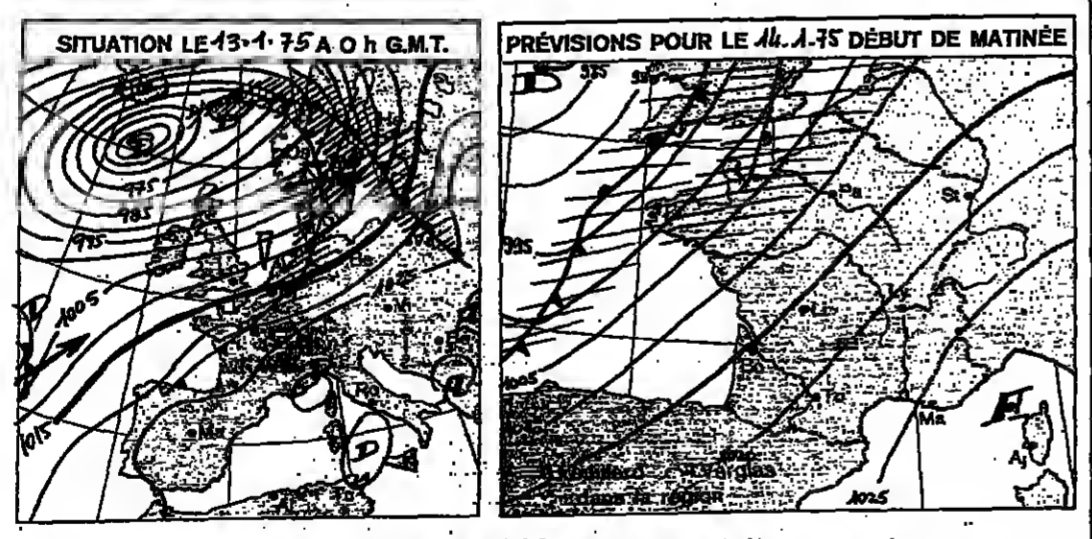
Musique

CRÉATION A METZ

"LE JOURNAL D'UN FOU" de Pierre Ancelin

Même si cela peut emporter la décision d'un directeur de théâtre...

MÉTÉOROLOGIE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars... Front chaud, Front froid, Front occlus

DVORAK, BERG, HINDEMITH par l'Orchestre de Paris

Le Monde SERVICE DES ABOUNNEMENTS 2527 PARIS - CEDEX 09 - C.C.P. 4297-23

La musique est un bien curieux langage: écrite avec des notes...

An centre de ce programme, un joyau: Der Welt (1929) d'Alban Berg...

ARTS ET SPECTACLES

Culture

JACQUES ÉCHANTILLON DIRIGERA LE CENTRE DRAMATIQUE DE CARCASSONNE

Le metteur en scène Jacques Échantillon vient d'être nommé, par le secrétaire d'État à la culture, M. Michel Guy, directeur du centre dramatique du Théâtre du Midi, où il succède à M. Jean Deschamps. Installé à Carcassonne, le Théâtre du Midi anime divers festivals en été, notamment à Colloure, à Sète et à Carcassonne. Jacques Échantillon a fait ses débuts de metteur en scène il y a quatre ans, au Théâtre La Bruyère, avec une pièce de Marcel Achard. Voulez-vous jouer avec mod. Il a ensuite monté plusieurs spectacles, dont les *Fourberies de Scapin* à la Comédie-Française.

Au cours d'un déplacement, dimanche, à Saint-Jean-Cap-Ferrat, M. Michel Guy a confirmé, d'autre part, le départ de M. Gabriel Monné du théâtre de Nice, consécutif à un différend avec M. Jacques Médéric, député, maire de Nice, et annoncé que M. Jean-Pierre Bisson avait été désigné pour le remplacer.

MORT DU TÉNOR MAX LORENZ

Le ténor Max Lorenz est mort samedi à Salsbourg, à l'âge de soixante-trois ans. Il avait débuté à Dresde en 1886 et avait ensuite été engagé par les Opéra de Berlin et de Vienne. Il s'était rendu célèbre par ses interprétations des grands rôles wagnériens, notamment au Festival de Bayreuth. Il avait pris sa retraite en 1962 et demeurait des années à l'académie de musique de Salsbourg.

Télévision

LES INVITÉS DU WEEK-END

Il y a eu plein de gens chez nous pendant le week-end. Un défilé permanent. A peine le temps de desservir samedi et ils sont arrivés. Ils se bousaillent, ils se relayent, les Lancelotti, les Guy Lux, les Boullier, les Bellemers, les Drucker, les Roland, les Tchermis. Très gentils, notez, très attentionnés. Ils avaient peur qu'on s'ennuie, qu'on se sente assailli, ils viennent nous distraire, nous donner de leurs nouvelles. Léon Zitrone en particulier, littéralement transformé par son passage à R.T.L. — il amenait des jeux, des disques, des amis, des films. Et, après le départ des semaines passées, on était tout content, tout étonné. Un peu soulagé cependant. Quand est arrivé le dimanche soir, je n'avais qu'une envie : leur abandonner l'appartement et aller dîner seule au bistrot du coin.

Personnaliser ainsi les émissions, c'est une niche idée. De temps en temps. Pendant trente-six heures d'affilée, franchement c'est trop. D'autres qu'elles étaient toutes de pure distraction — gal, amusez-vous, — Z. — excepté et les impressionnistes

Fresnay, une dernière fois

Pas un grand seigneur, à la Jovet; et peut-être pas non plus un grand bonhomme, comme l'était Brasseur, mais un « monsieur », ce Fresnay que ses amis de Guyotville guère de son vivant et que l'on hésitait longtemps à classer dans nos mémoires. Cette voix, lente à distiller le bon mot ou le trait qui déséquilibrait la phrase et remaniait les syllabes ou l'avait dans l'orbite. On croyait connaître son registre : grave, senti, pensif, définitif. Mais les documents, en trois jours, sont venus brouiller les cartes : Fresnay pince-sans-rire se prenant pour Musset devant les élèves du lycée Henri-IV (vendredi matin sur France-Inter), Fresnay impérial, disertant aux actualités de TF 1 sur son métier d'acteur (« Le jour où je n'aurai plus que des succès, je me sentirai fini »),

servi en dernier. Rian d'inédit au demeurant, ou pas grand-chose. « La Une », pardon : « Samedi est à vous » Monsieur cinéma, Le défi. La caméra au point, Sports et variétés, allés Sport en tête, Cadet Rousselle, rapatriés Système 2. On nous a servi les restes de l'ex-O.R.T.F., à une autre heure, ou sous un autre nom.

Quelques nouveautés cependant. Et, d'abord, les samedi après-midi de Michel Lancelotti, destinés aux jeunes de seize à vingt-quatre ans, sur Antenne 2. Bonne ambiance, très détendue, très décontractée : on se balade, on bavarde sur le plateau entre soi. Quand on nous parle, é nous, c'est le plus souvent par-dessus l'épaule, de dos. Et bonne initiative : ainsi la présentation de ces dessins animés, de ces bandes dessinées de l'école suisse, ou ce court métrage sur les Rolling Stones. D'autres moins heureuses : je pense à l'interminable séquence d'un burlesque laborieux sur le psychanalyste, l'excellent petit sketch du début, un D.S. sur le divan, malheureusement suivi d'interminables, d'assomantes parties. Bonne occasion d'appuyer sur le bouton pour un plongeon dans le fantastique du « Sixième sens » sur la chaîne 6 et 3.

J'ai trouvé constamment ce « Banc public » installé le même soir sur la même chaîne par José Artur et Pierre Boullier dans un décor de plaines vertes, de tonnelles et de tables de jardin, échange de propos oiseux, déboulés, entrecoupés de rires ou d'airs de guitare. A côté de ça, Chancel et même Bourvart font figure de génies.

CLAUDE SARRAUTE.

LE PUBLIC DU « CINÉ-CLUB »

(Suite de la première page.)

Pour Costa-Gavras, il faudrait que la télévision paie mieux — c'est à côté 220 000 F à TF 1, alors que le télévision allemande l'a acheté 500 000 F, et que les chaînes des États-Unis ont payé 2 500 000 F pour sa diffusion — si elle ne veut pas se résoudre à passer moins de films. La télévision pourrait également collaborer plus étroitement avec le cinéma : Costa-Gavras a avancé, à ce propos l'exemple des bénéfices que le film Z a rapporté à l'Algérie. Pour avoir décollé trop tard leur mouvement, les professionnels du spectacle risquent d'ailleurs de mener un combat d'arrière garde. Les péchés étaient connus depuis le mois de juillet à l'occasion du débat parlementaire sur la réorganisation de la radio-télévision : le réalisme n'a fait que confirmer ces appréhensions. Les obligations des nouvelles sociétés de programmes télévisés ont été fixées par la loi, et par la voie réglementaire sous la forme de cahiers des charges. Les textes concernant le cinéma ont fait l'objet d'une longue concertation avec le Centre national de la cinématographie : le résultat principal a été d'augmenter la cotisation de la radio-télévision au fond de soutien et la diminution (de cinq à quatre par semaine) du nombre des films de FR 3.

L'essentiel du conflit actuel provient de l'organisation des soirées du vendredi à la télévision où, en vertu des règles de concurrence, chacune des trois chaînes propose un film : TF 1, en ouverture de ses « dossiers », à 20 h. 30 ; FR 3, à la même heure, avec un film « de plein air » ; A 2, en fin de soirée, avec le « ciné-club », qui a été avancé de deux jours, mesure fort bien accueillie par le public, qui déplorait de devoir se coucher et le dimanche soir.

On ne trouve aucun obstacle dans les textes, conçus à la demande des professionnels du spectacle eux-mêmes, pour protéger les soirées « fortes » des exploits de cinéma, le mardi — où FR 3 ne diffuse pas de film — et le samedi, où tout produit du grand écran est interdit sur le petit. C'était ignorer pour une grande part les nouvelles habitudes du public — en particulier celui qui choisit, qui va au théâtre ou dans les salles d'art et d'essai, du quartier latin par exemple — un public dont le soir de sortie est de plus en plus souvent le vendredi. Un public qui est, aussi, celui du ciné-club.

Dans les cahiers des charges Les rapports spectacle-télévision sont codifiés par les cahiers des charges des sociétés de programmes : ceux-ci reprennent en particulier, le texte des chartes conclues avec le secrétariat à la culture et précisent les missions spécifiques de FR 3, « chaîne du cinéma ».

LES ACCORDS AVEC LE SECRÉTARIAT À LA CULTURE Le secrétariat d'État à la culture a signé des accords avec les différentes sociétés de radiotélévision sur les retransmissions dans les domaines du cinéma, du théâtre et de la musique.

CINÉMA : TF 1 et A 2 diffuseront cent cinquante films par an ; FR 3, deux cent huit films. Cinquante pour cent seront des productions françaises. La participation des chaînes au fond de soutien du cinéma, fixée à 5 millions depuis 1972, passe à 11 millions à partir de 1975 pour atteindre 20 millions en 1978.

THÉÂTRE ET MUSIQUE : les deux premières chaînes retransmettent annuellement, sur leurs fonds propres, quatre spectacles dramatiques, deux spectacles lyriques et un spectacle chorégraphique. La liste de ces spectacles est proposée par le secrétariat d'État à la culture. A ces retransmissions s'ajoutent cinq spectacles pour TF 1 et A 2, coproduits à 30 % par le secrétariat.

LES MISSIONS PARTICULIÈRES DE FR-3 Aux termes du cahier des charges de FR 3, « la Société nationale doit consacrer au cinéma, à son histoire, à sa programmation et à la diffusion de films une partie importante de ses programmes. »

La Société nationale programmera quatre films par semaine. Les films cinématographiques de long métrage seront pas être diffusés le samedi toute la journée ni le dimanche avant 20 h. 30.

La Société versera au fonds de soutien au cinéma une somme qui, fixée par les dispositions annuelles du cahier des charges, sera calculée par analogie avec la taxe additionnelle sur le prix des places de cinéma. Elle comprendra une part forfaitaire et une part variable selon le nombre des films diffusés. (Art. 30.)

Exception faite des films de caractère « ciné-club » présentés après 22 h. 30, les films cinématographiques de long métrage diffusés par la société seront pour la moitié ou moins des films français ou des coproductions à participation étrangère majoritairement française réalisées par l'O.R.T.F., devront être réalisées à ce crédit et s'ajouter à la dotation annuelle.

Au cas où la société diffuse une proportion de films d'origine étrangère ou de coproductions à participation étrangère majoritairement française, elle est tenue de verser au fonds de soutien au cinéma une somme supplémentaire fixée par les dispositions annuelles du cahier des charges. Les ressources que produiront ces coproductions, ainsi que celles résultant des coproductions réalisées par l'O.R.T.F., devront être affectées à ce crédit et s'ajouter à la dotation annuelle. (Art. 31.)

La Société nationale consacrera aux achats et coproductions de films de court métrage une somme fixée par les dispositions annuelles du cahier des charges. Les ressources que produiront ces coproductions, ainsi que celles résultant des coproductions réalisées par l'O.R.T.F., devront être affectées à ce crédit et s'ajouter à la dotation annuelle. (Art. 32.)

10 RÉCITALS EXCEPTIONNELS

Nice Productions et Télérama présentent **scivell** Location ouverte aux guichets du Palais des Sports de 12 h 30 à 19 h 30, aux 3 FNAC, et dans les Agences. EUROPE 1

BLANC

Blanc, couleur, coton ou synthétiques, nappes ou rideaux, chemises ou mouchoirs, nos objectifs : LA QUALITÉ, LES PRIX !

LA FEMME TEE-SHIRT coton et viscose imprimé 15 F le SLIP assorti 5 F CHEMISE de NUIT courte ou longue, polyester mélangé, imprimé 20 F CHEMISE de NUIT maille polyamide 30 F	L'ENFANT SERVIETTE éponge coton à dessins couleurs avec GANT assorti. 22 F CAPE éponge coton, garnie gaon brodé, bavette assortie. 42 F	LAMAISON Exclusivité DAMEROSE SERVICE DE TABLE imprimé polyester et modal polynosic. ø 175 cm - 6 couvertures. 140 F Exclusivité DAMEROSE "Cassis" DRAP coton imprimé. 180x290 64 F 240x310 86 F la taie 20 F le traversin 43x190 26,50 F	COORDONNE EPONGE coton jacquard. la serviette 15,50 F le gant 2,75 F le drap 42 F le peignoir 145 F "Prêt à poser" PANNEAUX (polyester et lin) avec entre-deux macramé, cinq largeurs, quatre hauteurs, exemple 300x245 100 F MOUCHOIR linon coton imprimé. 3 F
---	--	---	--

AUX TROIS QUARTIERS

ODEON

THEATRE NATIONAL

une nouvelle pièce de Jean-Claude Grumberg

mise en scène J.P. VINCENT

en r'venant d'Expo

5-7-13-19-25 F. Location 325,70 32 et Agences

LE BALLET DE L'OPERA

DU 28 JANVIER AU 8 FEVRIER 1975

LE FILS PRODIGE SYMPHONIE INACHEVÉE

BOLERO L'OISEAU DE FEU

LOCATION PAR CORRESPONDANCE

RETOURNER CE BON AU PALAIS DES SPORTS - Porte de Versailles - 75015 PARIS

NOM
ADRESSE
LOCALITE
DEPT
TELE
PLACES
PREX

Location par téléphone entre 11 et 18 h : 532-41-29 ou 250-79-80.

VOTRE TABLE AUJOURD'HUI

LOUIS XIV 218-34-54 2, bd Saint-Denis, 75001, P. mardi.	Tout les coquillages et crustacés, Tartar grillé sauce montarde. Omelette ravigote aux pralines, petits fours frais. Bourgogne 70 à 100 F. Visc.
LE MERCURE CALANTE 749-82-08 15, rue des Fêtes-Champs, 75001.	Pois de cassard frais maison. Escalope de saumon au Noilly. Carré d'agneau aux herbes. Fromages, Millefeuilles breuvés. Café, 60 F. Visc.
LE SOUFFLE 258-21-39 36, rue Maréchal, 75001, P. dimanche.	Fricassée de lapin aux pruneaux. Rôti de lièvre St-Hubert. Mignon de boeuf Beauregard. Les Soufflés. Vin de Cahors. 30 à 60 F. Visc.
RELAYS NORMAND 606-92-07 22 bis, rue d'Orléans, 75014, P. d. et s.	Terr. de volaille maison. Suprême de barbe d'epoque. Tripes maison mode de Caux. Mousse chocolate, 1/2 Crû. Maiti. 65 F. Prix ord.
LE LAGOON 306-41-28 123, rue de Sèvres, 75006.	Exceptionnel à Paris, Restaurant, piscine, bar, cadre exotique. 4 Grands Chefs : France, Inde, Am. Antilles, et leur spécialités. 50 F. Visc.
LE PORT DU SALUT + 033-32-03 Parking, 163 bis, rue Saint-Jacques, 75014, P. lundi.	Soupe de poissons à la rouille, Calottes aux raves et fole gras. Banane de Fraçoise. Côté du Rhône Dubeuf. Dîner/spectacle. 85 F. Visc. Avec P. Dacta, Lafleur, J. Hébrard, et tout un programme.

مكتبة من الأصل

cinémas

AVENTURE DES HOMMES

DAMIEN

MERS AUSTR

Palais des Sports

Porte Maillot

758 22 03 et 22 04

du mardi au dimanche de 12h30 à 19h

du mardi au dimanche de 10h à 19h

صكرا من الاصل

SPECTACLES

C DU CINE-CLUB

Le club de cinéma propose une programmation riche et variée...

cahiers des charges

Les cahiers des charges pour la sélection des films...

SANS PARTICULIERES DE FR

Texte publicitaire ou administratif sur la page de gauche.

JOURD'HUI

Texte publicitaire ou administratif sur la page de gauche.

théâtres

Les salles subventionnées

Comédie-Française, 20 h. 30 : Prométhée de Molière...

Les autres salles

Comédie-Caumartin, 21 h. 10 : Boëlge-Boëlge...

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : De toute façon...

Les cafés-théâtres

Arlecchino, 20 h. 45 : Dernier de l'été...

cinémas

Les films margués (*)

Interdit aux moins de 16 ans...

La cinémathèque

Rue d'Ulm, 10 h. 30 : Cabiria...

Les exclusivités

ANNA ET LES LOUPS (Esp. v.o.)...

APPORTER-MOI LA TÊTE D'ALFONSO GARCIA

Paradoxe-Opéra, 9 h. 30 : Alfonso Garcia...

LE CHAUD LAPIN (Fr.)

Montparnasse-Opéra, 9 h. 30 : Le chaud lapin...

GRAND THÉÂTRE

ELLE LUI DIRAIT DANS L'ILE...

AVENTURE DES HOMMES

présente un film inédit en couleurs...

DAMIEN

ICEBERGS ET MERS AUSTRALES

Salle de la Mutualité, 12, 14, 16, 18, 20 janvier...

Lundi 13 janvier

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes...

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES

704-70-20 (liges groupées) et 727-42-34

Le music-hall

Alcazar, 23 h. : Paris-Broadway...

La danse

Nonveau Carré, 20 h. 30 : Ballet-lyrique...

Les concerts

Odeon, 18 h. 30 et 21 h. : Ensemble de 2m de Champagne...

Jazz et pop

Théâtre Montferrand, 20 h. 30 : Jacques Berrocal...

LES FILMS NOUVEAUX

MECANICA NACIONAL, film mexicain de Luis Alvarado...

TERREUR SUR LE BRITANNIC, film américain de R. Lester...

LA COUSINE ANTOINETTE, film français de Jean-Claude Cocteau...

LA JEUNE FILLE ASSASSINEE (Fr.), film américain de Robert Altman...

LE LOUP DES STEPPES (Fr.-Sué.), film de Jean-Claude Cocteau...

LA CITE DU SOLEIL (It. v.o.), film de Jean-Claude Cocteau...

LA CITE DU SOLEIL (It. v.o.), film de Jean-Claude Cocteau...

LA CITE DU SOLEIL (It. v.o.), film de Jean-Claude Cocteau...

LA CITE DU SOLEIL (It. v.o.), film de Jean-Claude Cocteau...

LA CITE DU SOLEIL (It. v.o.), film de Jean-Claude Cocteau...

LA CITE DU SOLEIL (It. v.o.), film de Jean-Claude Cocteau...

LA CITE DU SOLEIL (It. v.o.), film de Jean-Claude Cocteau...

LA CITE DU SOLEIL (It. v.o.), film de Jean-Claude Cocteau...

LA CITE DU SOLEIL (It. v.o.), film de Jean-Claude Cocteau...

LA CITE DU SOLEIL (It. v.o.), film de Jean-Claude Cocteau...

LA CITE DU SOLEIL (It. v.o.), film de Jean-Claude Cocteau...

MES PETITES AMOUREUSES (Fr.)

Evreux-Ligolac, 9 h. 30 : Mes petites amoureuses...

LE RETOUR DU GRAND BLOND

Paris, 9 h. 30 : Le retour du grand blond...

HOBIN DES SENS (A. v.o.)

Evreux-Ligolac, 9 h. 30 : Hobin des sens...

LES FILLES DE LA MARIÉE (Jap. v.o.)

Evreux-Ligolac, 9 h. 30 : Les filles de la mariée...

LES FILLES DE LA MARIÉE (Jap. v.o.)

Evreux-Ligolac, 9 h. 30 : Les filles de la mariée...

LES FILLES DE LA MARIÉE (Jap. v.o.)

Evreux-Ligolac, 9 h. 30 : Les filles de la mariée...

LES FILLES DE LA MARIÉE (Jap. v.o.)

Evreux-Ligolac, 9 h. 30 : Les filles de la mariée...

LES FILLES DE LA MARIÉE (Jap. v.o.)

Evreux-Ligolac, 9 h. 30 : Les filles de la mariée...

LES FILLES DE LA MARIÉE (Jap. v.o.)

Evreux-Ligolac, 9 h. 30 : Les filles de la mariée...

LES FILLES DE LA MARIÉE (Jap. v.o.)

Evreux-Ligolac, 9 h. 30 : Les filles de la mariée...

LES FILLES DE LA MARIÉE (Jap. v.o.)

Evreux-Ligolac, 9 h. 30 : Les filles de la mariée...

LES FILLES DE LA MARIÉE (Jap. v.o.)

Evreux-Ligolac, 9 h. 30 : Les filles de la mariée...

LES FILLES DE LA MARIÉE (Jap. v.o.)

Evreux-Ligolac, 9 h. 30 : Les filles de la mariée...

LES FILLES DE LA MARIÉE (Jap. v.o.)

Evreux-Ligolac, 9 h. 30 : Les filles de la mariée...

LES FILLES DE LA MARIÉE (Jap. v.o.)

Evreux-Ligolac, 9 h. 30 : Les filles de la mariée...

LES FILLES DE LA MARIÉE (Jap. v.o.)

Evreux-Ligolac, 9 h. 30 : Les filles de la mariée...

PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES vs PUBLICIS MATHIGNON vs PUBLICIS ST-GERMAIN vs PARAMOUNT OPERA 2 vs MAX LINDER vs MOULIN ROUGE vs PARAMOUNT MONTPARNASSE vs PARAMOUNT ORLÉANS vs PARAMOUNT Gobelins vs PARAMOUNT MAILLOT vs LUX BASTILLE vs PUBLICIS SOFITEF vs

ROGER MOORE JAMES BOND 007



PARAMOUNT La Varenne vs PB Cergy vs LES FLANDES Sarcelles vs MELIES Montreuil vs ULLS Orsay vs GARREFOUR Pantin vs PALAIS DU PARC Le Perreux vs ARTEL Rosny vs CYRANO Versailles vs PUBLICIS Orly vs BUXY Val d'Yvettes vs HOLLYWOOD Enghien vs PUBLICIS Defense vs TRIANON Drancy vs

Une atmosphère de roman noir américain et la violence de Chester Himes racontent le désespoir latent du monde marginal de David Goodis.

CATHERINE DENJEVE BERNADETTE LAFONT



LES FILMS NOUVEAUX

LES FILMS NOUVEAUX

MECANICA NACIONAL, film mexicain de Luis Alvarado...

TERREUR SUR LE BRITANNIC, film américain de R. Lester...

LA COUSINE ANTOINETTE, film français de Jean-Claude Cocteau...

LA JEUNE FILLE ASSASSINEE (Fr.), film américain de Robert Altman...

LE LOUP DES STEPPES (Fr.-Sué.), film de Jean-Claude Cocteau...

LA CITE DU SOLEIL (It. v.o.), film de Jean-Claude Cocteau...

LA CITE DU SOLEIL (It. v.o.), film de Jean-Claude Cocteau...

LA CITE DU SOLEIL (It. v.o.), film de Jean-Claude Cocteau...

LA CITE DU SOLEIL (It. v.o.), film de Jean-Claude Cocteau...

LA CITE DU SOLEIL (It. v.o.), film de Jean-Claude Cocteau...

LA CITE DU SOLEIL (It. v.o.), film de Jean-Claude Cocteau...

LA CITE DU SOLEIL (It. v.o.), film de Jean-Claude Cocteau...

LA CITE DU SOLEIL (It. v.o.), film de Jean-Claude Cocteau...

LA CITE DU SOLEIL (It. v.o.), film de Jean-Claude Cocteau...

IL ETAIT UNE FOIS A HOLLYWOOD



FRED ASTAIRE - BING CROSBY - GENE KELLY - PETER LAWFORD - LIZA MINNELLI - DONALD O'CONNOR - DEBBIE REYNOLDS - MICKEY ROONEY - FRANK SINATRA - JAMES STEWART - ELIZABETH TAYLOR

Peripherie: CYRANO VERSAILLES, ARTEL NOGENT

Texte publicitaire ou administratif sur la page de gauche.

ROLAND HUBERT en accord avec EDDY MAROUANI présente SERGE LAMA A PARTIR DU 15 JANVIER

DEMANDES D'EMPLOI	La ligne La ligne T.E.	
OFFRES D'EMPLOI	6,00	5,89
REPRESENTAT. : Demandes	15,00	17,02
Offres	30,00	35,02
Offres d'Emploi "Placards Encadrés"		
minimum 15 lignes de hauteur	36,00	42,08

ANNONCES CLASSEES

IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	24,00	28,02
AUTOS - BATEAUX	22,00	25,68
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	80,00	70,05
OCCASIONS	22,00	25,68

emploi internationaux

BIENS D'USAGE EN ALUMINIUM

Une entreprise allemande d'excellent renom, qui se consacre au traitement de l'aluminium et à la production de biens d'usage destinés à l'industrie, au commerce, à l'équipement et à toutes autres applications professionnelles.

Le DIRECTEUR de sa Société de Vente en France

qui assumera la responsabilité des ventes et des résultats pour l'ensemble du territoire français. Le futur siège de la Société sera situé dans la zone urbaine de Strasbourg. Le service des ventes, installé à Paris depuis plusieurs années, consacrera une activité de liaison.

Le candidat retenu pourra être Français ou Allemand. S'il est Allemand, il devra parfaitement posséder la langue française et être bien adapté aux usages commerciaux courants en France. Il devra, s'il est Français, posséder une connaissance suffisante de l'allemand pour pouvoir entretenir des contacts réguliers avec le siège. La personne retenue devra par ailleurs présenter des qualités d'énergie, être âgé minimum 30 ans. Sa formation sera en rapport avec la fonction et elle disposera d'une expérience de la vente permettant déjà de justifier sa qualification pour un poste de direction.

Nous prions les personnes intéressées par ce poste bien rémunéré, comme avantageux sous d'autres rapports, d'adresser leur candidature, en allemand ou en français, accompagnée de leur curriculum vitae, d'une photo ainsi que d'indications concernant le montant de la rémunération envisagée, et la date possible d'entrée en fonction, sous la réf. 1410, à notre Conseil d'Entreprise :

BAUMGARTNER + PARTNER
D 7828 BINDELZINGEN (R.F.A.) Bahnhofstr. 14.

Nous sommes un groupe pharmaceutique international désireux de développer les structures de nos filiales européennes.

Nous recherchons actuellement un

DIRECTEUR GENERAL adjoint

pour notre filiale anglaise.

La personne que nous recherchons doit avoir l'expérience du marketing. Être un homme d'action et connaître si possible l'industrie pharmaceutique.

Une totale discrétion sera assurée.

Adresser CV détaillé manuscrit, photo et références sous réf. 1342 à :

A.P.M.

GRUPE FRANCO-BELGE

RECHERCHANT une ACTIVITE MULTI-INDUSTRIELLE recherche pour ses sièges de PARIS et BRUXELLES

UNE (ou UN) RESPONSABLE DE HAUT NIVEAU

POUR SES RELATIONS PUBLIQUES

Le candidat idéal devrait disposer d'un degré d'instruction supérieure et d'une expérience en matière de diffusion, d'une bonne formation économique et financière, ainsi qu'une connaissance de l'environnement franco-belge.

Langue anglaise souhaitée et autre langue du Marché commun appréciée.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo sous n° 4223 à LEVI-FOURNAY, 5, cité Figeac, 75003 PARIS, qui transmettra.

INFORMATIQUE-CANADA

Une des premières compagnies de consultation recherche d'urgence

ANALYSTES PROGRAMMEURS PROGRAMMEURS

ayant un minimum de 3 ans d'expérience dans les applications commerciales connaissant les langages COBOL et/ou Assembler sous OS/DOS/MS-DOS de données (DBASE, IMS, DB/2, PL/I).

Lieu de travail : MONTREAL et QUEBEC

Notre personnel bilingue vit et travaille en français et en anglais.

Env. C.V. et photo sous n° 10.024 à B. TADTUMBER, 66, rue Pergolée, PARIS-19.

INGÉNIEUR AGRONOME

(formation agr., Vexallès ou équivalent)

recherché par société filiale du groupe PECHINEY-UGINE-KUHLMANN

Pour diriger centre de culture arboricole en Afrique francophone.

— Responsabilité étendue.

— Environnement humain et climatique très favorable.

DISPONIBILITÉS RAPIDES SOUHAITÉES.

Env. curricula vitae et photo sous n° 10.024 à B. TADTUMBER, 66, rue Pergolée, PARIS-19.

Société industrielle en pleine expansion recherche pour

AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE

CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS

Le candidat devra avoir 35 ans minimum, être diplômé de l'enseignement supérieur (Grande Ecole ou Université) et posséder de bonnes connaissances juridiques. Homme de contact et d'ouverture, il aura le goût des relations humaines et l'expérience de la négociation sociale.

Il sera responsable :

- de la gestion du PERSONNEL
- (90 expatriés, 600 Africains)
- des APPROVISIONNEMENTS
- commandes et réception du matériel
- gestion de stocks importants
- contrôle des expéditions
- de la COMPTABILITÉ générale et analytique ;
- gestion des budgets et suivi des prix de revient.

Logement famille - Voiture de fonction - Lettres Privilèges - Candidat à l'immigration ayant déjà occupé un poste analogue.

Envoyer C.V., photo et présentations à n° 87.841, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux comptes organisée en Cabinet de Groupe recherche pour compléter son bureau d'ABIDJAN

EXPERT COMPTABLE

DIPLOME OU MEMORIALISTE Plusieurs années d'expérience Etude indépendante, logement. Avantages en nature, situation d'avant, Association envisagée.

RÉVISEUR

confirmé DECS complet. Expérience de cabinet, situation d'avant.

Adresser cur. vitae manuscrit, photo et présent. à M. LOUVE, 21 bis, rue Lord-Syden, 75008 Paris. Téléphone : 358-68-73.

CHEF DE MISSION EN ALGERIE

INGÉNIEUR EN CHEF X, MINES, CENTRALE, A.M.

Age 30 ans minimum.

Fonctions : délégué et représentant en Algérie d'une société française connue dont le siège est à Paris. Coordination des ACTIVITÉS DE CONSULTANTS dans les sociétés Nationales Algériennes. Rémunération : importante, partie en France, partie en Algérie.

Expérience adéquate : direction d'une unité de Production de Services Généraux ou de Services d'Entretien ou de Conseil en Organisation. Fortes aptitudes intellectuelles, solides connaissances de gestion industrielle.

Qualités requises : autonomie, entente, présentation, sens des responsabilités, solides connaissances de gestion industrielle.

Env. avec C.V. et présentations, sous le numéro 9.349.

COFAP 40, rue de Chabrol / 75010 Paris 10.

FABRICANT

matériel et prix sans concurrence, recherche pour son implantation Européenne.

REPRÉSENTANT

introduit à l'échelle nationale chez les grossistes, charcutiers et ménagères. Il aura carte blanche pour son organisation et sera payé comme un Président-Directeur Général.

Envoyer C.V. Agence HAVAS - 89023 LILLE Céder sous référence AT 2340/AT 3440/L.

GRUPE INDUSTRIEL FRANC

(industrie alimentaire) recherche pour ses filiales en Belgique

CHEF COMPTABLE ANTILLES

titulaire B.P. ou G.T.S.

Situation d'avant de un groupe en expansion.

Une expérience similaire en métropole serait souhaitable. Salaires élevés. Voyages rétrocédés.

Envoyer C.V., photo et présent. à EDPH, n° 72, av. des Capucines, 75002 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

d'activités diverses recherche pour filiale en AFRIQUE DU NORD département industriel

INGÉNIEURS EXPERIMENTES

Env. C.V., photo et présentations n° 87.151, CONTESSE PUBL., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, q.t.

1 CHEF DES SERVICES COMPTABLES ET FINANCIERS

pour importante Société chargée de service public (formation SUP de CO ou DUES Comptable. Notions d'Internationale et connaissance plus G.C.M. appréciées).

Env. C.V., photo et présentations n° 87.261, CONTESSE PUBL., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, q.t.

Nous prions instamment nos abonnés d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

emploi régionaux

URGENT - SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE DANS MATÉRIELS ROULANTS MANUTENTION ET TRANSPORT

(3 lignes de produit) altuée à BERTIN (51), recherche pour développer et endurer service commercial export

CADRE ADMINISTRATIF (EXPORT)

Le candidat devra :

- posséder un sens commercial développé et esprit d'organisation ;
- posséder parfaitement l'ANGLAIS et l'ALLEMAND (parlé et écrit), notions ESPAGNOL souhaitées ;
- posséder une solide expérience sur les problèmes exportation, douanes, etc.
- posséder une expérience d'exportation ;
- Situation d'avant assurée pour candidat de valeur.

Adresser C.V. manuscrit, présentations, photo à : BRIMONT G.A., B.P. 3, SILLERY 81500 BILLY-LE-MONTAGNE.

FILIALE IMPORTANTE SOCIÉTÉ

Constructions métalliques spécialisée matériel OFFSHORE

recherche pour chantiers de montage Grand port Nord de la France

Ingénieur RESPONSABLE DE TRAVAU

Formation Ecole de soudure si possible Anglais souhaités.

Contremaitres DE SOUDURE

Excellentes références exigées Bonne rémunération Avantages sociaux.

Adresser C.V. détaillé à PUBLIPRESS (sous Références No 9637) 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris

LA GUILDE INTERNATIONALE DU DISQUE

Après avoir été spécialisée dans la vente de disques par correspondance, a diversifié son activité par la commercialisation de livres (Carnet du Bibliophile) et d'articles de loisirs (Protéoles). Actuellement, elle recherche pour son siège à EVREUX :

UN RESPONSABLE DE GESTION DES STOCKS

SA MISSION : définir les besoins à partir du plan de Marketing, suivre les statistiques de vente pour établir et modifier les programmes d'approvisionnement. Il sera en relation principalement avec les fournisseurs, le service entrepôt, le contrôle qualité, la gestion commerciale, le service informatique.

BON PROFIL : une expérience dans un poste similaire (plus particulièrement dans la vente par correspondance) ou dans un service d'activités commerciales serait appréciée ; la personnalité, l'aptitude à manier une équipe et à entretenir d'excellents contacts à tous niveaux seront aussi des facteurs essentiels de réussite.

Envoyer avec C.V. détaillé et présentations à : Mlle DEROLLE, G.I.D., B.P. 1.800, 27029 EVREUX.

DIRECTEUR D'USINE

La Société fabrique pour une clientèle fine appartenant à l'hôtellerie et à la restauration, des machines à café, des électrothermes de café des jeux vidéo.

Elle recherche pour son usine de BAUME LES DAMES (100 ha) un Directeur de plus de 35 ans, possédant une formation d'ingénieur et une expérience de direction d'usine.

Rémunération : 420.000 F.

Résidence possible à BESANCON.

26 Rue Maréchal - 75008 Paris - vous adressez une note d'information et un dossier de candidature sur simple demande référencée 422M

GRUPE FINANCIER

recherche pour sa filiale de HAUTE-SAVOIE distributeur exclusive de Marques Nationales de produits destinés aux collectivités.

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le salaire se situera être inférieur à 150.000 F.

Envoyer C.V. manuscrit et photo (retourné) : N° 91.890, PUBLICITE ROBERT SLAY, 181, rue Réaumur, 75002, PARIS qui transmettra.

Entreprise en expansion

recherche pour Service études et développement

1) UN INGÉNIEUR ELECTRICIEN pour équipement des engins de levage ;

2) UN INGÉNIEUR ARCHITECTE NAVAL pour études engins flottants ;

3) UN INGÉNIEUR HYDRODYNAMIEN pour études pompes centrifuges grosses capacités.

Pour ces trois postes, expérience industrielle de quelques années et connaitre anglais nécessaires.

Ecrire au : 157, S. N. P. HAVAS (B.P. 907), 75002 Roussé Cedex.

Entreprise en expansion

recherche pour Service études et développement

1) UN INGÉNIEUR ELECTRICIEN pour équipement des engins de levage ;

2) UN INGÉNIEUR ARCHITECTE NAVAL pour études engins flottants ;

3) UN INGÉNIEUR HYDRODYNAMIEN pour études pompes centrifuges grosses capacités.

Pour ces trois postes, expérience industrielle de quelques années et connaitre anglais nécessaires.

Ecrire au : 157, S. N. P. HAVAS (B.P. 907), 75002 Roussé Cedex.

Directeur Administratif et Financier

Home wear - Sports wear : nous fabriquons, nous diffusons. Des marques solides, bien implantées sur les marchés français et étrangers.

Nous recherchons notre Directeur Administratif et Financier. Directement rattaché au Président Directeur Général, il assurera l'ensemble de la gestion financière de l'Entreprise et les relations avec les banques.

Sous votre responsabilité : l'établissement des budgets, l'analyse des bilans, le suivi de la trésorerie, le recouvrement du crédit, l'administration du personnel et les procédures administratives en général.

Pour vous assister : les services comptables (général et analytique), un service informatique solide.

Diplômé E.S.C., D.E.C.S. ou équivalent, vous êtes de toute façon un professionnel expérimenté de la comptabilité et de la gestion au sein d'une Direction Financière. Vous désirez évoluer maintenant. Nous vous attendons. A 160 km au Sud-Est de Paris.

SÉLÉ CEGOS assurée une totale discrétion à l'égard de vos anciens employeurs. CV détaillé n° 2264, 33, quai Gallieni, 92153 Suresnes.

Constructeur français off-shore pétrolier

recherche

Responsable chantier off-shore

- Minimum 35 ans ;
- Réelle expérience de la conduite de chantiers off-shore ;
- Formation ingénieur ;
- Anglais courant indispensable.

Rémunération à la hauteur d'un poste à grandes responsabilités. Résidence Océan ou sa région. Pour tous renseignements complémentaires, écrire sous Réf. 72008 C.

DRES 11, Allée de la Roboterou 67000 STRASBOURG.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE ALIMENTAIRE

en forte croissance implantée en Alsace (Société Allemande) recherche pour un poste nouveau :

COORDINATEUR ADMINISTRATIF

Le profil :

- Homme, âgé de 27 ans minimum.
- Avoir acquis des responsabilités administratives, comptables et d'organisation ;
- Parfaitement allemand ;
- Sens des relations, ascendant naturel, capacité d'adaptation ;
- Une expérience dans la conserverie est souhaitée.

La Fonction :

- Assurer la coordination entre les différents services ;
- Assister la Direction par la mise en place et le suivi des informations de gestion ;
- Surveillance de l'exécution des travaux administratifs et comptables ;
- Rattaché directement au Responsable de la Société en France ;
- Devoir évoluer avec le développement de la Société et en fonction des compétences.

Env. C.V., photo et rémunér. actuelle, réf. 74.596, à **ROLAND BERGER GREP**, 7, Rue Marcel-Albié, 62190 MERDON.

GRUPE INDUSTRIEL

recherche

Diplômé d'Etudes Supérieures

DEBUTANT pour exercer des fonctions d'ORGANISATION pendant une période de 72 mois à 7 dans une filiale de l'Etat en France et évoluer par la suite dans le groupe.

Adresser CV au service 64.944 **DEVELOPEMENT** 10 rue de la Paix, 75002 Paris

emploi

Directeur Administratif Comptable

INGÉNIEUR ISEN, IDN, PELEU ou similaire

INGÉNIEUR ANALYSTE

INGÉNIEURS DEBUTANTS

DE GRANDS MAGASINS PROVINCE

Directeur Administratif

Colligan FRANCE, filiale internationale, leader mondial du papier, vous offre la possibilité de rejoindre une équipe dynamique et de participer à la croissance de l'entreprise en France.

OLIVIER CH. OLIVIER 3, rue des Clèves 93015 BOIS

كندا من الأصل

IMMOBILIER
Achat - Vente - Location
AUTOR - BATEAUX
PROPOSITIONS COMMERCIALES
CAPITAUX
OCCASIONNEL

REGIONAUX

LES ROULANTS
UN INGENIEUR ELECTRICIEN
UN INGENIEUR ARCHITECTE
UN INGENIEUR HYDRODYNAMIQUE

Directeur Administratif et Financier

Directeur Administratif et Financier

INGENIEURS DEBUTANTS

Constructeur travaux off-shore pétrolier
Responsable chantier off-shore

SOCIETE INDUSTRIELLE ALIMENTAIRE

COORDINATEUR ADMINISTRATIF

Diplôme d'Etudes Supérieures

Diplôme d'Etudes Supérieures

Diplôme d'Etudes Supérieures

Diplôme d'Etudes Supérieures

Diplôme d'Etudes Supérieures

emploi régionaux

Nous sommes un important groupe de sociétés du SUD-OUEST fournisseur de biens et de services à une clientèle agricole

Nous recherchons le **directeur administratif et comptable**

de l'une de nos entreprises (30 millions de C.A., 200 personnes), située dans une grande ville des PYRENEES-ATLANTIQUES.

Il aura sous sa responsabilité directe 25 collaborateurs (nombre de clients : 2000, comptes fournisseurs : 2000).

Nous retiendrons un homme de formation et d'expérience comptable de 35 ans minimum ayant démontré ses aptitudes à la gestion administrative courante et à l'exploitation de procédures précises.

Il prendra place au sein d'une équipe de direction jeune et dynamique.

La rémunération annuelle brute ne sera pas inférieure à 80.000 F.

Ecrire avec C.V. manuscrit au Soc 6004 M

plein emploi 118 au verso page 2

Constructeurs Unites Industrielles de notoriété Nationale développe ses activités à l'étranger et recherche pour son agence de LILLE

UN INGENIEUR pour l'exportation (Réf. 15.004.1) diplômé grandes écoles, possédant une réelle maîtrise de l'exportation (biens d'équipement). Expérience engineering appréciée. Anglais indispensable. Ecrire avec curriculum vitae complet et photo, n° 8384, PUBLICITES REUNIES, 112, boulevard Voltaire, 75011 PARIS, qui transmettra.

CHARLEVILLE-MEZIERES (08) Chef-lieu de département (plus de 60.000 habitants) (plus de 100.000 habitants) Lycées d'Etat techniques C.E.S. - C.E.T., recrute un **SECRETAIRE GENERAL** poste libre des maintenant et accessible par recrutement direct dans les conditions fixées par l'arrêté du 27 Juin 1962. Les candidats doivent être titulaires d'une licence (droit ou sciences économiques). Adm. les candidatures manuscrites, accompagnées du curriculum vitae et des photographies de diplôme, à M. le Député-Maire de Charleville-Mézières, B.P. 388-08168.

URGENT I.U.T. ANGERS Département GESTION Recherche **PSYCHOLOGUE** pour enseignement, psycho-sociologie du travail et des organisations (6 h. hebdo). Enseign. qualifié. Possibilité emploi permanent en 1975. Téléph. Directeur Département 01-47-21-27.

NEGOCIANT EN VINS MAISON INDIVIDUELLE dans le SUD-OUEST recherche **COLLABORATEUR COMMERCIAL** pour GENEVE, CANTON DE VALLÉE, DAMPIERRE-EN-BURLY

UN INGENIEUR ISEN, IDN, SUPELEC ou similaire expérimenté dans la conception, l'organisation et le démarrage opérationnel de systèmes informatiques de gestion. Réf. 15 005

UN INGENIEUR ANALYSTE capable de réaliser des soft d'application et d'apporter une assistance sur chantier. Réf. 15 006

Une expérience professionnelle acquise chez un constructeur ou dans un centre de traitement serait appréciée. Ecr. avec C.V. complet, photo et présent. à n° 8385, PUBLICITES REUNIES, 112, bd. Voltaire, 75011 PARIS, qui transmettra.

INGENIEURS DEBUTANTS Une importante société de réputation mondiale (2000 p. - 230 M de C.A.), fabriquant des équipements de navigation pour l'industrie aéronautique recherche pour son usine de CHATELLEVAULT deux ingénieurs diplômés d'une grande école, débutants ou possédant une courte expérience dans le domaine études ou méthodes. Directement rattachés au Chef du Service Production, ils devront analyser tous les problèmes rencontrés en fabrication. L'un des postes est à dominante électronique et matériaux (ref 424M), l'autre à dominante électrique et électrotechnique (ref 425M).

IMPORTANTE SOCIETE IMMOBILIERE recherche pour son agence régionale de **MARSEILLE** un **COMPTABLE EXPERIMENTE**

Bonnes connaissances fiscales, comptables et juridiques. Niveau BTS ou certificats BECS. Devoir assurer seul la responsabilité du service comptable en cours de création et apporter efficacement sa contribution à la direction de l'Agence.

UN PROFESSEUR DE FRANÇAIS pour le perfectionnement de notre personnel ouvrier. Horaire : 2 heures par semaine. Durée : premier semestre 1975 renouvelable. Honoraires : 70 F l'heure. Une forte motivation pour l'enseignement des adultes est indispensable. Env. C.V. et photo à n° 84280, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de Popéra, Paris-10e, 10.

UN INGENIEUR DE PRODUIT pour développement et promotion activité électro-électronique dans domaine technique et commercial.

UN CHIEF D'ESSAI PLATE-FORME pour mise en route, essais, démontage. Quelques années d'expérience indispensables dans le domaine électro-électronique. Devoir assurer définition et suivi réalisation des outillages. Niveau S.T.E. ou équivalent.

2 INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX Formation ingénieur ou équivalent. Anglais, allemand indispensables. Adr. et photo et prés. à G.S.P. 121, boulevard de Verdun, 75002 Courbevoie.

Recherchons pour NICE **DIRECTEUR ANIMATEUR DES VENTES** Connaitant parfaitement mobilier contemporain, courtois, dynamique, esprit d'organisation, pour promotion mobilier particulier et collectif. Ecr. avec C.V., références et prés. à : M. Trissac, 209 bis, rue Gréner, 75116 Paris, 4. 1r.

représent. offre SOCIETE D'EDITIONS MEDICALES offre situation stable à **TROIS REPRESENTANTS EXCLUSIFS** POUR VENTES PROFESSIONNELLES (connaissances milieu médical appréciées) Régions EST et NORMANDIE

Formation assurée. Stage rémunéré. Retraite cadre. Adr. curriculum vitae (contacté) et photo à : Jacques VOISARD - E.T. - 123, rue d'Alsée, 75014 PARIS.

offres d'emploi

Directeur financier et administratif

F 90 000 + voiture PARIS La filiale française d'une importante société européenne, spécialisée dans la commercialisation et la distribution de produits de grande consommation (C.A. prévu 1975 FF 17 milliards, effectif 40 personnes) recherche un Directeur Financier et Administratif. Dépendant directement du Directeur Général, il sera son proche collaborateur pour toutes les activités comptables, financières et administratives. Il aura des relations fonctionnelles avec le « contrôleur » du groupe et supervisera une petite équipe. Il élaborera les états financiers mensuels, assurera un contrôle interne efficace sur les opérations comptables, proposera la politique des achats et négociera les contrats de sous-traitance avec les fournisseurs français et étrangers. Le candidat sera âgé de 30 ans minimum et aura une solide formation comptable et financière. De bonnes connaissances juridiques et fiscales sont en outre requises. Il devra justifier d'une expérience de 5 ans acquise alternativement dans une société internationale de préférence commerciale ou dans un cabinet d'audit. Une bonne connaissance de l'anglais est exigée. Ce poste de confiance dans une société jeune en pleine expansion offre de réelles chances de développement personnel dans une activité variée et stimulante. Réf. F 901

Banque américaine PARIS DE TOUT PREMIER PLAN Une banque américaine d'implantation internationale offre au sein de ses départements :

AUDIT INTERNE Une occasion exceptionnelle, à de jeunes auditeurs de se familiariser avec des systèmes et des techniques bancaires évolués. Ils participeront au développement du département et se verront confier des missions très stimulantes et diversifiées comprenant l'analyse de procédures, l'examen des opérations et la formulation de recommandations en vue de l'amélioration des systèmes. Ces postes, qui doivent permettre à terme d'accéder à des responsabilités au sein de la banque, intéresseront des candidats de formation supérieure ayant une expérience d'audit acquise dans un cabinet international et une bonne connaissance de l'anglais. L'un des postes requiert de solides connaissances en informatique.

M.I.S. (Management Information System) Un jeune expert-comptable de formation anglo-saxonne si possible, qui aura choisi une orientation d'analyse et de conception de systèmes comptables, devra parler anglais. Il travaillera sur des projets nouveaux de M.I.S. et sera l'homme de liaison entre les experts du data processing de la banque et la direction financière à laquelle il sera rattaché. La rémunération initiale pour ces postes est intéressante et les conditions d'emploi comportent d'appréciables avantages sociaux. Réf. F 902

Directeur de banque PARIS Une très importante banque commerciale asiatique internationale, en pleine expansion, dont les actifs sont supérieurs à FF 6 milliards est en train de développer son réseau international d'agences et recherche un directeur pour l'agence de Paris qui est sur le point d'être créée.

Dépendant directement du Senior Vice Président il participera activement à la création et au développement des opérations de la banque et son activité s'exercera principalement dans 3 domaines : - La gestion interne : administrative et comptable - Le contrôle et la supervision des opérations bancaires - La croissance des activités de la banque. Le candidat sera âgé de 30 ans minimum et aura une formation supérieure, et une bonne expérience d'agence de banque française. En outre, l'expérience d'opérations bancaires internationales, ainsi que celle cambiste acquise dans un poste de responsabilité dans une grande banque française, seront des atouts supplémentaires. La connaissance parfaite de la langue anglaise est exigée. Le curriculum vitae sera rédigé en anglais et les entretiens seront conduits en anglais. Le développement de carrière dépendant essentiellement des résultats obtenus est très attirant pour un candidat de qualité. Le salaire proposé sera fonction de l'expérience et des compétences. Réf. F 903

Adresser C.V. détaillé, en spécifiant la référence, à G.-C. FULCONIS, Tour Maine-Montparnasse, 33, avenue du Maine, 75755 Paris Cedex 15. Toute candidature est assurée d'une discrétion absolue.

Importante Société Industrielle (groupe de premier plan) recherche pour son département **CONSTRUCTIONS METALLIQUES ET CLAUDRONNERIE**

INGENIEURS DETUDES
INGENIEURS CHARGES D'AFFAIRES
INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

en vue d'assurer la réalisation de contrats importants tant en chaudronnerie sur site qu'en constructions offshore, et le développement de ses activités. Ces postes conviendront à candidats ayant quelques années d'expérience dans des fonctions similaires. Connaissance de l'anglais nécessaire. Postes basés à Paris. Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photographies à n° 8376, PUBLICITES REUNIES, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS.

UPJOHN POLYMER Un des plus importants fabricants de matières premières pour l'industrie des **POLYURETHANES** cherche pour son bureau de PARIS un **INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL** pour la promotion de ses produits en France, Espagne et Portugal. Le candidat idéal aura une bonne connaissance des langues anglaise et espagnole et une expérience de 2 ans minimum dans le domaine des polyuréthanes. Envoyer C.V. à : UPJOHN POLYMER c/o Laboratoires UPJOHN, 92081 PARIS-LA DEFENSE.

BAYER PHYTOCHIM recherche pour son département de **GRANDE CONSOMMATION à USAGE MENAGER et JARDIN AMATEUR**

Cadre Commercial de Formation Supérieure pour assurer le lancement d'une nouvelle gamme de produits. Il aura une double action : participation aux études et à l'organisation du lancement (au Siège) enquêtes et actions auprès des points de vente (en collaboration avec le réseau commercial). La connaissance de l'Allemand est indispensable pour son évolution. Les dossiers de candidatures (curriculum vitae détaillé et photographies) seront traités confidentiellement par **DEVELOPPEMENT** membre de l'ANCIERP, service M. 942 10 rue de la Paix, 75002 Paris.

DIRECTEUR DE PRODUCTION La Société (48 p.) fabrique des tarauds et filets. Le poste convient à un ingénieur A et M ou équivalent, de plus de 30 ans, possédant une bonne expérience d'ouvriers de mécanique et d'organisation industrielle. Lieu de travail : POISSY avec décentralisation en troisième prévue pour 1977. Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photographies à : M. Trissac, 209 bis, rue Gréner, 75116 Paris, 4. 1r.

offres d'emploi

Un Adjoint au Chef du Service APPROVISIONNEMENT

DATA 100 S.A.
Lecteur du Terminal Local

INGENIEUR COMMERCIAL

AGENTS TECHNIQUES

Une importante BANQUE ETRANGERE

Directeur des services comptables

JUSTET

offres d'emploi

Unilever France

recherche pour son **LABORATOIRE DE RECHERCHES** situé dans la proche banlieue Nord de Paris

INGENIEUR GENIE CHIMIQUE

Dans la section formulation de produits il sera particulièrement chargé du développement de procédés industriels d'améliorations cosmétiques.

Une solide expérience de l'industrie cosmétique ou éventuellement alimentaire sera appréciée.

Le poste nécessite une bonne connaissance de l'anglais et éventuellement de l'allemand.

Ecrire avec C.V. et présent. Département Central du Personnel (Réf. 1775) 2, Avenue de la Concorde 75384 PARIS CEDEX 08.

offres d'emploi

UNE CARRIERE D'INGENIEUR DANS L'INDUSTRIE PETROLIERE

Nous sommes une des plus importantes compagnies d'Engineering et de Construction du Monde.

Nous travaillons depuis 10 ans dans la Mer du Nord avec les plus grandes compagnies pétrolières existantes.

Notre «Job» : l'étude, la conception, la construction et l'installation de tous les types de piping et de plateformes «Off-shore».

Nous nous implantons à PARIS pour étendre nos activités Européennes.

Nous recherchons des **INGENIEURS** et **DESSINATEURS** dans les domaines suivants :

CIVIL * STRUCTURE * MECANIQUE * PIPING * METALLURGIE * PLANNING * ETUDE DES PRIX.

Si vous avez de bonnes connaissances en Anglais, une expérience professionnelle compatible avec nos activités, un profond désir d'intégration et de promotion dans une équipe jeune, envoyez votre C.V. en Français et/ou en Anglais en précisant âge, études, expérience et prétentions à notre Directeur du Personnel

BROWN & ROOT DE FRANCE
Tour Franklin, Cedex No 11, 92081 Paris La Défense

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIETE DE TRANSPORTS (PARIS)

en pleine expansion recherche pour promouvoir et développer son activité internationale

RESPONSABLE TRANSPORTS INTERNATIONAUX

Ayant plusieurs années d'expérience dans ce domaine, il possèdera de bonnes connaissances des réglementations douanières, des techniques et de la législation routière, maritime et aérienne, des trajectoires spécialisées.

Anglais parlé très apprécié.

Adressez C.V. et présentations à No 86922 - CONTESSÉ Publiée, 20, Avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

PARIS

CONSTRUCTEUR DE RÉFRIGÉRANTS D'EAUX INDUSTRIELLES

offre situation intéressante et d'avenir à :

1) INGÉNIEUR DE BUREAU D'ÉTUDES
DIPLOMÉ B.C.P. A.M. OU ÉQUIVALENT
Avec une bonne expérience du calcul et de la conception des ouvrages en BÉTON ARMÉ.

2) INGÉNIEUR EXPÉRIMENTÉ

En collaboration avec le Directeur Technique, il aura la responsabilité de :

- Améliorer les fabrications existantes en MATIÈRES PLASTIQUES ;
- Concevoir, lancer et surveiller les nouvelles fabrications ;
- Installer une nouvelle usine et contrôler son exploitation.

Adressez curie, vite manuscrit très complet et indiquant prétentions de début à CAMPBELL, N° 902, B.P. 57, 92428 PARIS CEDEX 19, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ proche VERSAILLES

recherche pour DIRIGER son Service FOURNISSEURS (20 personnes)

CADRE COMPTABLE EXPÉRIMENTÉ

35 ans minimum

Adressez lettre de candidature manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous référence 13.298 à :

AN.P.M. 109, av. Ch. de Gaulle 92200 NEUILLY

ingénieur technico-commercial

Importante société recherche ingénieur technico-commercial. Il sera chargé de la promotion des ventes de produits auprès des armements ; il sera l'opérateur à bord des navires.

DNI - Chef ou ancien chef-embouteilleur, basé à Paris, il se déplacera en France et à l'étranger. Pratique de l'anglais souhaitée.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 28601 JM à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 2, RUE D'HAUTEVILLE, PARIS-10

Importante Société Parisienne de distribution

recherche pour son Département informatique

Équipe de plusieurs collaborateurs IBM travaillant en télétraitement et base de données (MIS).

4 PROGRAMMEURS

NOUS EXIGEONS :

- le baccalauréat ;
- 2 ans d'expérience au minimum AVEC PRATIQUE DE L'ASSEMBLEUR ET DU COBOL SOUS OS.

NOUS OFFRONS :

- la position cadre ;
- des possibilités d'évolution intéressantes ;
- 5% - avantages sociaux.

Adressez C.V. détaillé en indiquant prétentions et si possible un numéro de téléphone, sous référence 87.281 à :

CAP SOGETTI Formation
5, rue des Minimes - 75015 PARIS.

IMPORTANT CONSTRUCTEUR D'ORDINATEURS recherche

INGENIEURS SYSTEME

pour contrôle de navigation aérienne.

Ayant une expérience en logiciel de base ou en temps réel.

Adressez lettre de candidature manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence 13.291 à :

AN.P.M. 109, av. Ch. de Gaulle 92200 NEUILLY

Société d'Applications Mécanographiques recherche pour son Département Photocomposition

AGENT TECHNIQUE ÉLECTRONICIER DE MAINTIENANCE

Niveau B.T.S., possédant bonne expérience des circuits logiques.

Prévoir stage 6 semaines en Angleterre et déplacements en France après le stage. Permis de conduire, anglais indispensables.

Le poste offre des perspectives intéressantes au candidat répondant à la qualification décrite.

Adressez cur. vite, photo et lettre manuscrite à :

M. DOUTIER, S.A.M.
B.P. 45, 93103 MONTREUIL - Tél. 137-43-90.

Jeune Société de Services (10 Personnes - 10 Millions G.A.) recherche

Comptable-Gestionnaire

Responsable de la comptabilité générale, il devra en tirer les éléments indispensables à une gestion équilibrée.

De formation supérieure, D.E.C.S. ou équivalent, le candidat retenu sera âgé au minimum de 28 ans et devra prouver une expérience réussie des problèmes de comptabilité et de gestion. Très motivé par l'efficacité et le coût des actions dans une organisation, il aura une ouverture et un potentiel d'évolution suffisants pour s'adapter à l'expansion de la société et l'organiser.

Envoyer C.V., photo et rémunération actuelle sous référence 145 M 3 à :

Cabinet Jean-Cloude MAURICE
Conseil en gestion de Personnel
42, rue Legendre, 75017 PARIS.

BANQUE PRIVEE

recherche pour sa clientèle de Cadres et de professions libérales

excellent démarcheur

Le poste est à pourvoir en Agence parisienne. Le candidat retenu aura :

- une très bonne présentation
- un don pour la vente
- une connaissance des produits bancaires et des titres, acquise par la pratique du poste.

DISCRETION ASSOLUE

Envoyer lettre manuscrite, photo, C.V. détaillé, des fonctions assumées, et salaire annuel désiré sous référence 9136 à :

C.I.P. ORGANISATION ET PUBLIKITE 20, RUE MARGUERITE, PARIS 10

Instrumentation Scientifique

Nous recherchons un

INSPECTEUR TECHNIQUE

pour assurer l'installation et le maintien d'appareils scientifiques (spectromètres de masse, petits ordinateurs scientifiques) en FRANCE et en BELGIQUE.

- Formation électronique D.U.T. ou B.T.S.
- Expérience service après-vente en instrumentation 2 ans.
- Prat. de l'ANGLAIS (ou et aussi) souh.
- Résidence : région parisienne (Nord).
- Formation complémentaire en FRANCE, ALLEMAGNE, GRANDES-BRETAGNE.

Adr. lettre man. avec curriculum vitae, sous la référence M. 200, en précisant le salaire actuel, au Service du Personnel.

DU PONT DE NEUILLY (FRANCE) S.A.
BP 83, 91403 ORSAY.

GROUPE ENTREPRISES

GESTION DE CRÉANCES FRANCE-EXPORT

(assurances-crédit, factoring, etc.)

recherche :

CADRE HOMME

Expérience confirmée

BANQUE ET CONTENTIEUX

Allemand indispensable

Situation pouvant déboucher sur Direction des Services Engagement et Recouvrement.

Adressez C.V. et présentations, N° 8184, CONTESSÉ Publiée, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

IMPORTANTE STÉ DE GRANDS MAGASINS

recherche pour sa CENTRALE D'ACHATS à PARIS

UN PROMOTEUR ÉPICERIE

(boissons droguerie)

possédant de bonnes connaissances de la vente et de la gestion des rayons alimentation de 400 à 2.000 mètres carrés.

5 x 8, 13 mois 1/2, restaurant d'entreprise. Nombreux avantages sociaux.

Adressez C.V., photo et présent. sous n° 12163 B, rue Lebel.

BLEU M. VINCENNES, qui transmettra.

AGENT GENERAL D'ASSURANCES

Banquette Ouest recherche

Un collaborateur production

- Expérience 2 ans min. agence ou compagnie ;
- Age minimum : 25 ans ;
- Permis de conduire.

Téléphonez mardi et jeudi : 77-46-01.

JUSTET

TRÈS IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

nombre 1^{er} dans son marché Produits de Consommation Durable recherche

ADJOINT DIRECTEUR EXPORT

30 ans minimum, formation niveau Grandes Ecoles Commerciales, Anglais indispensable. Il aura pour mission essentielle de gérer, d'animer et de coordonner un Service de 40 personnes (âge moyen 30 ans). Il devra posséder une réelle expérience de la gestion d'un groupe et des relations humaines qu'elle entraîne.

Rémunération minimum 70.000 F

Ecrire Service 6

STI

recherche

INGENIEURS INFORMATIENS TRÈS HAUT NIVEAU

Pour participation à des projets avancés. Connaissances théoriques et bases de données appréciées

Envoyer C.V. détaillé, présentations et photo à **S.T.I. & LES COURBELLORS**, 2, rue Cursonsky - 75017 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES

recherche d'urgence pour sa DIRECTION DU PERSONNEL

RESPONSABLE SERVICE GESTION DES CADRES

Diplômé Enseignement Supérieur

Expérience plusieurs années évaluation, appréciation, recrutement, ingénieurs et cadres dans Entreprise ou Conseil.

Ecrire avec cur. vite, photo et prat. à n° 87.415, CONTESSÉ Publ. 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

Important Groupe de Conseils d'Entreprises recrute

UN CONSULTANT MARKETING EXPÉRIMENTÉ

(minimum 28 ans)

Ce poste à larges initiatives conviendrait à un PRATICIEN DES ÉTUDES DE MARCHÉ désireux d'étendre son champ d'activité à des problèmes D'ORGANISATION COMMERCIALE. A ce titre, il sera chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre de SOLUTIONS PRATIQUES dans les Entreprises clientes.

- EXIGENT POUR LUI-MÊME.
- PEU REGARDANT SUR SES HORAIRES.

ce cadre aura une formation supérieure et l'expérience de la vente.

Voyages fréquents de courte durée.

Adr. C.V. manuscrit + photo + présentations à M. VOISIN, 18 bis, rue de Villiers, 92300 Levallois.

TRÈS IMPORTANT ORGANISME FINANCIER

recherche

UN ANALYSTE FINANCIER CONFIRMÉ

ayant au moins deux ans d'expérience. Très bonne formation économique et financière exigée. Formation scientifique appréciée. Aptitude aussi bien à l'étude des dossiers qu'à des contacts extérieurs au niveau élevé.

Envoyer C.V. man. photo et prat. sous réf. 56 à **AXIAL Publ.**, 81, Faubourg St-Honoré, Paris-8^e, q. tr.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE

1.200 personnes (ouvriers et collaborateurs) banlieue NORD PARIS immédiate, recherche :

MÉDECIN DU TRAVAIL

(H. ou F.) Modalités de statut à convenir

Poste stable et d'intérêt certain.

Ecrire avec réf. et prat., N° 87.545, CONTESSÉ Publiée, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

CONSTRUCTION ENGINEERS

The engineering department of an international petrochemical contractor is looking for Construction Engineers. You should be experienced in the construction of petrochemical plant, you should be academically qualified, and you should be at least bilingual. Although the original assignments will probably be in France, since you will be joining a multi-national company, you should be prepared to work anywhere in Europe. Generous salaries will be paid to successful applicants. Interviews will be arranged in France.

Please write to :

SOCIÉTÉ MONSANTO S.A.
3, rue d'Argenson, 75008 Paris

La région parisienne

LA CAPITALE DANS LES PLATRES ET LE BÉTON

BOULEVARD DE CLICHY

Le palace chasse le cinéma

UN nouveau projet immobilier est mis au point pour combler le vide laissé par le Gaumont-Palace, boulevard de Clichy (dix-huitième arrondissement), à l'angle des rues Caulaincourt et Forest. On envisage la construction d'un ensemble hôtelier. Les travaux pourraient commencer en mars prochain et être achevés en 1978.

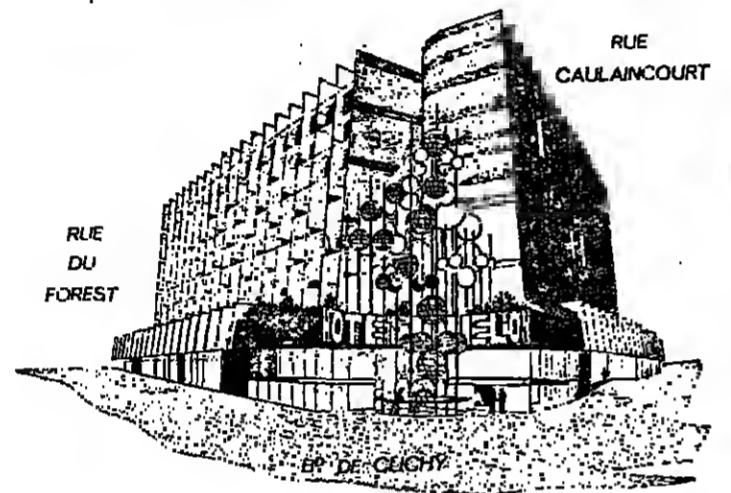
La démolition de ce qui fut le plus grande salle de cinéma d'Europe — le Gaumont-Palace — commença à la fin de l'année 1972. Une telle initiative ne fit pas l'unanimité et les conseillers de Paris communistes demandèrent que l'on transforme l'édifice en un centre socio-culturel, « pour l'organisation de spectacles, d'expositions, de colloques, de congrès et de rassemblements ». Le préfet de Paris répondit le 23 février 1972 que la construction d'un ensemble hôtelier et « la diversité des installations envisagées ne seraient pas incompatibles avec la vocation d'un quartier destiné à l'habitation mais dont l'animation revêt un caractère particulièrement affirmé aux abords de la place Clichy ».

Boulevard de Clichy, les constructeurs voulaient élever un mur-pignon aveugle. Mais le 8 novembre 1972, la commission des sites demanda qu'il soit « enlaidi ». Les architectes ont donc imaginé des « mobiles » lumineux et colorés. Le 19 décembre, cette commission approuva la construction prévue à l'emplacement du Gaumont, et le 8 août 1973 le promoteur obtint le permis de construire, renouvelé un an plus tard.

M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, a, certes, réinscrit parmi les ambitions de ses services un projet que son prédécesseur, M. Alain Peyrefitte, avait pensé un moment abandonner : installer dans le palais d'Orsay un musée du dix-neuvième siècle. Mais il faudra des années avant que les travaux commencent.

Les commissaires-priseurs s'apprêtent d'ailleurs à rejeter Jean-Louis Barrault. En accord avec le secrétariat d'Etat à la culture, la S.N.C.F., toujours propriétaire des lieux, leur a accordé une concession de trois ans. Ils attendent dans des locaux qui donnent sur la rue de Lille la reconstruction de l'hôtel Drouot. Un dossier qui, lui aussi, prend du retard. M. Guy avait refusé le projet de reconstruction qui lui était soumis (« le Monde » du 9 janvier). Autre « occupant précaire », la Caisse des dépôts qui, en outre, ses voitures dans le grand hall.

Enfin, quelques bureaux vont être aménagés dans l'hôtel : pour M. O'Byrne de l'équipe du Centre Beaubourg, qui est chargé de l'étude de programmation du Musée ; pour l'architecte Ricardo Bofill, qui prépare le Festival d'architecture de l'automne 1975.



Une première demande de permis de construire est déposée par Omnium de construction et de financement (O.C.F.) qui propose un bâtiment de douze étages sur rez-de-chaussée et sept niveaux en sous-sol. Trop massif, ce projet est modifié à la demande de l'administration. Dans le nouveau projet, l'hôtel aura neuf étages seulement et comprendra six étages seulement. Au rez-de-chaussée, une galerie marchande de 7 300 mètres carrés sera créée, ainsi que, sur deux niveaux sous-sol, un parking de trois cents places. Les deux petites salles de cinéma prévues initialement sont abandonnées.

placement un central téléphonique de deux cent mille lignes. Le promoteur réexamine son projet et prévoit d'affecter aux télécommunications 19 000 mètres carrés hors-œuvre. Il propose d'aménager le central en sous-sol sur deux niveaux, et 500 mètres carrés de bureaux au rez-de-chaussée. Cette proposition, ainsi que celle du prix de la location, est soumise aux P.T.T. en juillet 1974. Cette administration devrait faire connaître son avis à la fin du mois de janvier 1975.

Aujourd'hui, le promoteur termine avec une chaîne d'hôtels suisse le montage financier de l'opération. Pour l'O.C.F., les travaux devraient commencer au mois de mars pour se terminer en 1978. Le central téléphonique serait totalement opérationnel deux ans plus tard.

A la limite de Montmartre, non loin de l'autoroute du Nord, cet hôtel « trois étoiles de luxe » est, commercialement, bien situé. Mais il n'est pas évident pour les riverains qu'un tel volume, rappelant celui du Gaumont, s'intègre à la vie d'un quartier qui n'a pas totalement oublié qu'avoc lui, il n'y a pas si longtemps, commençait le bohème, installé un peu plus haut, sur le Butte...

JEAN PERRIN.

Un train de retard à la gare d'Orsay

Il est 6 heures 25 à la gare d'Orsay. Lumière grise sous la verrière, doléales disjointes, horloge immobile : sous la poussière, le grand navire attend qu'on s'occupe de le débarbouiller, d'y faire entrer de nouvelles faules. Au sous-sol, des trains de banlieue arrivent et partent. Discrettement, le bruit de leurs mouvements n'empêche pas la tranquille corvée.

Les fumigons que la Compagnie Renault-Barrault a accrochés à l'une des marquises, sur le trottoir, montrent qu'un petit bout d'Orsay vit. Au théâtre, chapiteau surmonté de deux drapeaux, à l'extrémité de la grande nef, on joue « Harold et Maude » et « Oh ! les beaux jours ! ». Jean-Louis Barrault s'équipe et s'installe. Il protestait, l'autre jour, contre l'attitude du Conseil de Paris qui a refusé de garantir l'emprunt qu'il doit contracter. Mais il sait qu'il ne sera pas chassé demain.

M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, a, certes, réinscrit parmi les ambitions de ses services un projet que son prédécesseur, M. Alain Peyrefitte, avait pensé un moment abandonner : installer dans le palais d'Orsay un musée du dix-neuvième siècle. Mais il faudra des années avant que les travaux commencent.

Les commissaires-priseurs s'apprêtent d'ailleurs à rejeter Jean-Louis Barrault. En accord avec le secrétariat d'Etat à la culture, la S.N.C.F., toujours propriétaire des lieux, leur a accordé une concession de trois ans. Ils attendent dans des locaux qui donnent sur la rue de Lille la reconstruction de l'hôtel Drouot. Un dossier qui, lui aussi, prend du retard. M. Guy avait refusé le projet de reconstruction qui lui était soumis (« le Monde » du 9 janvier). Autre « occupant précaire », la Caisse des dépôts qui, en outre, ses voitures dans le grand hall.

Enfin, quelques bureaux vont être aménagés dans l'hôtel : pour M. O'Byrne de l'équipe du Centre Beaubourg, qui est chargé de l'étude de programmation du Musée ; pour l'architecte Ricardo Bofill, qui prépare le Festival d'architecture de l'automne 1975.

Mais la procédure est longue et rien ne dit qu'elle aboutira cette année. En tout état de cause, les travaux ne pourront pas commencer avant que l'Etat soit propriétaire, et il a déjà été prévu d'étranger les paiements sur deux ou trois ans... On fera Orsay un jour, mais quand ?

L'idée est de présenter, à Orsay, l'art du dix-neuvième siècle. Le musée de l'impressionnisme écloie au Jeu de Paume, qu'il faut de plus libérer pour le donatien Walter. Tout l'art moderne n'ira pas à Beaubourg : le début du siècle s'occupe plus au précédent qu'il n'annonce l'art moderne... Pour faire de l'étude de programmation du Musée ; pour l'architecte Ricardo Bofill, qui prépare le Festival d'architecture de l'automne 1975.

Depuis deux ans, les négociations avec la S.N.C.F. n'ont pas beaucoup avancé. La Société nationale avait lancé à l'époque le chiffre de 50 à 60 millions de francs pour le prix de cet ensemble — la gare et l'hôtel — si merveilleusement situé. Le service des domaines n'a pas encore fait son estimation.

Le secrétariat d'Etat à la culture a mis un peu d'argent de côté dans son budget pour faire face à un début d'acquisition.

MICHELE CHAMPENOIS.

SOUS LE CARREAU DES HALLES Le R.E.R. au bout du tunnel

La machine Robbins qui fore les tunnels de métro express régional entre la gare de Lyon et la Châtelet atteindra ce lundi 13 janvier, avec quatre mois d'avance, la station, située à l'angle de la rue des Innocents et de la rue des Halles. La construction de ces 5 100 mètres de tunnel, qui avait commencé en avril 1973, a été plus rapide que prévue. Certains jours la machine Robbins a pu creuser presque 37 mètres.

Maintenant que le gros œuvre des tunnels est terminé, l'aménagement et la construction des stations Châtelet et Gare de Lyon vont continuer jusqu'au milieu de l'année 1977, époque à laquelle la RATP ouvrira la station Châtelet. La station Gare de Lyon ouvrira ses portes au début 1978. Au cours du dernier semestre de 1977, les trains circuleront donc entre Nation et Châtelet sans desservir la Gare de Lyon.

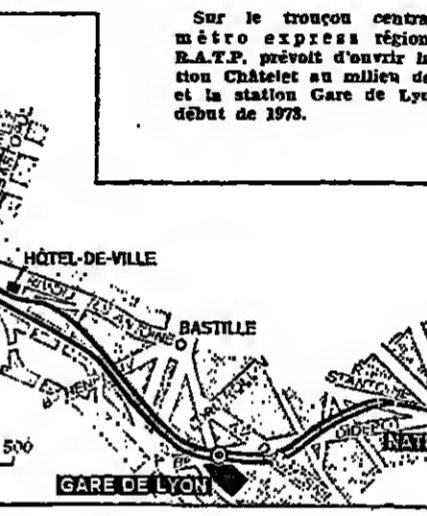
C'est 1 milliard 300 millions de francs que devra débours la collectivité publique pour ce tronçon du métro express. Des subventions de l'Etat et des collectivités locales ont, en effet, entièrement financé le projet. La RATP n'a pas eu à puiser dans son propre budget.

A ses débuts, le financement avait soulevé quelques difficultés. Un rapport de la commission de gestion des comptes des entreprises publiques avait fait état d'un dépassement de coûts pré-

visionnel. Le ministre des transports avait alors souligné que les modifications intervenues dans le projet entre les années 1969 et 1974 étaient la cause de cette augmentation de 56 %.

« Des difficultés techniques et la nature du terrain avaient d'autre part obligé à modifier le budget initial. »

La RATP souligne qu'aucun dépassement de prix n'est intervenu au cours de la construction. Si une « rallonge » de 100 millions de francs lui a été accordée, c'est pour couvrir le financement d'une modification intervenue au projet initial : le nombre de voies à la station Châtelet a été porté de deux à sept pour préparer notamment l'interconnexion avec le réseau de la S.N.C.F. — M.-C. R.



Sur le tracé central du métro express régional la R.A.T.P. prévoit d'ouvrir la station Châtelet au milieu de 1977 et la station Gare de Lyon au début de 1978.

A TRAVERS LES DÉPARTEMENTS

Essonne

L'HEURE DES DEUX-ROUES

On compte en France dix-huit millions de deux-roues, mais seulement 0,36 % du réseau routier leur est réservé. En zone urbaine, 32 % des accidents de la circulation sont dus aux usagers des deux-roues. Devant ces chiffres et pour répondre aux récentes directives du ministre de l'Équipement le conseil général de l'Essonne a décidé d'aménager dans le département des pistes cyclables.

Les études menées concernent la vallée de l'Yvette (20 kilomètres) et la vallée de la Bièvre (22 kilomètres). Ces sites ont de nombreux atouts : population jeune, zone résidentielle, et tâches vertes de la forêt de Sénart et du bois de la Grange. Les pistes larges de 3 mètres doivent desservir à la fois les espaces verts et les équipements (C.E.S., commerces), améliorer les liaisons avec les gares S.N.C.F. Coût de l'opération : 150 000 F au kilomètre.

Paris

MAL AUX YEUX MAL AUX OREILLES

Après de l'extension du stationnement payant dans Paris : aurons-nous perdu à tel point la sensibilité à notre ville les travaux d'entretien sans la moindre prévision de voir ses trottoirs se hérissés, les uns après les autres, de plaques métalliques armées de cornues, aussi blessantes pour la vue que malséantes pour les piétons ?

Quelle pitié esthétique, quelle agressivité contre les personnes qui ont mauvaise vue ou qui sont aveugles et doivent zigzaguer entre les plaques pour empêcher les voitures de stationner sur les trottoirs larges, et ces futures de ferraille. Ne pourrait-on trouver des solutions moins déplorables ?

Pourquoi, d'autre part, le ministère de l'Équipement autorise-t-il la fabrication et la mise en vente de cyclomoteurs ou motos qui n'ont pas d'échappements très stridents et trop bruyants de ce fait. Il existe même des modèles vendus avec amplificateur de bruit et contre lesquels nos policiers sont désarmés. D'après ce que m'en a dit un officier responsable de la voie publique. Quand ces engins auront profité en si grand nombre que nos villes et nos villages seront assourdis de leur tapage, ce qui est déjà le cas dans la banlieue où nous vivons, le mal sera irréversible. Comment comprendre qu'on favorise l'augmentation du bruit dans le même temps qu'on cherche à le réduire ?

Mme SIMANOT (Clamart).

Hauts-de-Seine

LES ANCIENS DANS LE MÉTRO

DANS les Hauts-de-Seine les personnes âgées bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité peuvent depuis mai 1973 bénéficier d'une réduction de 50 % sur les tarifs du métro. Cinq mille cinq cents demandes de tarifs réduits ont été présentées alors que l'on estimait que dix-neuf mille personnes pourraient en bénéficier. Aussi le conseil général a-t-il décidé d'accorder cette réduction sur le réseau de la R.A.T.P. et sur celui de la S.N.C.F. à tous les plus de soixante-cinq ans non assujettis à l'impôt sur le revenu.

Une expérience qui montre que l'on pourrait, sans engagement financier ruineux, étendre encore plus largement qu'aujourd'hui les réductions de tarifs ou la gratuité de transport aux personnes âgées qui, hélas ! ne peuvent toutes en profiter.

Seine-Saint-Denis

DES ARBRES SUR LES CARRIÈRES

Il existe, dans la Seine-Saint-Denis, de nombreuses carrières de gypse dont l'exploitation a été abandonnée et qui, même remblayées, ne peuvent supporter des constructions de quelque importance ou des voies à grande circulation.

Val-de-Marne

TROIS KILOMÈTRES D'AUTOROUTE

UN tronçon de 3 kilomètres, reliant le pont de Charenton à la porte de Bercy, sera inauguré en février 1976. C'est de la porte de Bercy que partira l'autoroute de l'Est (A-4), qui va rejoindre avant le 31 décembre 1976 Paris à Metz.

Val-d'Oise

IL Y A TROIS ANS ARGENTEUIL

Il y a trois ans, une explosion de gaz secoua le tour B d'Argenteuil (Val-d'Oise). Il y avait vingt-cinq victimes. En août 1972 les experts ont publié leur rapport, les conclusions de l'enquête parallèle demandée par le ministère de l'Industrie au corps des mines ont été rédigées en décembre 1973. Au printemps dernier quatre personnes ont été inculpées d'homicide involontaire. Moins de trois ans après l'explosion l'ajaire n'est toujours pas passé en justice.

Le juge d'instruction qui en était chargé à l'origine a été muté ; son successeur est décédé. Un troisième juge a aujourd'hui le dossier en main. Les locataires de la tour B ont, lors d'une entrevue au ministère de la Justice, reçu l'assurance que tout serait fait pour activer la procédure. Ils commencent à s'impatienter.

Yvelines

CONSEILLERS GÉNÉRAUX EN HERBE

SURPRIS du peu de connaissances des élèves sur l'histoire civique, les conseillers généraux des Yvelines ont décidé d'entreprendre pendant un mois une grande campagne d'information dans toutes les écoles du département.

Au tour du 30 janvier, l'assemblée départementale se réunira en séance publique et invitera les élèves d'une classe de secondaire à tenir le rôle de conseillers généraux et à débattre d'un grand dossier d'actualité. Pour la circonstance les élus occuperont les bancs du public.

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exigeant une telle rigueur. Demandez le nouveau guide gratuit auprès de :

ÉCOLES PRÉPARATOIRES D'ADMINISTRATION

École privée fondée en 1873 soumise au contrôle pédagogique de l'Etat.

4, rue des Petits-Champs, 75009 PARIS — CEDEX 02

NOTRE Télex

AVOIRE DISPOSITION POUR VOS COMMUNICATIONS

Vous avez toujours un message. Nous le faisons passer. Nos correspondants nous répondent par télex.

1945-21.82 + 1346.0028

15, RUE HECTOR MALOT, 75012 PARIS

Agence à Lille et 30 correspondants.

Seine-et-Marne

RETARD A MELUN-SÉNART

« Il est exact qu'un retard est enregistré à ce jour en matière de créations d'emplois dans la ville nouvelle de Melun-Sénart », répond dans le Journal officiel du 28 décembre, le ministre de l'Équipement à M. Roger Combrisson, député communiste de l'Essonne, qui s'inquiète d'une telle situation.

Le ministre explique cette lenteur par les procédures financières et la création de zones industrielles : par des délais de mise en place de l'établissement public de la ville nouvelle, qui n'a vu le jour qu'en 1974, et aussi par la difficulté encore faible de Melun-Sénart.

Le besoin d'emplois locaux des onze mille habitants nouveaux de Melun-Sénart est évalué à deux mille sept cents environ. Les projets d'implantation représentent un potentiel de deux mille huit cents emplois. Il apparaît que certaines entreprises hésitent à se décentraliser dans la ville nouvelle de peur de manquer de personnel.

URBANISME

Une lettre du président de la République... région parisienne doit disposer d'une charte d'aménagement.

Le succès des villes nouvelles

OFFICIERS MINISTRIELS

GRAND TERRAIN 1.44

SAINT-DENIS (93)

DIVERS BAT. US. IND. - Cont. 15

MAISON US. HABIT., SAINT-DENIS

M. GÉNOVESI

MAISON DE COIFFEUR

MAISON et TERRAIN - Contenance

MAISON A SAINT-DENIS (93)

M. GÉNOVESI

UNE BOUTIQUE

CORPS DE BAT. Contenance 176

MISE A PRIX : 4.600.000 FRANCS

M. TOUHY

ENSEMBLE IMMOBILIER A SAINT-DENIS (93)

169 bis, 169 ter, bd Anatole

Mise à prix : 250.000 francs

ENSEMBLE INDUSTRIEL

6.000 m2 SUR TERRAIN 8.000

45-47, RUE SADI-CARNOT de la Goutte

AUBERVILLIERS (93)

ENSEMBLE BUREAUX

1500 m2

MISE A PRIX 6.000.000

M. TOUHY

هكذا من الأصل

صكنا بـه الاموال

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

BÉTON

are d'Orsay

Une lettre du président de la République au premier ministre

bout du tunnel

Le changement

le changement

CONSEILLERS GÉNÉRAL EN HERBE

le changement

CONSEILLERS GÉNÉRAL EN HERBE

le changement

CONSEILLERS GÉNÉRAL EN HERBE

le changement

CONSEILLERS GÉNÉRAL EN HERBE

le changement

CONSEILLERS GÉNÉRAL EN HERBE

URBANISME

« La région parisienne doit disposer dans les meilleurs délais d'une charte d'aménagement »

M. Valéry Giscard d'Estaing a le 8 janvier adressé à M. Jacques Chirac, premier ministre, la lettre suivante, dont on a eu connaissance ce lundi :

Le succès des villes nouvelles

Il convient d'assurer le succès rapide des villes nouvelles, tout en limitant leurs objectifs à terme. A cet égard, il y a lieu d'examiner les conditions dans lesquelles elles pourront être créées.

Maîtriser la croissance
Ces travaux devront, à mon sens, répondre aux orientations suivantes :

qui seront ainsi entreprises devant faire l'objet de décisions gouvernementales vers le 30 mars 1975.

Faits et projets

DEMOLITION A MENDE. - L'ancien lycée technique de Mendre (Lozère), édifié en partie au dix-septième siècle, est en cours de démolition.

ASSEMBLÉES RÉGIONALES

POITOU-CHARENTES : 25 F par habitant, demande le comité économique.

Poitiers. - Le Comité économique et social du Poitou-Charentes souhaite que le budget régional de 1975 s'élevé au maximum prévu par la loi (25 F par habitant, soit 37 millions de francs).

RHONE-ALPES : le comité d'expansion ferme ses portes

Lyon. - Créé en 1952, le comité pour l'aménagement et l'expansion économique du département du Rhône sera dissous dans les mois qui viennent.

Raisonnement

Depuis vingt ans, que ce soit en matière de personnel, le comité n'avait pourtant pas chômé.

OFFICIERS MINISTÉRIELS & VENTES PAR ADJUDICATION

Vente au Palais de Justice à Bobigny, mardi 28 janvier 1975, à 13 h. 30. 1 GRAND TERRAIN 1.445 m2 SAINT-DENIS (93)

Ad. au Tribunal de Commerce de Paris le 23 janvier, à 14 h. 15. Pds d'AGENCEMENT DE LOGEAGE

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 30 janvier 1975, à 14 heures. HOTEL PARTICULIER PARIS (16e), 171, rue de la Pompe

Vente au Palais de Justice à Paris, le mercredi 29 janvier 1975, à 14 heures. UN ENSEMBLE IMMOBILIER A SAINT-DENIS

Vente Palais Justice Paris, 23 janvier 1975, 14 h. Dans ENSEMBLE IMMOB. 11-13-15, r. Van Loo et 8 et 10 bd Exelmans Paris (16e)

Vente au Palais de Justice de Versailles, mercredi 29 janvier 1975, à 10 h. 1) UN APPARTEMENT

Vente au Palais de Justice à BOBIGNY, mardi 28 janvier 1975, à 13 h. 30. IMMEUBLE INDUSTRIEL BATIMENTS 6.000 m2 SUR TERRAIN 8.097 m2

en Palais de Justice à Paris, le jeudi 23 janvier 1975, à 14 heures. VENTE D'UN IMMEUBLE A USAGE COMMERCIAL

Vente au Palais de Justice à Bobigny, mardi 28 janvier 1975, à 13 h. 30. 1 GRAND TERRAIN 1.445 m2 SAINT-DENIS (93)

Télé A VOTRE DISPOSITION

strave

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

ENVIRONNEMENT

Les Français devant le choix nucléaire

II. — La solution des centrales E.D.F. est-elle la meilleure?

par MARC AMBROISE-RENDU

Libres opinions

Pour une autre politique de l'énergie

par JEAN-MARIE CHEVALIER (*)

LES récentes augmentations du prix du pétrole ont donné à l'E.O.F. les moyens de prendre sa revanche sur les compagnies pétrolières. L'entreprise nationale se sent investie d'une mission sacrée : promouvoir la plus rapidement possible l'énergie nucléaire, seule capable de résoudre nos problèmes énergétiques. Les pouvoirs publics n'ont pas été longs à convaincre, et la France se jette à corps perdu dans un gigantesque programme d'équipement qui devrait aboutir à la réalisation du slogan affirmé avec puissance : « Tout électrique, tout nucléaire ».

Deux cents réacteurs nucléaires seront ainsi construits en France d'ici à l'an 2000. Nous avons le droit de nous inquiéter devant ce choix, qui est peut-être le plus grave de notre époque. Il comporte, en effet, des risques et nous devons exiger d'en être informés. Il est d'autant plus discuté qu'il existe des politiques énergétiques moins folles.

Les dangers du nucléaire peuvent être regroupés en quatre catégories : pollution thermique, radioactivité des centrales, contrôle des déchets, accidents.

Si tous les spécialistes étaient d'accord pour dire que ces risques étaient minimes, et tous les chiffres cités par différentes sources concordent, il n'y aurait guère de problèmes. Ce n'est malheureusement pas le cas et les divergences de spécialistes montrent bien qu'il y a des incertitudes.

Les risques du nucléaire sont, en effet, d'une nature particulière : on en mesure très difficilement les « retombées » et les probabilités. Comment pourrait-on mesurer toutes les conséquences écologiques d'un échouement des eaux du Rhône ? Comment calculer la probabilité d'un sabotage qui provoque des fuites de radioactivité ? Comment mesurer les effets de celle-ci qui peut non seulement provoquer des morts physiques, mais atteindre aussi la diversité génétique et biologique pendant des générations ? Quelle est la probabilité d'un vol de plutonium qui permet à un fou de fabriquer sa propre bombe ? Celle d'un avion qui s'écrase sur une centrale ?

Les probabilités de ces événements ne sont pas nulles et leurs conséquences en sont dramatiques. Puisque les techniciens ne sont pas d'accord sur la sûreté de ce qu'ils construisent, puisque des conséquences infinies sont associées à des probabilités même infinitésimales, le problème doit être retiré aux techniciens et livré au public ; il devient politique. Les citoyens doivent choisir eux-mêmes quel niveau de risque ils sont prêts à accepter.

Pour qu'un débat démocratique s'instaure sur le nucléaire avant qu'il ne soit trop tard, il faut que les citoyens soient informés. Or en France, à l'heure actuelle, seuls les techniciens officiels sont habilités à informer l'opinion. Pourquoi retourner le parole à ceux qui émettent des doutes ou à ceux qui ne sont pas du même avis ? Comment est-il possible que dans un pays prétendument démocratique une poignée de gens lancent toute une population dans une aventure aussi incertaine ?

Il faut qu'un débat sérieux s'ouvre au Parlement, qu'une commission indépendante soit créée, que l'on informe les citoyens sur un problème qui engage irrevocablement des générations.

Cette orientation dangereuse de la politique énergétique française est d'autant plus regrettable que d'autres politiques pourraient être mises en œuvre. Il est encore temps de changer, mais, plus on attend, plus il sera difficile de changer de cap, car les structures industrielles auront été modelées en fonction du nucléaire.

Toute politique énergétique implique avant tout aujourd'hui la réduction des multiples gaspillages et l'amélioration des rendements. Il y a beaucoup d'économies d'énergie à faire, mais il faut que l'effort de chacun en cette matière soit identique.

Pour le long terme, il paraît indispensable de développer au maximum les énergies douces comme le géothermique ou l'énergie solaire. Leurs potentialités sont énormes, leurs risques minimes.

Dans l'immédiat, on peut faire beaucoup plus massivement de la lutte contre la pollution. L'air, l'Algérie, l'U.R.S.S. sont prêts à nous en livrer. Mieux vaut dépendre de l'extérieur que des risques liés à l'existence de deux cents centrales nucléaires nationales. Quant au prix, c'est un coût secondaire dans la mesure où l'on devrait s'orienter inévitablement vers un alignement des prix des différentes formes d'énergies.

Le gaz naturel présente l'énorme avantage d'être une énergie sûre et non polluante. La miniaturisation des centrales électriques permettrait en outre d'éviter les pertes en ligne et de récupérer le chaleur actuellement perdue dans les grandes centrales.

L'important, c'est donc d'arrêter maintenant la folie nucléaire et d'obtenir un ralentissement du programme nucléaire français.

(*) Maître de conférence, agrégé à l'université de Grenoble.

La consultation « nucléaire » organisée par le gouvernement auprès des pouvoirs locaux et régionaux ne manque pas d'ambiguïté (cf. le Monde, daté 12-13 janvier). La répartition géographique qu'elle propose résulte d'un choix technique préalable qui ne paraît pas indiscutable à tous.

En dehors de nouvelles et massives rentrées fiscales on discerne mal ce que les communes rurales qui accueilleraient une centrale nucléaire gagneraient dans l'avenir. En revanche, on sait bien ce qu'elles vont y perdre. L'association de recherche et d'études sociologiques de l'université de Tours s'est livrée à une étude minutieuse de l'impact socio-économique des centrales de Chinon et de Saint-Laurent (1).

Après avoir noté leur action de « destruction du milieu rural » elle conclut : « Pour que les centrales nucléaires profitent à leur région d'accueil, elles doivent être en symbiose avec une ville d'une certaine importance. » Ce qui suppose qu'elles en soient proches.

Or le genre d'installation prévu par l'E.D.F. — c'est-à-dire un groupement de plusieurs réacteurs de forte puissance — oblige, en contrepartie, à l'usage de toutes sortes de raisons (sécurité, refroidissement, espace disponible, etc.). Le dossier gouvernemental distribué aux élus locaux le reconnaît. La centrale, dit-il en substance, pourrait engendrer un déve-

loppement régional important si, en plus de l'électricité, elle fournissait de la vapeur ou des calories à de vastes installations urbaines, industrielles ou agricoles. Mais, note le document : « Il s'agit alors d'une centrale « hybride » de la centrale que l'E.D.F. doit construire en série pour faire face aux besoins d'électricité ».

En deux phrases, est liquidée une des questions de fond de notre programme nucléaire. La meilleure solution pour l'E.D.F. ? Sans doute. Est-ce la plus conforme à l'intérêt national ? Au sein même du gouvernement et de l'administration on commence à en douter. Si, en attendant de nouvelles études, on se contente de pomper et sans danger, il faut vraiment se condamner au nucléaire pour trois ou quatre décennies, pourquoi ne pas — au moins — quitter le fond ?

Telle est la question que posent, de plus en plus nombreux, des atomistes, des ingénieurs, des responsables politiques. Or les centrales modèle E.D.F. gaspillent 70 % de leur énergie et ce faisant, polluent leur milieu environnant. Ne pourrait-on les rendre moins nuisantes et plus productives en les concevant différemment et en utilisant leurs calories aujourd'hui perdues ? Elles seraient alors de taille plus modeste, proches des villes et probablement enterrées, pour être plus sûres.

Les thermiciens accueillent ces « expériences » avec scepticisme. Récupérer l'eau des centrales à l'instant de son rejet, c'est se condamner à ne disposer que d'un liquide tiède atteignant 20 à 30 degrés. Pour chauffer de telles eaux, c'est insuffisant et il faut alors relever la température avec des pompes à chaleur qui fonctionnent à l'électricité.

Aussi songe-t-on, au ministère de la qualité de la vie, à prélever la vapeur brûlante au sortir des réacteurs, au niveau des turbines ou, encore, au condenseur. Dès lors, la centrale fournit d'abord des calories, les kilowatts n'étant plus que des sous-produits. Un contrat d'étude sur les centrales d'énergie mixte pourrait d'ailleurs être confié par le ministère de la qualité de la vie à une firme privée : Technip, filiale de l'Institut du pétrole. Un groupe d'une dizaine d'ingénieurs et de techniciens mené par un centralien, M. Louis Denis, comparerait sur le plan de l'économie et de l'environnement, deux modèles de centrale. Le modèle américain de l'E.D.F. et la moyenne ou petite centrale mixte, appelée Nuplex (« nucléaire + chauffage »), une ville de trois cent mille habitants, comme Nantes ; des villes moyennes, comme Rouen, Tours ou Orléans.

L'équipe pourrait faire des incursions dans plusieurs pays d'Europe où des études identiques sont en cours, en Suisse, en Suède, en Allemagne de l'Ouest. Dans ce dernier pays, depuis dix ans, plusieurs villes sont chauffées par des centrales mixtes à combustible classique. Le gouvernement fédéral envisage la création d'un réseau national de chauffage, comme il existe des réseaux de gaz ou d'électricité.

La mission pourrait aussi se transporter en Roumanie, en Allemagne de l'Est, en Finlande, et surtout en U.R.S.S., où déjà 40 % (identifié 50 %) du courant électrique est fourni par des centrales mixtes qui alimentent villes et industries en eau chaude. Helsinki pratique le même système depuis des années. On y prévoit que les deux centrales nucléaires de taille moyenne dont elle va se doter dans les quinze prochains mois, vont bénéficier des rejets de la centrale. Aux alentours de Dampierre-en-Burly (Loiret), on prévoit de chauffer 100 hectares de terres maraîchères. A Fessenheim (Haut-Rhin), des arbres vont être irrigués à l'eau tiède. On parle de bassins d'eau tiède pour l'élevage de poissons à Marignies (Bouches-du-Rhône).

Des kilowatts et des calories

Des spécialistes ont déjà calculé que, compte tenu du meilleur rendement énergétique de ces installations, on pourrait renoncer à soixante-dix des deux cents réacteurs qui seront nécessaires si l'on veut produire de l'énergie double d'ici à l'an 2000. D'ailleurs, l'hypothèse elle-même du doublement des besoins en vingt-cinq ans qui fonde tous les calculs de l'E.D.F. est elle-même en cause dans les cercles les plus officiels.

Dans ces conditions la carte de la France nucléaire sur laquelle les élus locaux et les responsables régionaux se posent en ce moment n'est-elle pas déjà périmée ? On peut en tout cas se poser la question quand on sait que la Délégation à l'aménagement du territoire travaille déjà sur trois autres cartes de répartition. Encore n'y prend-on comme hypothèse de départ que le modèle de centrale choisi par l'E.D.F. Même

dans ce cas, mais avec d'autres prévisions de consommation et d'autres systèmes de réfrigération que ceux prévus, on parvient à un essaimage des usines assez différent de celui qui est actuellement en cours. Les premiers résultats de ces études seront connus en février.

L'E.D.F. elle-même se préoccupe de ce qui pourrait recueillir les eaux chaudes sortant de ses usines. Une étude sur le chauffage de la ville nouvelle de l'Isle-d'Abeau (près de Lyon) par la centrale de Bugey est en cours. Des études sont en cours dans des printemps, usine de Saint-Laurent va alimenter en calories 3000 mètres carrés de cultures maraîchères sous serre. Les autres centrales, surtout, elles aussi, produiront de la chaleur.

La France, avant d'adopter éventuellement la filière américaine, n'aurait-elle pas tiré profit à regarder aussi chez ses voisins d'Europe ? Elle y aurait sans doute trouvé des solutions à la crise de l'énergie plus élégantes et moins coûteuses que les centrales américaines. Comme dit M. Louis Denis, l'animateur des thermiciens de Technip : « Nous lançons la bataille de l'énergie avec les centrales E.D.F. qui sont prévues à la ligne Maginot en 1970. Une fausse sécurité, un rendement finalement dérisoire. Il est encore temps de mener la guerre de l'énergie de manière plus offensive et plus économique. »

Tout cela, évidemment, ne figure point dans le dossier que les élus ont entre les mains. Ils ne savent pas que, en définitive, la consultation dont on feint de les honorer ne porte pas sur le vrai problème. Quelle est la meilleure politique énergétique pour la France ? Quels sont ensuite pour chaque région les meilleurs fournisseurs d'énergie et les meilleurs emplacements ?

Maires, conseillers généraux et conseillers régionaux, écoutés par les potentes promesses, vont répondre « oui » ou « non » à de fausses questions. On enregistre bien sûr les « des » et les « refus » extrêmement vives. Elles sont plutôt d'ordre passionnel.

Des prises de position en province

Plusieurs assemblées régionales ou départementales se sont ces jours derniers prononcées sur les projets d'installation de nouvelles centrales nucléaires.

● EN BASSE-NORMANDIE, le comité économique et social s'est prononcé à l'unanimité moins une voix en faveur du projet d'installation d'une centrale nucléaire dans la région et a choisi le site de Manvièvre, dans le Calvados. Le conseil régional doit prendre une décision le 28 janvier.

Dans la Manche, le conseil général s'est déclaré favorable à l'installation de centrales nucléaires dans le département et a choisi comme premier site celui de Flamanville, sur la côte ouest du Nord-Cotentin. Sur quarante-huit conseils, dix se sont abstenus, s'estimant insuffisamment informés.

● DANS LE CENTRE, le comité économique et social a

donné un avis favorable à l'implantation de centrales nucléaires dans la région. Des décisions ont déjà été prises en ce domaine : Dampierre-en-Burly sort de terre ; les travaux d'extension de Saint-Laurent-des-Baux continuent ; le projet d'extension non Chinon est bien avancé. Les membres du comité ont donné leur assentiment à l'installation d'une nouvelle centrale sur la Loire, en amont de Léré (Cher), mais se sont inquiétés des « nuisances ». Le conseil régional doit se prononcer le 24 janvier.

● EN LOIRE-ATLANTIQUE, à Ingrandes, un comité anti-pollution a été créé pour protester contre l'éventuelle installation d'une centrale entre Saint-Florent-le-Vieil et Ingrandes, à la limite du Maine-et-Loire et de la Loire-Atlantique. Il a adressé une lettre ouverte à tous les élus de la région leur demandant de préciser leur position sur ce projet.

Les Français sont si mal informés des conséquences du parti nucléaire qu'on ne peut guère attendre davantage. Pour rassurer les inquiétés, le gouvernement dépêche innumérablement quelques spécialistes, parmi lesquels le professeur Pierre Pellerin, directeur du service central de protection contre les radiations ionisantes (S.C.P.R.I.). Est-ce vraiment la bonne manière d'aborder et d'animer le débat ? Mais, peut-être, de ce tourbillon d'arguments passionnés sur la nocivité ou l'innocuité radioactive des centrales (effraie sérieuse, mais déjà secondaire) aboutira-t-on par degré à poser les vraies questions. Celles qui mettent en cause l'aménagement du territoire, le pouvoir régional, la politique énergétique du pays et les forces qui l'orientent actuellement.

F I N

A PROPOS DE...

La préservation des richesses naturelles

UNE FONDATION POUR LA SOLOGNE

Les membres du Comité économique et social de la région Centre ont, le 10 janvier, au cours de la première réunion de leur nouvelle session, examiné le projet de « Sologne », ou « fondation pour la sauvegarde de la Sologne », ou « fondation Sologna », qui permettrait notamment d'acquiescer des propriétés mises en vente dans cette zone particulièrement menacée.

On sait que lors des deux précédentes sessions, les assemblées régionales avaient pris la décision de « réserver » 5 000 hectares de terrain de la Sologne — pas d'un seul tenant mais répartis sur l'ensemble — pour les ouvrir au public, puis d'affecter à cette opération une somme de un million de francs.

Trois zones qui présentent un intérêt particulier du point de vue du tourisme ou de l'écologie, et qui pourraient être déclarées des zones acquiescées, ont déjà été déterminées : la Sologne des étangs, la région de l'étang du Puis et du canal de la Saône, et une zone située à proximité de Chambard qui sert de refuge à de nombreux oiseaux.

L'un des objectifs de cette fondation serait, en outre, de créer à proximité de ces réserves écologiques des centres de visiteurs. Au nombre de trois, ces centres pourraient abriter un musée des arts plastiques, un musée de plein air et un musée écologique, un peu à l'image de ce qui a été réalisé aux Pays-Bas dans le parc de Hoge-Valuwe.

Les membres du comité, qui ont semblé intéressés par le rapport présenté à ce propos par le professeur Aguesson, président de la Fédération française des sociétés de protection de la nature, et défendu vivement par le député de la région, ont toutefois préféré à donner un temps de réflexion. Le dossier sera sans nul doute adopté dans quelques jours.

RÉGIS GUYOTAT.

Le Monde de l'éducation

AU SOMMAIRE DU N° 2

- Les patrons et l'école
- La formation à l'IP
- Ivan ILLICH et Etienne VERNE : Le piège de l'école à vie
- Les cantines scolaires
- L'éducation à l'étranger
- Vie de la classe
- Votre enfant et l'école
- Universités et grandes écoles
- Formation continue
- Les livres
- Les revues

Tarif des Abonnements (11 numéros par an)

France D.O.M., T.O.M.	50
Europe (y compris Turquie d'Asie, Afrique, Chypre, Malte, Algérie, Maroc et Tunisie)	60
Europe (hors Europe)	80
Amérique du Nord, Amérique du Sud, Océanie, Australie, Nouvelle-Zélande, autres pays d'Océanie	90
Autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie	110

LE MONDE DE L'ÉDUCATION
Service des Abonnements
5, rue des Italiens, 75271 PARIS CEDEX 09 - C.O.P. 4 207-23

sauvez vos cheveux...

Si vous vous alarmez parce que vos cheveux tombent en abondance ou s'éclaircissent, sachez que vous n'êtes pas seul. Des millions de personnes souffrent de cette affection. C'est pourquoi nous avons créé l'Institut Capillaire Bridge Cap, un institut qui vous aide à retrouver vos cheveux.

ou retrouvez-les..

BRIDGE CAP est un institut qui vous aide à retrouver vos cheveux. C'est pourquoi nous avons créé l'Institut Capillaire Bridge Cap, un institut qui vous aide à retrouver vos cheveux.

INSTITUT CAPILLAIRE BRIDGE CAP

75008 - PARIS - 116^{ème} Champs-Élysées
1 rue Lord Byron tel. 1.225.59.49

AIX-EN-PROVENCE - ANGERS - CLERMONT-FD - OULON - LIMOGES - MARSEILLE - MONTPELLIER - NANTES - NICE - RENNES - TOULON - TOURS

en plein centre des villes

Ouvert du lundi au vendredi 11 h - 20 h

Limoges (51) 32.45.37
Nantes (41) 88.57.03
Clermont-Fd (73) 93.18.34
Dijon (60) 32.97.57

Nice (93) 87.11.18
Rennes (91) 30.18.88
Toulon (94) 92.60.54
Tours (147) 20.33.60

consultez l'annuaire
Samedi 9 h - 13 h.

LA VIE

Les négociations sur les...
mise hesitation du C.I.

l'aspirer de discussions à la

POUR CHERCHER ACTIVEMENT UNE SITUATION

CADROFFICE

7, avenue...

POUR et av

intérêts

L'intérêt du Compte sur Livret passe de 5,75 % d'intérêt et votre reste disponible à tout moment.

Plus que j du Crédi

مكتبة من الأصل

LA VIE ÉCONOMIQUE

AFFAIRES

Les ouvrières vendéennes de Big Chief: ce n'est pas nous qui avons fauté...

Les pouvoirs publics tentent de trouver une solution à l'effondrement de la société Big-Chief, numéro deux de l'industrie du vêtement féminin, qui emploie sept cent trente personnes, dont 75 %

de femmes. A la demande du conseil d'administration, le comité central de l'entreprise va se réunir au début de cette semaine. Depuis le 6 janvier l'usine de La Roche-sur-Yon (Vendée) est occupée par les travailleurs.

La Roche-sur-Yon. — Une petite pièce chaude, encombrée de plantes vertes. Assise autour d'une table de terrasse de lerpout, quelques jeunes femmes poursuivent des travaux d'aiguille. Une atmosphère d'ouvrier ou de veillée paysanne. Il est 9 heures du soir, samedi 11 janvier, dixième jour d'occupation de l'usine Big-Chief de La Roche-sur-Yon ?

Occupation bien sage en vérité, « passive », occupation de femmes disent certains. C'est vrai, les ouvrières (qui représentent 75 % du personnel de Big-Chief en Vendée) n'ont jusqu'à présent entrepris aucune action spectaculaire. Trouveni au retour des congés de Noël les usines errantes, elles ont pénétré dans les locaux et se sont installées dans le restaurant et dans les bureaux de réception — là où c'était permis — avec le bénéfice du directeur local, qui s'efforce depuis sa « solidarité » avec le « lutte » des ouvrières.

Les ateliers, les magasins sont restés clos. « Pour économiser le chauffage », explique le C.G.T. Mejoirière dans l'entreprise, elle même le mouvement. « En fait on ne contrôle rien », reconnaît tranquillement une ouvrière. « Pour le moment », tranche sa voisine.

Car il ne faudrait pas s'y tromper : quelques minutes passées au sein de l'usine, trois paroles échangées suffisent pour comprendre quelle inquiétude, quelle violence musclée sous-tendent l'apparence tranquille. La tradition chouanne, tradition de jacqueries, de violences sourdes et de brusques révoltes contre l'autorité centrale. Elle explique, en partie, l'étonnante cohésion des ouvrières avec le directeur « co-occupant » de l'usine, et les cadres, il y a deux mois encore adhérents à la C.F.T. Ce n'est pas sans doute fragile, prête à s'effriter au moindre dérèglement, n'en est pas moins réelle. La Roche-sur-Yon fait l'ironie contre « l'ennemi », responsable du désastre « qui n'est pas ici mais à Paris, au siège central du foudroyant Polsoimière, ou « retranché » dans son appartement de Neuilly. M. Maurice Raichenbach, « Buc », dit-on, président et actionnaire — le gendre — majoritaire de Big Chief, est unanimement dénoncé par les salariés, la direction des usines et — en soutiens — par l'administration et les élus locaux.

« On ne peut pas se mettre en cause la gestion et avant tout la gestion centrale », affirme M. Ninin, le préfet. « Les pouvoirs publics, qui se sont inquiétés très

De notre envoyée spéciale

5,5 millions de francs. L'appui des banques permet, néanmoins, de poursuivre l'exploitation, mais tout se dégrade peu à peu. Le président se sépare de son directeur et le ferme pendant des mois n'a plus ni direction financière ni direction commerciale. M. Raichenbach fait appel à un cabinet de conseil en gestion. Celui-ci recommande un délestage des effectifs et la réduction des avantages sociaux. Il réorganise cinq postes de travail et réoriente la production vers des pièces plus légères (chemisiers sportswear) que celles lebriquées jusqu'ici (des imperméables, des tailleurs pour l'essentielle). Le personnel de la Roche-sur-Yon tombe de plus de huit cents à six cent vingt personnes. La plupart des « avantages sociaux » sont supprimés, les salaires bloqués. Rien ne s'arrange cependant.

« A la fin de l'année 1974, explique encore le prêt, une nouvelle négociation réunit le directeur de Big Chief, les banques et les pouvoirs publics. Un montage financier est mis sur pied pour couvrir un déficit annoncé de 6,4 millions, mais le lendemain de l'accord, Big Chief annonce que les portes sont en fait fermées à l'usine.

Pourtant, dès 1972, M. Raichenbach entame des négociations avec le groupe américain Kora Corporation pour une cession de la société. Comme pour toute prise de participation étrangère, l'affaire traîne en longueur. M. Raichenbach nommé à la tête de Big Chief un « gestionnaire miracle », M. Schmitt, dont la mission se résumait vite à négocier l'affaire avec les Américains. En mars 1973, les pouvoirs publics refusent la prise de participation à la plus grande satisfaction des ouvriers et du directeur des usines vendéennes violemment opposés à l'opération. En décembre 1973, « Buc » Raichenbach annonce, au cours d'une visite à La Roche-sur-Yon, de bons résultats. On prévoit pour l'année un bénéfice de 7 millions.

Un effondrement inexplicable et inexplicé

Or quinze jours plus tard, c'est le drame. M. Raichenbach, raconte le prêt, n'annonce par téléphone qu'il n'a pas regardé ses comptes depuis longtemps, absorbé qu'il était par le vent des Américains; qu'il vient d'y découvrir un trou important et qu'il s'apprête à déposer son bilan. « Les comptes de 1973 ont en effet enregistré un déficit de

Le gouvernement pourrait donner son accord à la prise de contrôle de Marine-Firminy par le groupe de Wendel

Comme ils l'avaient annoncé par un communiqué diffusé dans les derniers jours de l'année écoulée (le Monde du 29-30 décembre 1974), les groupes de Wendel et Empain-Schneider achèvent la mise au point de la « politique commune d'action pour mettre fin aux difficultés qui entravent actuellement la gestion de Marine-Firminy, et ainsi permettre à cette société, à ses filiales et à Cresnot-Loire de poursuivre leur développement ».

Comme prévu, la Compagnie lorraine industrielle et financière (C.L.I.F.) ex-petite-fils de François de Wendel constituera autour de Marine-Firminy « un vaste holding diversifié, mais homogène et équilibré ».

Après avoir acheté en Bourse, dans le courant de décembre 1974, près de 20 % du capital de Marine-Firminy, la Compagnie lorraine envisage d'en prendre carrément le contrôle (plus de 50 %) en lui faisant acheter de nombreux actifs. Parmi ceux-ci figurent, officiellement du moins, 33 % de J.-J. Carnaud, premier producteur français de fer-blanc, avec un chiffre d'affaires voisin du milliard de francs, 41 % des Forges de Creusot, premier fabricant européen de produits plats en acier inoxydable, dont le chiffre d'affaires s'approche également du milliard de francs, 34 % de Ziegler, spécialiste de la tôle galvanisée, 39 % de Nozal (négoce des produits sidérurgiques).

Une telle opération est significative à deux points de vue. D'abord, elle concrétise les vues de la Compagnie lorraine sur

EUROPE

LES PROPOSITIONS DE HAUSSE DES PRIX AGRICOLES

(Suite de la première page.)

M. Bonnet modifiera-t-il sa position ? Ce pourrait peut-être être le cas si son collègue, M. Ritt, faisait de même. Or, celui-ci trouve trop importants les relèvements de prix recommandés par la commission, et s'oppose avec résolution aux mesures agronomiques à qui lui sont proposées et qui se traduiraient par une augmentation des prix en Allemagne inférieure à celle qui sera appliquée dans les autres États.

Cette position est encore moins défendable que celle adoptée par la France ? La réévaluation du mark qui atténue le taux très élevé de 12 %, est suffisamment ancienne pour avoir été parfaitement « gommée » par l'ensemble de la période correspondante de l'exercice 1973-1974, soit une augmentation de 33,3 %.

La poursuite de cette progression est confirmée par le bordereau de loyers émis le 1er janvier 1975 au titre du troisième trimestre de l'exercice en cours. Il s'élève au total à 8 450 000 F, soit une augmentation de 33,6 % sur l'exercice correspondant de l'exercice 1974-1975. Cette augmentation est essentiellement due à la localité des constructions nouvelles qu'a réalisées la société, tant à Rungis qu'à Evry.

On peut estimer dans ces conditions que les recettes locatives totales de l'exercice 1974-1975 s'établiront à l'indice 640 (base 100 exercice 1969-1970) contre respectivement 495 et 542 pour les exercices 1972-1974 et 1973-1974.

Ces chiffres confirment les perspectives favorables dont le président a fait état lors de l'assemblée générale ordinaire du 3 décembre 1974, quand, sur résultat de l'exercice « 0 cours ».

FAITS et chiffres

LA BANQUE DU CANADA a réduit d'un demi-point son taux d'escompte, qui s'établit maintenant à 8,25 %. La dernière baisse du taux d'escompte de la Banque du Canada remonte au 15 novembre 1974.

M. UMBERTO AGNELLI abandonne la présidence de la société Fiat, qui appartient au groupe Fiat. M. Agnelli est nommé directeur général de la société. Les feux arrière, les sièges rembourrés, le volant et le système d'arrêt sont nouveaux.

UNE NOUVELLE VERSION ABARTE 70 DE LAUTOBIANCHI A 112 sera importée en France en mars prochain, annonce la société André Chardonnet, importatrice de la marque italienne. Ce modèle de 70 ch DIN s'ajoute à l'Abarth de 58 ch; la différence concerne la partie mécanique: alliage aluminium, nouveau carburateur à air, nouvel échappement, nouvel embrayage.

D'autre part, les A 112 présenteront des caractéristiques différentes. C'est ainsi que sur les modèles Normal et Elegant le régime du moteur a été abaissé à 47 ch DIN et 5 600 tours, au lieu de 6 000 tours, apportant une souplesse accrue. Les feux arrière, les sièges rembourrés, le volant et le système d'arrêt sont nouveaux.

En surfaite, nous restons colmes, par dignité, affirmé samedi une jeune ouvrière. Or, ni nous endormir pas si facilement. Après tout, ce n'est pas nous qui avons fauté... VÉRONIQUE MAURIS.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère d'Etat chargé des Transports
Sous-Direction des Chemins de Fer
Société Nationale des Chemins de Fer Algériens

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT AVEC CONCOURS

- 1) Un appel d'offres international ouvert avec concours est lancé pour la réalisation clés en main d'installations de télécommunication :
Circuits de régulation des lignes secondaires (BATNA - BOGHARI - AIN-SEFRA)
Fourniture, installation et mise en service de 3 postes centraux de régulation.
- 2) Les documents nécessaires pour soumissionner seront remis aux entrepreneurs dûment accrédités au siège de la SNCFA, 21-23, bd Mohamed-V à ALGER, 8^e étage, Service V.B., Bureau SES. Ces documents seront remis contre versement d'une somme équivalente à quarante (40) dollars U.S.
- 3) Les offres devront parvenir, sous pli recommandé, à l'adresse indiquée ci-dessus avant le 26 mars 1975 à 16 heures, terme de rigueur, ou être remises à cette même adresse dans le délai imparti.
- 4) Le délai pendant lequel les candidats resteront engagés par leur offre est fixé à cent-quatre-vingts (180) jours à compter du 26 mars 1975.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SILIC

Les loyers H.T. émis par la société pour les six premiers mois de l'exercice en cours du 1^{er} juillet au 31 décembre 1974 se totalisent à 16 057 000 F, contre 12 160 000 F pour la période correspondante de l'exercice 1973-1974, soit une augmentation de 32,1 %.

PIZON BROS S.A.

Pizon Bros S.A. radio-télévision annonce une augmentation de 30 % de son chiffre d'affaires de 1974 par rapport à 1973. Les perspectives pour 1975, au cours de laquelle Pizon Bros S.A. fêtera le 25^e anniversaire de sa création, sont jugées très favorables. Le lancement d'un nouveau portable couleur équipé d'un écran de 38 cm, un version PAL SECAM, est prévu pour le premier trimestre de l'exercice 1975-1976, permettant une utilisation dans tous les pays européens, africains et du Moyen-Orient, dont le chiffre d'affaires, dont 15 % sont prévus à l'exportation.

LA BARCLAYS BANK

Société anonyme au capital de 50 000 000 F dont le siège social est à Paris (2^e), 32, rue du 4-Septembre

JOHN D. WOOD S.A.

Société anonyme au capital de F. 250 000 dont le siège social est à PARIS-17^e, 9, avenue Mac-Mahon, immatriculée au registre du commerce de Paris sous le n° 13 B 236, avertit le public du changement de parodie intervenu à la suite de l'artificialité de JOHN D. WOOD S.A. à la Chambre syndicale FINANM de PARIS et de l'ILE-DE-FRANCE relatif aux opérations de transactions sur l'immobilier et fonds de commerce réalisées par JOHN D. WOOD S.A. du 1^{er} au 2^e janvier 1975, décret du 20 juillet 1972).

CAISSE DE LA GARANTIE DE LA F.N.A.I.M.

Société de caution mutuelle agréée par la Chambre syndicale des banques populaires, ayant son siège social, 129, rue du Faubourg-Saint-Honoré à PARIS-8^e.

ACIER-INVESTISSEMENT

Valeur liquidative : ou 31 décembre 1974

Au 31 décembre 1974, les comptes annuels d'ACIER INVESTISSEMENT (société anonyme) ressortiront une valeur liquidative globale de 17 212 millions de francs, soit 98,35 F par action.

SOCODI Conseil de Direction

organise une journée d'études sur

LES CONDITIONS DE TRAVAIL DANS L'ENTREPRISE

le 29 janvier 1975, destinée aux CHEFS D'ENTREPRISE INGENIEURS CADRES

Renseignements et inscriptions : CEDIS s.a.r.l. - Tél. : 202-54-61 61, rue de Loncry - Paris (10^e)

INTERNATIONAL DIAMOND INVESTMENT (FRANCE)

90, avenue des Champs-Élysées, PARIS.

IDI - GARANTIES: Tous les Diamants vendus par IDI sont livrés en COFFRET SCHELLE avec le Certificat International d'IDI et avec le Certificat International de l'INSTITUT EUROPEEN DE GEMMOLOGIE D'ANVERS.

IDI - RESTAURATION: 1971; indice 100 1974; indice 194

IDI - REVENTE: Tous nos Diamants sont livrés avec Certificat de Revente.

Chacun peut donc maintenant, grâce à IDI, comparer les qualités et les tailles les plus intéressantes. Le client peut choisir en toute connaissance de cause, grâce aux explications précises et complètes fournies par des conseillers qualifiés, le Diamant d'Investissement qui répond le mieux à ses objectifs.

INFORMATIONS SUR DEMANDE ou à NOTRE SIÈGE, 90, avenue des Champs-Élysées, PARIS (sur rendez-vous) - Tél. : 359-10-07

INTERNATIONAL Diamond Investment

NOM : ADRESSE : le désir être informé, sans engagement de ma part, des possibilités offertes par le Diamant d'Investissement.

LES MARCHÉS

EURO-OBLIGATIONS

LA BANQUE DES MARCHÉS RELANCE L'ACTIVITÉ

LONDRA

NOUVELLES DES

COURSE DE PARIS - 10

VALEURS	Cours	Différence
Alcatel	1250	+10
Alstom	1100	+5
Amal	1000	+2
Amis	950	+1
Amis	900	+1
Amis	850	+1
Amis	800	+1
Amis	750	+1
Amis	700	+1
Amis	650	+1
Amis	600	+1
Amis	550	+1
Amis	500	+1
Amis	450	+1
Amis	400	+1
Amis	350	+1
Amis	300	+1
Amis	250	+1
Amis	200	+1
Amis	150	+1
Amis	100	+1
Amis	50	+1

VALEURS	Cours	Différence
Amis	1250	+10
Amis	1100	+5
Amis	1000	+2
Amis	950	+1
Amis	900	+1
Amis	850	+1
Amis	800	+1
Amis	750	+1
Amis	700	+1
Amis	650	+1
Amis	600	+1
Amis	550	+1
Amis	500	+1
Amis	450	+1
Amis	400	+1
Amis	350	+1
Amis	300	+1
Amis	250	+1
Amis	200	+1
Amis	150	+1
Amis	100	+1
Amis	50	+1

VALEURS	Cours	Différence
Amis	1250	+10
Amis	1100	+5
Amis	1000	+2
Amis	950	+1
Amis	900	+1
Amis	850	+1
Amis	800	+1
Amis	750	+1
Amis	700	+1
Amis	650	+1
Amis	600	+1
Amis	550	+1
Amis	500	+1
Amis	450	+1
Amis	400	+1
Amis	350	+1
Amis	300	+1
Amis	250	+1
Amis	200	+1
Amis	150	+1
Amis	100	+1
Amis	50	+1

VALEURS	Cours	Différence
Amis	1250	+10
Amis	1100	+5
Amis	1000	+2
Amis	950	+1
Amis	900	+1
Amis	850	+1
Amis	800	+1
Amis	750	+1
Amis	700	+1
Amis	650	+1
Amis	600	+1
Amis	550	+1
Amis	500	+1
Amis	450	+1
Amis	400	+1
Amis	350	+1
Amis	300	+1
Amis	250	+1
Amis	200	+1
Amis	150	+1
Amis	100	+1
Amis	50	+1

VALEURS	Cours	Différence
Amis	1250	+10
Amis	1100	+5
Amis	1000	+2
Amis	950	+1
Amis	900	+1
Amis	850	+1
Amis	800	+1
Amis	750	+1
Amis	700	+1
Amis	650	+1
Amis	600	+1
Amis	550	+1
Amis	500	+1
Amis	450	+1
Amis	400	+1
Amis	350	+1
Amis	300	+1
Amis	250	+1
Amis	200	+1
Amis	150	+1
Amis	100	+1
Amis	50	+1

VALEURS	Cours	Différence
Amis	1250	+10
Amis	1100	+5
Amis	1000	+2
Amis	950	+1
Amis	900	+1
Amis	850	+1
Amis	800	+1
Amis	750	+1
Amis	700	+1
Amis	650	+1
Amis	600	+1
Amis	550	+1
Amis	500	+1
Amis	450	+1
Amis	400	+1
Amis	350	+1
Amis	300	+1
Amis	250	+1
Amis	200	+1
Amis	150	+1
Amis	100	+1
Amis	50	+1

VALEURS	Cours	Différence
Amis	1250	+10
Amis	1100	+5
Amis	1000	+2
Amis	950	+1
Amis	900	+1
Amis	850	+1
Amis	800	+1
Amis	750	+1
Amis	700	+1
Amis	650	+1
Amis	600	+1
Amis	550	+1
Amis	500	+1
Amis	450	+1
Amis	400	+1
Amis	350	+1
Amis	300	+1
Amis	250	+1
Amis	200	+1
Amis	150	+1
Amis	100	+1
Amis	50	+1

VALEURS	Cours	Différence
Amis	1250	+10
Amis	1100	+5
Amis	1000	+2
Amis	950	+1
Amis	900	+1
Amis	850	+1
Amis	800	+1
Amis	750	+1
Amis	700	+1
Amis	650	+1
Amis	600	+1
Amis	550	+1
Amis	500	+1
Amis	450	+1
Amis	400	+1
Amis	350	+1
Amis	300	+1
Amis	250	+1
Amis	200	+1
Amis	150	+1
Amis	100	+1
Amis	50	+1

VALEURS	Cours	Différence
Amis	1250	+10
Amis	1100	+5
Amis	1000	+2
Amis	950	+1
Amis	900	+1
Amis	850	+1
Amis	800	+1
Amis	750	+1
Amis	700	+1
Amis	650	+1
Amis	600	+1
Amis	550	+1
Amis	500	+1
Amis	450	+1
Amis	400	+1
Amis	350	+1
Amis	300	+1
Amis</		

سكينة المرحوم

LES MARCHÉS FINANCIERS

EURO-OBLIGATIONS

LA BAISSÉ DES TAUX RELANCE L'ACTIVITÉ

Agel. — Si, de tradition, on constate une recrudescence caractéristique sur le marché des euro-obligations en janvier, la forte baisse des taux d'intérêt des euro-obligations...

de plus de 1 point durant la semaine au niveau de 12,5% offert vendredi. De ce fait, l'emprunt à 9,75% de la Caisse nationale des allocations familiales...

B. A. L. O.

Le numéro du 13 janvier publie notamment les insertions suivantes:

Crédit Foncier de France. — Emprunt au pair d'un emprunt de 1 milliard de francs, divisé en 1 000 000 obligations foncières de 1 000 F. Ces obligations, qui rapporteront un intérêt annuel de 11,50%...

LONDRES

La tendance est généralement ferme lundi à l'ouverture. Les fonds d'investissement ont été particulièrement actifs...

Table with columns: VALEURS, CLOTURE, COURS. Lists various financial instruments and their closing prices.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE Base 100 à 31 déc. 1974.)

Table showing daily indices for various categories like Vaux françaises, Vaux étrangères, etc.

MARCHE MONÉTAIRE

Table showing monetary market data including exchange rates and interest rates.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table showing the dollar rate in Tokyo.

VALEURS

Main table of stock values with columns for Cours précéd., Dernier cours, Cours précéd., Dernier cours. Lists various companies and their stock prices.

BOURSE DE PARIS - 10 JANVIER - COMPTANT

Table of stock values for the Paris stock exchange on January 10, 1975, including various indices and individual stocks.

MARCHE A TERME

Table of forward market data, including interest rates and forward rates for various currencies.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various currencies, including the Cote des Changes and Marché Libre de l'Or.

FRANCO-ALGERIENNE ET PORTUGAISE d'Etat chargé des Transports Direction des Chemins de Fer Algériens

AGENCIERS DES SOCIÉTÉS PIZON BROS SA

JOHN D. WATSON

INSURANCE

Various small advertisements and notices.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. AMÉRIQUES — Le tribunal Russell II examine les mécanismes de la répression en Amérique latine.
- 3. EUROPE — ESPAGNE : vive tension sociale à Barcelone, à Bilbao et dans les Asturies.
- 3. PROCHE-ORIENT — ISRAËL : un parti politique — le Herout — tient son congrès en Cisjordanie occupée.
- 4. AFRIQUE — MAROC : le congrès de l'Union socialiste des forces populaires.
- 4. RHODÉSIE : les nationalistes posent de nombreuses conditions à la réunion d'une conférence constitutionnelle.
- 4. ASIE — INDOCHINE : le gouvernement américain presse le nouveau Congrès d'augmenter l'aide à Saigon et à Phnom-Penh.
- 6-7. POLITIQUE — M. Chirac invite l'U.D.R. à reprendre l'offensive politique.
- Le P.S.U. propose à la gauche un plan d'action concret.
- 8. EDUCATION — Les élèves-éducateurs spécialisés continuent leur action.
- M. Hoby confirme dans une lettre au S.N.E.S. le volonté gouvernementale de réorganiser les maîtres auxiliaires du second degré.
- 9. RELIGION — Au Liban, la succession du cardinal Méouchi.
- 9. DÉFENSE — Le chef d'un avion de combat pot l'armée de l'ot américaine pourrait mettre le gouvernement néerlandais dans l'embarras.
- 9. SCIENCES
- 10. FAITS DIVERS
- 10-11. JUSTICE
- 11. RAPATRIES — Certaines associations envisagent de répondre à l'illégalité par des actions clandestines.
- 13. SPORTS — AUTOMOBILISME : Emerson Fittipaldi vainqueur du Grand Prix d'Argentine.
- FOOTBALL : Saint-Étienne reprend la première place du championnat.
- 14. SOCIÉTÉ — L'Année internationale de la femme.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE
Pages 15 à 18

- L'Assemblée générale du C.N.P.F. : au creux de la vague.
- Avec retard par rapport à l'étranger, la France s'engage dans la voie d'une baisse des taux d'intérêt.
- Le déficit des finances publiques relancera-t-il l'inflation en Allemagne fédérale ?
- Nos lecteurs et la réforme du vote.
- Les notes de lecture d'Alfred Sauvy.

19-21. ARTS ET SPECTACLES
— MUSIQUE : une création à Metz : le Journal d'un fou, de Pierre Ancelin.
- TÉLÉVISION : Fresnoy, une dernière fois ; les invités du week-end.

28. RÉGION PARISIENNE
— La capitale dans les plâtres et le béton.

29-30. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS ENVIRONNEMENT
— Les Français devant le choix nucléaire (II), par Marc Ambroise-Roudu.

31-32. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
— LES NÉGOCIATIONS SUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL : la volée-hésitation du C.N.P.F. et des syndicats.
- HONORAIRES MÉDICAUX : les caisses sont invitées à veiller à la stricte application des tarifs.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (19)
Annonces classées (22 à 27) ; Carnet (12) ; Informations pratiques (10) ; « Journal officiel » (10) ; Métrologie (10) ; Mots croisés (18) ; Planets (33).

Le numéro du « Monde » daté 12 et 13 janvier 1975 a été tiré à 519 513 exemplaires.

A B C E F G H

«Téhéran ne se joindra jamais à un embargo pétrolier contre les pays industrialisés» déclare le premier ministre iranien

De notre envoyé spécial

Téhéran. — L'Iran a « déposé » le pétrole et ne se joindra jamais à un embargo qui serait décidé par les pays arabes contre des pays industrialisés, mais il n'hésiterait pas à relever le prix de son « brut » si les revenus qu'il en tire venaient à diminuer du fait de la réévaluation des stocks d'or. Telle est, en substance, la position qu'a exposée M. Hoveïda, premier ministre iranien, qui recevait à midi 11 janvier, la presse étrangère à Téhéran. Toutefois, le gouvernement iranien a pris acte des assurances que lui a données à ce sujet, en décembre 1974, M. Chirac, et la question paraît, pour le moment du moins, en sommeil. Il en est de même, apparemment, de l'émotion créée dans les pays du Golfe par les propos de M. Kissinger sur une éventuelle intervention américaine : M. Hoveïda estime tout simplement, que « ce n'est pas sérieux ».

En tout cas, le pétrole ne doit pas devenir, son avis, « l'axe de la fable », et se voir attribuer plus que sa part dans l'inflation mondiale : « 15 % seulement », selon M. Hoveïda. C'est pourquoi la préférence de l'Iran va à une discussion internationale sur les problèmes des matières premières, en général, discussion au cours de laquelle toutes les propositions sur le recyclage des dollars pétroliers seront examinées selon leurs mérites. On sait, toutefois, que Téhéran est plus favorable à la proposition des Neuf pour le recyclage des dollars pétroliers que le Fonds monétaire international qu'au fonds spécial de 25 milliards de dollars, proposé par M. Kissinger. (Le Monde du 9 janvier.)

M. Hoveïda n'a pas voulu commenter les informations selon lesquelles son gouvernement a offert à Israël de lui fournir des quantités de pétrole équivalent à celles que l'État lui tire actuellement des gisements du Sinaï, en échange du retour de ces gisements à l'Égypte. Il n'a pas nié pour autant que son pays ravitaillait déjà Israël en pétrole, en indiquant que ces approvisionnements se font par l'intermédiaire de compagnies pétrolières qui sont libres d'en disposer comme elles l'entendent.

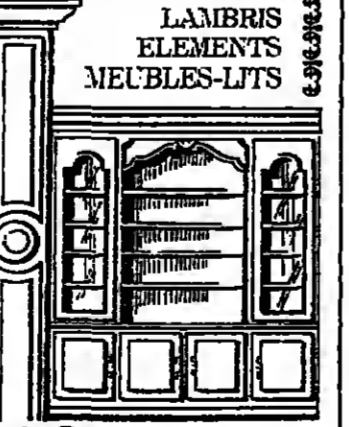
La conférence d'Alvor

L'ANGOLA POURRAIT ACCÉDER À L'INDÉPENDANCE EN NOVEMBRE

La conférence qui regroupe à Alvor, depuis samedi, les représentants des trois mouvements nationalistes angolais — Front national de libération de l'Angola, Mouvement populaire de libération de l'Angola et Unita — progresse lentement mais favorablement. C'est ainsi que l'indépendance de l'Angola pourrait être proclamée en novembre prochain.

Un porte-parole du gouvernement portugais a affirmé, dimanche 12 janvier, qu'il y avait eu, dans la journée, des progrès très nets sur plusieurs points principaux du document présenté au gouvernement portugais par les trois mouvements nationalistes. Le porte-parole a ajouté : « Le comité de rédaction a déjà commenté son activité ce matin et son travail a avancé d'une façon très significative ».

BOISERIES



A. Meyssignac
ATELIERS-MAGASIN
COURMAYEURS
DANS NOS BUREAUX : 2508 ME
42-44, FURBERGERS SAINT-ANTOINE
PARIS 12 - BASTILLE
PARKING
CONSEILS - DESSINS - PROJETS - DEVIS
343-98-31 SURESNES

Abordant brièvement le conflit de son pays avec l'Irak, M. Hoveïda s'est dit prêt à négocier mais il a indiqué que l'Irak a déjà dépensé 250 millions de dollars pour héberger cent vingt mille réfugiés kurdes. Le premier ministre a émis par une boutade la question de l'aide fournie par son pays au général Barzani : « Quand on n'arrive pas à gagner une guerre, on cherche toujours à mettre son échec sur le dos des autres », mais il a confirmé qu'il aidera le sultan d'Oman aussi longtemps qu'une rébellion téléguisée de l'étranger sévira au Dhofar ».

M. Hoveïda a fait ces déclarations à l'occasion du congrès du parti gouvernemental Iran-Neovin réuni pour la première fois depuis quatre ans et dont il vient d'être nommé secrétaire général. Il n'y avait pas lieu de « barons » pour présenter et défendre le programme du parti iranien a été approuvé par les acclamations unanimes des quatre mille délégués présents. Plus intéressant est la participation étrangère à ces assemblées, puisque parmi les cinquante partis qui ont envoyé des observateurs figurent également des délégués du parti d'extrême gauche d'Allemagne, le Vietnam du Sud, de quatre partis communistes au pouvoir en Europe orientale (Bulgarie, Pologne, Roumanie et Yougoslavie) et de divers partis libéraux d'Europe. La délégation française est dirigée par M. de Lippowski, ancien secrétaire d'État, qui a salué le congrès au nom de l'U.D.R.

MICHEL TATU.

NOUVELLES BRÈVES

● Une explosion s'est produite, lundi 13 janvier à midi, à bord d'un bi-réacteur DC-9 de la compagnie yougoslave JAT, stationné à Orly. Les pompiers et les ambulances se sont aussitôt rendus sur les lieux. On ignore s'il y a des victimes.

● Le reclassement des fonctionnaires et agents statutaires de l'État est en cours. Une commission spéciale, présidée par M. Jean-Claude Périer, ancien directeur de la gendarmerie, conseiller d'État et vice-président de la commission de répartition des personnels de l'État. Les autres membres de cette commission sont : MM. Patrick Donnay, représentant de M. Rossi, secrétaire d'État, Jean Vincent et Jean Izard, en tant que représentants d'agents de l'Office ayant exercé des fonctions de responsabilité dans la gestion du personnel. MM. Bernard Genest, Pierre Winkelmuller et Germain Gavalda, en qualité de représentants des diverses catégories de personnels ; enfin, MM. Roger Paulier, Guy Tournéau et Claude Ferrault, en tant que représentants des organisations syndicales des fonctionnaires.

● La rubrique radio-télévision dans la presse quotidienne. — Le Centre de formation et de perfectionnement de la presse quotidienne organise les 4, 5 et 6 février une session. La rubrique radio-télévision dans la presse quotidienne, dont le but est de permettre aux journalistes qui en ont la charge de confronter leurs expériences et de rencontrer les nouveaux responsables des services de presse des sociétés de radio et de télévision.

* Renseignements et inscriptions avant le 31 janvier au C.P.J., 33, rue de Louvre, 75002 Paris, tél. 598-98-71.

TISSUS D'AMEUBLEMENT IMPORTATIONS ET VENTES DIRECTES A LA CLIENTÈLE PARTICULIÈRE

- Velours unis et jacquard
- Imprimés anglais et américains
- Tissus de style
- Tissus contemporains
- Jacquards modernes exclusifs

de 35 F à 175 F le mètre

- Assortiments assorties
- Imitations fourvres

(tous nos tissus sont en stock)

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

EN RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

Des soldats français manifestent dans les rues de Karlsruhe

Des soldats français de contingent ont manifesté pendant une heure environ, ce lundi 13 janvier au début de matinée, dans les rues de Karlsruhe, en République fédérale d'Allemagne, où sont stationnés notamment deux unités du train de l'armée de terre française, les 531^e et 532^e groupes de transport. Selon le quartier général français en Allemagne, les soldats étaient environ cent cinquante, mais, selon le comité de défense des appelés, la manifestation aurait groupé près de trois cents appelés sur un effectif de cinq cents au total.

C'est la première fois que, à l'exception du défilé du 10 septembre pendant deux heures et demie, dans les rues de Draguignan, des soldats du contingent allemands manifestent en République fédérale d'Allemagne.

Selon la gendarmerie française en Allemagne, la manifestation a eu lieu dans le calme. Commencée vers 7 heures, ce lundi matin, le défilé dans les rues de Karlsruhe s'est achevé vers 8 heures. Les réclamations scandées par les jeunes soldats portaient sur les tarifs des chemins de fer, les permissions et les soldes. La police ouest-allemande a indiqué de

son côté que des militaires français ont distribué un journal clandestin intitulé le *Tringlot* en cotant (« Tringlot » est une appellation familière du soldat du train).

Le comité de défense des appelés a précisé de son côté que la manifestation avait été précédée, vers 6 heures, dans les encintes militaires, d'une assemblée générale de deux cents appelés, renforcée peu après par le retour des « permissionnaires ». Cette assemblée générale a eu lieu sur les thèmes de « l'appel des cent », ce manifeste adressé aux candidats à l'élection présidentielle en 1974 et réclamant une amélioration de la condition morale et matérielle des appelés. Dans son communiqué, le comité de défense des appelés a invité l'ensemble des travailleurs et des jeunes à manifester leur soutien avec les soldats de Karlsruhe comme ils l'ont fait pour le procès de Marseille ».

Il y a plusieurs semaines, déjà, les comités de soldats, constitués le plus souvent par des militants proches de la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R.) de M. Alain Krivine, s'étaient réunis en République fédérale d'Allemagne pour jeter les bases de nouvelles modalités d'action dans l'armée.

Outre-Rhin, la situation des soldats français du contingent est rendue difficile par le fait que — pour leurs permissions — ils ne bénéficient pas de la réduction sur les tarifs de chemin de fer en République fédérale d'Allemagne, mais seulement à partir

de la frontière française sur les trains de la S.N.C.F. D'autre part, la fréquence des permissions est limitée par l'éloignement de France de la plupart des unités et la conversion de leurs unités en marks, qui est une monnaie forte, oblige le ministère de la défense à prévoir, chaque année, des crédits supplémentaires venant compenser les pertes de change.

Certains ne manquent pas de voir dans ces incidents la conséquence du jugement de Marseille. Une fois de plus, ils se trompent. Les manifestations de Karlsruhe, comme celles de Draguignan, sont les effets d'une même cause : le refus du ministre de la défense et de certains états-majors de voir la situation en face et de procéder à une véritable réforme de l'institution militaire et le refus du gouvernement tout entier de verser, comme dans quelques autres pays occidentaux, une solde décente aux hommes du contingent, notamment aux chefs de famille.

Quant à ceux qui ne manquent pas pour se donner une bonne conscience, de faire porter toute la responsabilité aux « maccos », peut-on les renvoyer à un leader gauchiste qui en en conviendrait, rien d'un gauchiste : « Si beaucoup les yeux devant cette crise qui frappe à la fois les cadres permanents de l'armée et les appelés, sans la plus dangereuse des attitudes. On se peut plus dire comme dans la chanson : « Tout va très bien madame la marquise », alors que l'incendie cours dans le château », dit Alain Chabat, dans le Monde du 11 janvier.

M. LE PEN : un climat de subversion se développe dans l'armée.

Le comité central du Front national, que préside M. Jean-Marie Le Pen, s'est réuni, samedi 11 janvier, à Paris. Ses travaux ont été essentiellement consacrés, selon l'ancien député de la Seine, à l'examen de « la montée du climat insidieux de subversion qui se développe dans l'armée, grâce à la complicité passive du gouvernement ».

Le comité central de la formation d'extrême droite a ainsi lié certains enseignements du récent procès des trois « appelés » de Draguignan. M. Le Pen estime à cet égard, comme il l'a précisé à l'occasion d'une conférence de presse à l'issue de la réunion, que le verdict du tribunal permanent des forces armées constitue « un jugement de faiblesse ».

L'U.J.P. : le ministre de la défense pratique la politique de l'autruche.

Au cours de l'assemblée générale de l'Union des jeunes pour le progrès (U.J.P.), groupe gauchiste du Gard, samedi 11 janvier, à Nîmes, M. Jean-Paul Fasseau, président national du mouvement, a notamment déclaré : « L'U.J.P. s'étonne de la lépétition de la part de M. Brejeuf, ministre de la défense à la suite du verdict de Draguignan, et tendant à faire croire qu'il n'existe aucun malaise au sein de l'armée. Il est pour nous évident pour tout le monde que les jeunes effectuant leur service national ont trop souvent le sentiment de perdre leur temps à des tâches sans intérêt pour la collectivité nationale ».

« L'U.J.P. condamne avec la même vigueur ceux qui exploitent à des fins politiques le malaise du contingent et ceux qui, comme le ministre de la défense, pratiquent la politique de l'autruche. Il est primordial d'envisager une véritable réforme du service national, sous peine de voir un jour ou l'autre un dangereux coup d'État se faire », a conclu le président de l'U.J.P.

LE PRÉSIDENT SADATE PRIE DIEU POUR LA GUÉRISON DE M. BREJNEV

Dans une interview qu'a publiée dimanche 12 janvier, l'hebdomadaire égyptien « Rose El Youssef », le président Sadate a indiqué qu'il priait Dieu pour la guérison de M. Brejnev. Il a dit encore à ce propos : « M. Brejnev est un ami cher, un véritable ami, un grand ami de l'Égypte et du monde arabe ».

Le chef d'État égyptien semble penser que l'annonce de son voyage au Caire du secrétaire général du parti communiste soviétique s'explique par la maladie. Cependant le Journal libanais « Al Saïr » fait état des Oubacounis enregistrés lors de la visite à Moscou des deux militaires égyptiens : M. Fahmy (ministre égyptien de l'Armée) et M. L.T.U.R.S.S. « un effet trouvé que la liste présentée par les responsables égyptiens comportait des quantités d'armes qui dépassaient les besoins effectifs de l'Égypte », écrit « Al Saïr ». Tout cela, affirme le Journal, l'Union soviétique continuait à livrer des armes à l'Égypte. — (A.F.P.)



MUSEE POSTAL
à la collection historique du Timbre-poste français

abonnez-vous

lors de chaque émission de timbre, l'Administration des PTT réalise, pour le compte du Musée Postal, un Document Philatélique Officiel.

Le Document Officiel peut être acquis selon trois modalités :

- la vente par abonnement
- la vente directe
- la vente par correspondance

Prix de vente... 8 F augmenté de la valeur du timbre.

MUSÉE POSTAL
MAISON DE LA POSTE ET DE LA PHILATÉLIE
34, boulevard de Vaugirard, Paris 15^e
Tél. : 578.81.32

Ouvrez tous les jours sauf le jeudi de 10 à 17 h
Gratuité pour les groupes scolaires accompagnés

Métro : Montparnasse, Pasteur, Falguière
Autobus : Ligne n° 48 ; Arrêt : Armorique, Musée Postal

... à chercher à imposer la révolution militaire au Vietnam

Escalade de la crainte à Lisbonne

M. Ford au qui tournent suivie de

Il faut para

Il faut para

Il faut para

Il faut para

Il faut para

Il faut para

كندا من الأصل